

HISTOIRE
DU
Métayage en Bourbonnais
depuis 1789

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

présentée et soutenue le lundi 29 Novembre 1920 à 3 h. 1/2

par

M^e Camille **GAGNON**

Président : M. SOUCHON, professeur à la Faculté.

Suffragants { MM. PERREAU, professeur.
 HITIER, professeur.

PARIS
LIBRAIRIE PICART
59, Boulevard Saint-Michel, 59
1920

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

HISTOIRE
DU
Métayage en Bourbonnais
depuis 1789

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

présentée et soutenue le lundi 29 Novembre 1920 à 3 h. 1/2

par

M^e Camille **GAGNON**



Président : M. SOUCHON, professeur à la Faculté.

Suffragants { MM. PERREAU, professeur.
 HITIER, professeur.

PARIS
LIBRAIRIE PICART
59, Boulevard Saint-Michel, 59
1920

CAMILLE GAGNON

Histoire du
Métayage en Bourbonnais
depuis 1789

INTRODUCTION

En 1887, dans la préface de son *Dialogue sur le Métayage*, M. Méplain écrivait : « Comme beaucoup d'institutions vraiment utiles, le métayage a poursuivi, à travers les siècles, sans bruit et sans fracas, son œuvre bienfaisante ; les publicistes s'en occupèrent peu, car il ne menaçait personne ; il traçait son humble sillon pour la nourriture commune ; il ne réclamait pas, aussi les docteurs de la nation semblaient-ils ignorer jusqu'à son existence ».

Les temps ont bien changé, particulièrement pour le Bourbonnais, et une littérature abondante sur le métayage a pris naissance. De grands propriétaires, agriculteurs éminents, ont fait valoir, dans des études documentées, les avantages d'une institution à laquelle ils attribuent la prospérité agricole de cette province, les publicistes ont suivi leur exemple dans des feuilles et revues locales ou parisiennes, les métayers eux-mêmes ont écrit ce qu'ils pensaient du métayage, et, attirés par leurs controverses, les « docteurs de la nation », à la recherche de sujets de thèses nouveaux, se sont emparés de ces questions comme d'un terrain vierge et fertile. On a discuté longuement sur la nature du contrat de métayage, sur ses conséquences économiques et sociales, sur les abus auxquels il a donné lieu, sur les fermiers généraux, sur le mouvement syndical et révolutionnaire qui s'est manifesté dans les campagnes bourbonnaises, sur les conséquences de la guerre, relativement au métayage, et sur son avenir. Le sujet paraît donc épuisé et il semble banal de s'aventurer dans les sentes si largement frayées.

Pourtant, un coin est resté en friche. On a étudié le métayage surtout dans son état présent, mais son passé est connu d'une manière fort incomplète, soit d'après des conjectures personnelles, soit d'après la tradition orale maintenue par les vieillards qui, aujourd'hui encore, ont vécu un peu la vie ancienne des métayers et appris de leurs pères les conditions de cette existence au début du xix^e siècle. Un tel procédé d'in-

formation, sans nier sa valeur, est assez primitif s'il n'est complété par des preuves écrites, en apparence relativement rares mais qui, lorsqu'on les cherche un peu, abondent aussitôt. Baux, contrats de mariage, actes d'association ou de dissolution de communautés, permettent de suivre, pas à pas, toutes les modifications qui se sont produites depuis un siècle au sein du métayage ; d'après les journaux locaux, les proclamations électorales, on voit les idées nouvelles conquérir l'esprit paysan jusque-là hors de leur atteinte ; il est facile, alors, de tracer un tableau intéressant de ces modifications et grâce à elles on comprend mieux l'état présent.

Ce n'est point, en effet, un simple souci archéologique qui a motivé ces recherches dans le passé, mais surtout le désir de mieux expliquer les conditions actuelles du métayage et de mieux connaître les causes du malaise dont il a souffert pendant ces dernières années. Voilà pourquoi cette histoire ne remonte pas au delà de la fin du XVIII^e siècle, non pas que l'origine du métayage en Bourbonnais, son existence durant le moyen âge, la formation des communautés taissables, etc., n'eussent été matières pleines d'intérêt mais parce qu'elles n'éclaircissaient aucunement les problèmes actuels et que, vers 1789, le métayage présente tous les caractères qu'il est nécessaire de connaître pour apprécier avec exactitude les transformations importantes qu'il va subir jusqu'à nos jours.

Ces transformations pourraient être étudiées suivant une méthode purement chronologique, énonçant les faits au fur et à mesure qu'ils se produisent. Mais, outre qu'il est souvent difficile de fixer la date précise où une modification s'est produite, que cette modification se produit avec des retards parfois considérables dans un lieu ou dans un autre, cette méthode a encore l'inconvénient de trop émietter le sujet et de faire oublier à l'esprit par les détails qu'elle accumule, la marche générale des événements. En considérant, au contraire l'ensemble des faits, on les voit se grouper autour de quelques faits plus généraux qui les dominent. C'est ainsi que pour cette histoire du métayage en Bourbonnais, depuis 1789 trois périodes se détachent, nettement caractérisées : la première, de 1789 à 1820, par les conséquences de la Révolution ; la seconde, de 1820 à 1870, par les grandes améliora-

tions agricoles ; la troisième, de 1870 à 1914, par les luttes politiques ou syndicales ; une quatrième période s'ouvre, en 1914, avec la guerre. Ce sont, en quelque sorte, les divisions naturelles où les détails viennent se grouper d'eux-mêmes. Ces détails, pour la clarté de l'exposition, ne doivent être tirés que de la généralité des cas, au risque de laisser de côté quelque exception peu importante car, afin de garder une exactitude rigoureuse, il serait presque inévitable d'aboutir à des subdivisions infinies et oiseuses, rien n'étant plus variable que des règlements accessoires et purement coutumiers qui varient quelquefois de clocher à clocher.

Sans doute une histoire du métayage, observé dans toute la France, aurait un intérêt autrement important. Mais une telle œuvre exigerait de patientes et longues recherches qui dépasseraient le cadre de cette simple étude ; de plus, le métayage a traversé des fortunes si diverses suivant les différentes régions où il est appliqué qu'avant d'entreprendre son histoire générale, il faudrait procéder par la méthode des monographies. A ce point de vue, ce mode de faire valoir a pris en Bourbonnais, sa terre classique, comme on l'a dit, un tel développement, il y a passé par des phases si caractéristiques, il y a produit de tels résultats que, plus qu'ailleurs, son histoire doit y offrir un réel et sérieux intérêt.

PREMIÈRE PARTIE

La fin de l'Ancien Régime
La Révolution et ses Conséquences
1789-1820

CHAPITRE PREMIER

La Terre et les Hommes à la fin de l'Ancien Régime

- I. — *La Terre : physionomie générale du pays ; les voies de communication ; les cultures ; valeur de la terre ; le troupeau ; les gênes à la production.*
- II. — *Les Hommes : les propriétaires : nobles absenteistes ou résidents, gens d'Eglise, bourgeois et marchands, petits propriétaires ; les régisseurs ; les fermiers ; faiblesse de leurs connaissances agricoles.*

Les métayers ; les communautés taisibles ; les communautés familiales et l'autorité paternelle ; leur attachement à la terre ; leur existence matérielle ; la communauté unité économique ; leurs travaux ; leurs idées ; leurs rapports avec les propriétaires ; accord du caractère bourbonnais et du régime du métayage ; les baux à métairie ; les impôts ; les droits seigneuriaux.

I

Au mois d'août 1789, Arthur Young, le célèbre agriculteur anglais, qui poursuivait, à travers la France, son enquête agricole, pénétrait en Bourbonnais. « Entré en Bourbonnais, écrit-il ; même pays coupé d'enclos ; le chemin formé de sable est très beau. » Suivons-le donc sur ce chemin si beau et, d'après les documents anciens, évoquons les paysages qui s'offrent à ses yeux. Comme aujourd'hui, la terre présente de molles ondulations qui, dans une mélancolique répétition se creusent, se relèvent, se rabaissent encore, montant au sud

vers le chaînes d'Auvergne, dont elles sont le dernier contre-fort, interrompues à l'est par le cours de la Loire, graduellement affaiblies au nord et à l'ouest jusqu'aux grandes plaines du Berry. Un champ succède à un champ, des prés verdoient çà et là, des vignes s'étagent sur les pentes des coteaux ; un peu partout se dressent des bois taillis et s'étalent de larges espaces envahis par la bruyère, les genêts et les herbes folles. Champs ou prés, vignes ou landes incultes, sont séparés par des haies vives qui poussent largement à leur gré, sans symétrie et au milieu desquelles croissent des arbres nombreux. A travers leurs branches, on distingue les toits de chaume des métairies, éparpillées dans la campagne, ou bien, au loin, le clocher d'un village qui émerge au-dessus des maisons groupées autour de lui.

Quelques routes, trop rares et mal entretenues, permettent de circuler en ces lieux. Par ce mois d'été, la terre est sèche, et le chemin qu'a pris Young reste suffisamment ferme mais le moindre temps va le rendre si boueux que tout transport deviendra difficile. L'intendant Le Vayer s'en plaint amèrement : « Les chemins du Bourbonnais ne sont guère plus praticables, surtout en hiver, que ceux du Nivernais. Il s'y forme des fondrières que l'on appelle vulgairement « tartes bourbonnaises » (1) ; elles n'ont presque point de fond ; avec un peu de soin et de dépense, on pourrait y remédier. » S'il en est ainsi des voies principales, les chemins secondaires sont encore plus mauvais. Tantôt larges comme un champ, tantôt étroits à laisser à peine passer un char, ils n'ont aucun fondement de pierre, aucun fossé pour égoutter les eaux. Dès les premières pluies d'automne, jusqu'au retour de l'été, ils ne sont qu'une suite de fondrières ; les transports les plus simplifiés, en chars à bœufs, à dos de cheval ou de mulet, y rencontrent de sérieuses difficultés. Pour les piétons, le plus sûr est de marcher à droite ou à gauche du chemin lui-même, à

(1) Rabelais, Bonaventure des Perriers, Brantôme parlent tour à tour des « tartes bourbonnaises ». Elles se firent aussi connaître à Michel de l'Hôpital quand il passa par le Bourbonnais en accompagnant Marguerite de Valois qui allait épouser le duc de Savoie :

*An tibi Borbonias multò cum felle placentas,
Et memorem fædo luctantes œquore mulos...*

(Michel de l'Hôpital. *Epître 5^e à Jacques Farre.*)

travers les terrains vagues ou au bord des cultures. La crainte de nuire aux récoltes ne doit pas effrayer les voyageurs car, souvent, d'un village à l'autre, ils ne fouleront pas une tige de céréale.

En effet, les terres arables ne comprennent pas plus des deux cinquièmes du sol : un autre est en bois, un autre en prés ou en vignobles, le dernier en marais, en étangs, en rochers, en friches et en bruyères. Pourtant les métairies, les « domaines » comme l'on dit dans le pays, sont, en général, beaucoup plus grandes que de nos jours ; il n'est pas rare d'en trouver qui atteignent de 120 à 150 hectares. Ces hectares sont divisés en un petit nombre de champs ou de prés ; la majeure partie sert de pâture. Les champs sont établis dans les terres siliceuses et maigres, faciles à travailler, que seules parviennent à approprier les instruments alors en usage. La charrue n'est connue que dans quelques paroisses, du côté de Gannat et de Cusset ; on laboure communément avec l'araire, vulgairement appelé « ariau », sorte de charrue primitive, presque analogue à celle que décrit Virgile (1) et qui égratigne le sol plutôt qu'elle ne le retourne ; l'ariau est complété par une herse rigide, à dents de bois. Aucune régularité dans l'assolement : chaque année, dans les champs jugés les plus convenables à la culture, on répand le peu de fumier dont on dispose et, après un labour médiocre, on sème du seigle, du blé-seigle, suivant l'appellation de l'époque. Le blé proprement dit, ou froment, n'est cultivé qu'en très petite quantité (un ou deux double-décalitres). L'année suivante, on sème, à la place du seigle, de l'avoine, de l'orge et du sarrasin, puis la terre se repose pour être cultivée à nouveau quand on le jugera bon. A ces cultures, les seules connues, se joint celle du chanvre, pour les besoins de chaque maison. Les prés sont situés dans les fonds argileux, trop rudes à rompre ou trop humides. Composés des herbes que la nature y produit librement, ils donnent souvent un fourrage clairsemé, d'une

(1) *Continuo in silvis magna vi flexa domatur
In burim, et curvi formam accipit ulmus oratri.
Huic ab stirpe pedes temo protentus in octo,
Binæ aures, duplici aptantur dentalia dorso...*

(Virgile. *Georgiques*, I. 169-173.

valeur nutritive très faible, à dominante de joncs et de roseaux. Pour suppléer à l'entretien des troupeaux, les champs en friche et les vastes espaces incultes où des graminées croissent parmi les genêts, la bruyère et les ajoncs, servent de pâtures.

Dans de semblables conditions, la terre ne peut donner qu'un produit fort mince et n'atteindre qu'une valeur minime. « A Chavanne, écrit Young, on sème un boisseau de seigle de 20 lbs sur une boisselée de terre, donnant, dans une bonne année, de 5 à 6 pour 1. Il se trouve à vendre, ici, un bien composé de trois fermes tenues par des métayers, qui donnent 3.000 liv. par an ; on en demande 80.000 liv., mais on l'aurait pour 60.000. C'est un placement à 5 o/o. A Moulins, l'arpent contient 8 boisselées de 168 toises carrées chaque... La bonne terre arable vaut 150 à 200 liv. l'arpent (5 liv. st. 19 sh. 10 d. = 370 fr. 15 cent. l'hectare) ; mais il y en a de si mauvaise qu'on la cède à 12 liv. (7 sh. 6 d. = 24 fr. 20 cent) l'hectare. Tous les achats rapportent 5 o/o. On sème 160 lbs de seigle par arpent et on obtient quatre ou cinq fois cette quantité. Dans les environs, il y a un bien à vendre qui rapporte 10.000 liv. par an, et on en demande 300.000 liv., mais le bois, etc..., donnés en sus, le réduisent à 250.000 liv. Il rapporterait net 4 o/o, par le misérable produit de 3 1/2 ou 4 liv. (2 sh. 6 d. = 7 fr. 70 cent. l'hectare) l'arpent, que le propriétaire prélèverait comme sa moitié, qu'à l'exemple de ce qui se fait aux environs, il ne gagne qu'en fournissant tout le bétail des fermes... Le rendement annuel est de 5.381 boisseaux de seigle, 5 pour 1 de la semence. A La Palisse, le seigle donne 4 pour 1. » Plus loin, il calcule le prix moyen de la terre en Bourbonnais : 3 liv. st. 3 sh. 4 d. = 195 fr. 65 cent. l'hectare. « Je croirais assez, continue-t-il, que la rente moyenne de toute cette région, avec le métayage, est d'environ 2 sh. 6 d. l'acre, dont il faut déduire l'intérêt du cheptel en bétail à cornes, moutons, chevaux et porcs, qui s'élève assez haut. Mais, de l'autre et quelque chose de plus. L'intérêt sera donc de 4 1/2 o/o environ. Le rendement en seigle est de 5 pour 1, selon les calculs les plus approchés. » Lorsqu'il arrive à Mou-

lins, il s'enquiert des terres à vendre : une grande propriété lui est indiquée, à quelques milles de la ville. Il faut voir avec quel sens pratique il apprécie la spéculation à faire en l'achetant au prix qui en est demandé, avec quel regret contenu il énumère tous les avantages à retirer de ce sol bourbonnais qui, selon les paroles de M. de Grimau, lieutenant général du baillage et président de la Société d'agriculture de Moulins, était plutôt donné que vendu.

Si la terre a peu de valeur, le troupeau ne vaut guère plus. Une métairie moyenne comprend de dix à vingt-cinq bêtes à cornes, cinquante à quatre-vingts moutons, quelquefois deux ou trois porcs et une jument. La race bovine originaire du pays est petite, maigre, peu résistante au travail, abâtardie de plus en plus par des croisements consanguins ; on a soin de choisir les taureaux reproducteurs parmi les sujets chétifs, incapables de faire de bons bœufs. Elle se nourrit la plus grande partie de l'année dans les pâtures, le fourrage récolté étant à peine suffisant à assurer sa subsistance pendant les jours d'hiver où elle ne peut sortir. Les moutons prospèrent mieux ; malgré les mauvais soins dont ils sont l'objet, ils trouvent un herbage favorable dans les jachères et les excédents des chemins. Les années où les glands abondent, les porcs sont engraisés ; ordinairement ils vivent de misère. Tous les deux ans, on vend un ou deux bœufs trop vieux ou en mauvais état, et de temps en temps quelques veaux, une vache, les moutons de deux ans et les brebis réformées, un porc, un poulain. Voici, pour donner une idée de la valeur de ce bétail, une estimation de cheptel de 1787 :

4 bœufs arables et charriables....	260 livres
6 mères-vaches et 4 suivants....	170 livres
3 taureaux ou jeunesses de 2 à 3 ans	54 livres
65 moutons	310 liv. 12 sols 6 d.
1 jument et son poulain.....	50 livres

Dans une estimation de 1707, Auroux des Pommiers, commentateur des Coutumes du Bourbonnais donne des chiffres plus bas encore :

Les vaches sont cotées 18 livres chacune

6 bœufs	275 livres
1 mouton	20 sols
1 jument et 2 poulains	30 livres

Par suite de mauvaise hygiène, des épizooties fréquentes emportaient une partie de ces bêtes et réduisaient à rien, pour plusieurs années, les bénéfices déjà si restreints qu'elles procuraient.

D'ailleurs, toute production est gênée par mille entraves. Si l'on agrandit les cultures, si l'on augmente le troupeau, la taille croît démesurément (1). Indépendamment de la difficulté des transports, des droits de péage et des prélèvements arrêtent les marchandises à chaque instant. Quoiqu'ils aient baissé depuis quelques années, ils existent encore en 1789. Les frais d'expédition, pour envoyer une marchandise au lieu où elle pourrait trouver un prix rémunérateur, dépasse quelquefois de beaucoup le prix même de cette marchandise. Cela se produit surtout lorsqu'elle doit franchir les barrières de douanes intérieures, qui enserrant chaque province comme des corsets de fer où elles étouffent. Une pièce de vin expédiée de Moulins à Caen, et valant 20 livres au départ, à la suite de tous les droits payés en cours de route, en valait 60 à l'arrivée. Ces droits sur les liquides étaient si forts que dans les environs de Gannat, les paysans, pour les éviter, arrachaient les ceps. Si les mesures appliquées aux grains et aux produits proprement agricoles sont un peu plus clémentes, elles n'en amènent pas moins une gêne notable à leur circulation et, par contre-coup, à leur production.

(1) Les choses sont réduites à un tel état que celui qui pourrait se servir du talent qu'il a de savoir faire quelque art ou quelque trafic qui le mettrait lui et sa famille, en état de pouvoir vivre un peu plus à son aise, aime mieux demeurer sans rien faire; et que celui qui pourrait avoir une ou deux vaches et quelques brebis ou moutons, plus ou moins, avec quoi il pourrait améliorer sa ferme ou sa terre, est obligé de s'en priver, pour n'être pas accablé de taille l'année suivante, comme il ne manquerait pas l'être s'il gagnait quelque chose, et qu'on vit sa récolte un peu plus abondante qu'à l'ordinaire. C'est par cette raison qu'il vit non seulement très pauvrement lui et sa famille, et qu'il va presque tout nu, c'est-à-dire qu'il ne fait que très peu de consommation, mais encore qu'il laisse dépérir le peu de terre qu'il a, en ne la travaillant qu'à demi, de peur que si elle rendait ce qu'elle pourrait rendre étant bien fumée et cultivée, on ne prit occasion de l'imposer doublement de la taille. » — Vauban. *La Dîme Royale*.

II

Plusieurs classes de propriétaires se partagent cette terre : nobles absenteistes ou résidents, gens d'église, bourgeois et marchands, petits propriétaires.

Les nobles possèdent les domaines les plus nombreux. Quelques-uns, les plus riches souvent, ne viennent presque jamais dans leurs terres. Ils ont émigré à la Cour où leur plaisir et des charges honorifiques les retiennent¹; d'autres remplissent de hauts emplois dans la magistrature ou dans l'armée. Mais à côté de ces nobles absenteistes, beaucoup de gentilshommes sont demeurés en leur province, soit parce que leur fortune est trop petite pour soutenir le luxe nécessaire aux fonctions élevées, soit parce que la simplicité de leurs goûts est satisfaite dans le château bâti au milieu des propriétés familiales.

Les gens d'église viennent ensuite. Les monastères, d'ordres divers, les couvents, les prieurés, abondent en Bourbonnais et, dans nombre de lieux, on retrouve encore les traces de ces anciens établissements religieux. Ils se sont lentement enrichis au cours des siècles grâce à des donations, grâce aux fondations (1), grâce aussi à leurs économies et à de judicieuses acquisitions et lorsque l'Edit sévère de 1749 « concernant les établissements et acquisitions des gens de maimorte » se dresse devant eux, il y a longtemps qu'ils ont constitué un patrimoine important.

Enfin, les bourgeois, les gens de loi, notaires, avocats, maîtres-chirurgiens, les marchands enrichis, les notables des villes ou des bourgs acquièrent des biens fonciers sans cesse

(1) La lecture des testaments anciens est très instructive à cet égard. On y trouve le reflet d'une foi très vive et à l'heure où le néant des biens terrestres apparaît dans toute sa grandeur il est tout naturel de s'assurer des prières par une fondation :

« Aujourd'hui, lit-on, je me suis, notaire royal soussigné, transporté à la réquisition de dame Magdelaine R..., demeurant paroisse de M... ou étant, nous avons été introduit dans une chambre basse où nous avons trouvé ladite dame gisante dans son lit, malade de corps, néanmoins saine d'esprit et entendement, laquelle nous ayant déclaré qu'il n'y a rien de si certain que la mort ni de si incertain que l'heure d'icelle, après avoir recommandé son âme à Dieu, à la glorieuse Vierge Marie, à tous les saints et saintes du Paradis et particulièrement à sainte Magdelaine, sa patronne, nous a requis vouloir faire et rédiger ses intentions et ordonnances de dernière volonté ainsi qu'il s'ensuit... »

grandissants, malgré les cens que doivent payer beaucoup de terres et les droits élevés de lods et vente qu'ils doivent acquitter pour que leur rente reçoive validation. Bien avant la Révolution, des nobles obérés de dettes ont été contraints de céder ainsi aux bourgeois une partie notable de leurs terres.

De même des laboureurs, des artisans, sont déjà parvenus à posséder un champ, une locaterie, une petite exploitation. Il est presque impossible de dresser des statistiques précises à ce sujet, mais en compulsant les documents de l'époque, il apparaît que cette classe de petits propriétaires est plus nombreuse qu'on ne le croit communément.

Dans ce dernier cas, le petit propriétaire cultive lui-même sa terre ou l'affirme à un cultivateur mais, pour les autres propriétés, le métayage est le mode de faire valoir ordinaire du pays. Le propriétaire et le cultivateur s'associent ; le premier fournit la terre, le cheptel de bestiaux nécessaire à sa culture, les bâtiments ; le second apporte les instruments aratoires et la force de travail ; chaque associé est rétribué, en principe, par le partage égal des produits du sol et du croît du cheptel ; si ce cheptel diminue, la perte est supportée par moitié (1).

Lorsque le propriétaire réside sur ses terres, il s'occupe lui-même de leur gérance ; l'accord se fait directement entre lui et les métayers ; il reste en rapport constant avec eux. Mais, s'il est à la Cour, s'il habite au loin ou si, demeurant sur les lieux, il se sent quelque répulsion pour les choses de l'agriculture, un régisseur ou un fermier le remplace. Le régisseur est employé par quelques gros propriétaires résidents, des gens d'église, des nobles absenteistes ; tantôt il n'est qu'un conseiller et un transmetteur d'ordres, le propriétaire

(1) « Les propriétaires des domaines ou métairies, dans cette province, dit Auroux des Pommiers, les donnent à cultiver à moitié fruits à des laboureurs que l'on nomme colons ou métayers, de manière que ces métayers ont la moitié de tout ce qui se recueille dans la métairie, pour le salaire de leur culture, et le propriétaire l'autre moitié.

Ces métairies sont garnies de différentes espèces de bestiaux pour l'exploitation d'icelles ; et comme ces bestiaux font une partie du revenu qu'elles produisent, il est d'usage d'accorder aux métayers la moitié des croîts et profits qui peuvent arriver sur les bestiaux : mais, comme il peut aussi arriver que ces bestiaux, au lieu de profiter, diminuent et périssent, ces métayers sont obligés en ce cas de supporter la moitié de la perte. »

gardant direction et responsabilité ; tantôt il se substitue complètement à lui auprès des métayers, passe avec eux tous contrats, règle toutes difficultés, veille à la bonne marche de l'exploitation, procède aux partages et rend compte de sa gestion, selon les termes de la procuration que lui a donnée le propriétaire et moyennant une rétribution annuelle payée par ce dernier. Beaucoup plus nombreux sont les fermiers qui, prenant à leur charge tous les risques de culture et s'engageant à payer au propriétaire, à époques déterminées, un prix fixé d'avance, lui afferment tout ou partie de ses terres qu'ils font valoir ensuite en contractant avec des métayers.

Ces fermiers, désignés ordinairement dans les vieux baux sous le nom de marchands-fermiers, se recrutent parmi les notables des bourgs qui ne sont pas assez riches pour se mêler aux bourgeois, mais offrent pourtant des garanties sérieuses pour le paiement de leurs fermages. Quelques-uns sont propriétaires, la plupart marchands : coquetiers, bouchers, cabaretiers, merciers, tailleurs, marchands de bois surtout, qui suppléent au manque de transports en employant les bœufs des cheptels pour les roulages nécessaires à leur commerce limitée à cause des garanties exigées qu'à cette époque peu de gens fournissent et que, de ce fait, les fermiers puissent obtenir. En effet, quoique la concurrence entre eux soit très nire des propriétaires des conditions avantageuses, ils cherchent moins dans ces fermes à réaliser des bénéfices considérables qu'à augmenter leur revenu d'un léger profit, à faciliter et à étendre les affaires de leur négoce. Seuls, ceux qui ne craignent pas d'affermir des terres nombreuses, toute une seigneurie, par exemple, avec les droits attachés à son terrier (1), les dîmes inféodées, etc., parviennent à s'enrichir, mais la plupart n'aspirent qu'à une honnête aisance.

En dehors des entraves économiques qui, jusqu'à un certain point, les excusent, nul, d'ailleurs, fermier ou propriétaire, n'instruira le métayer des moyens propres à augmenter le revenu du sol. Tous font preuve de cet état d'ignorance que note Young chez un seigneur d'une province voisine : « Quand je vois un aussi beau pays si pitoyablement cultivé par des

(1) Pièce justificative n° 8.

métayers mourant de faim, au lieu de prospérer sous des fermiers riches, je ne sais plus plaindre les seigneurs, quelque grandes que soient leurs souffrances d'aujourd'hui. J'en rencontrai un à qui j'expliquai ma manière de voir ; il prétendait parler agriculture ; voyant que je m'en occupais aussi, il me dit qu'il avait le Cours complet de l'abbé Rozier, et que, suivant ses calculs, ce pays n'était bon qu'à faire du seigle. Je lui demandai si lui et l'abbé Rozier savaient distinguer les mancherons de la charrue de l'âge ? A quoi il me répondit que l'abbé était un homme de grand mérite, beaucoup d'agriculteur. » En 1786, le Roi avait créé, à Moulins, ainsi que dans d'autres parties de la France, une société d'agriculture. Composée de vingt membres, dont quatorze nommés par le Roi recrutaient les six autres, elle devait se réunir en présence de l'intendant, qui avait voix délibérative, pour prendre des délibérations et rédiger des mémoires sur l'agriculture, qu'elle adressait au Contrôleur général des Finances. Son rôle fut insignifiant ; elle n'amena aucun changement.

Mais, arrivons aux métayers. Ils vivent en maisonnées nombreuses, composées souvent, avec les enfants, de vingt à trente personnes. Par suite de la misère croissante des classes inférieures, de l'isolement causé par la difficulté des relations, de la nécessité de se prêter un mutuel appui, de la faculté donnée aux serfs de succéder entre eux lorsqu'ils vivaient en commun (1), des familles s'étaient ainsi groupées au moyen âge pour partager la même vie, les mêmes travaux, les mêmes profits ou les mêmes pertes, sous l'autorité d'un chef commun. La coutume reconnaissait qu'au bout d'un an et un jour, ces familles vivant au même pot et au même feu, formaient tacitement une communauté. Beaucoup de métairies, en Bourbonnais, portent encore un nom collectif, qui n'est

(1) « Gens serfs et de serve condition succèdent à leurs dits parents comme dit est ; et aussi leurs parents de leur dite condition leur succèdent, s'ils sont communs en biens et demeurant avec eux ; mais s'ils sont séparés d'eux, ils ne leur succèdent point, et appartiennent leurs biens et succession à leur seigneur par droit de mortaille, posé qu'ils aient enfants ou autres lignagers qui soient séparés de biens avec eux. Toutefois, si les enfants, ou autres personnes habiles à se succéder, s'étaient départis pour étude, service, impression ou mauvais traitements, ils succéderaient néanmoins esdits cas, comme s'ils étoient demeurans. *Cout. Art. CCVII.* »

que le nom de l'ancienne communauté (Les Plessis, les Rolins, les Passots, etc.). Plus tard, la formation tacite ne fut plus admise et des formalités devinrent nécessaires. L'ordonnance de Moulins, de 1566, article 4, exigea la confection d'un acte notarié pour tout contrat de société excédant 100 livres. Cet article, il est vrai, ne reçut pas d'applications, mais une autre ordonnance, de 1673, beaucoup plus sévère, exige absolument un acte écrit pour former une société. D'après la *Coutume du Bourbonnais*, seules les communautés entre frères de vingt ans au moins et hors de puissance paternelle, demeurèrent loïsibles d'être formées tacitement : « Art. CCLXVII. Communauté de biens ne se contracte taisiblement entre personnes demeurant ensemblement, par quelque temps que ce soit, s'il n'y a convention expresse de société faite entre eux, fors et excepté entre deux frères, auquel cas est requis qu'ils soient hors de puissance paternelle, demeurance d'an et jour, et qu'ils aient fait entre eux, durant le dit temps, mixtion de biens ; auquel cas les dits frères taisiblement ont contracté entre eux société et communauté de biens, et en icelle sont compris tous les meubles précédens et subséquens la dite communauté, et les conquêts faits durant la dite communauté et jusqu'à la dissolution d'icelle. » A partir de 1673, quelques communautés se soumettent à la formalité du contrat écrit : mais, à la fin de l'Ancien Régime, on retrouve toujours des communautés de cultivateurs fort anciennes qui se sont continuées d'après l'accord tacite, valable à leur origine.

Il était possible de stipuler, dans le contrat de communauté que les contractants seraient communs en tous leurs biens : meubles et immeubles, présents et à venir. Mais, généralement, la communauté ne comprenait que les meubles et les conquêts. Sauf convention contraire, tous les biens, tant meubles qu'immeubles, de la communauté, tous les conquêts, toutes les dettes actives et passives, se partagent également entre les communs personniers. (Art. CCLXIX). Les meubles qui étoient par succession à un commun, tombent dans la communauté, mais les immeubles restent la propriété de celui qui est héritier. (Art. CCLXXVI). Si un commun personnier marié meurt en laissant des enfants et que son con-

joint survivant ne fasse aucun inventaire, partage, division ou autre convention équipollant à partage dedans quarante jours, à compter du jour du trépas du prémourant, la communauté se continue entre le survivant et les enfants majeurs ou mineurs qui jouissent de la portion du conjoint défunt. A défaut d'enfants, la succession passe aux collatéraux qui, de même, peuvent continuer la communauté (Art. CCLXX).

La communauté est représentée par un chef choisi expressément ou tacitement par les communs personniers. Ses pouvoirs sont fixés par l'article CCLXVIII de la *Coutume* : « Le chef et gouverneur d'une communauté peut, durant icelle convenir et être convenu, en toutes actions personnelles et possessoires pour le fait de la dite communauté, sans procuration de ses autres communs. » Quant à savoir si le chef de communauté oblige solidairement ses communs ou s'il ne les oblige chacun que pour leur part et portion, les anciens jurisconsultes sont d'avis différent. Denis Lebrun opte pour la solidarité ; J. de Culant et Auroux des Pommiers pour la responsabilité sur part et portion. Le chef de communauté ne pouvait, sans procuration, obliger les associés pour les actes qui ne regardaient pas la société, ni passer de contrat pour les intérêts particuliers de chaque commun. Il ne peut pas non plus disposer des immeubles de la communauté sans le consentement des associés ni même disposer des biens communs et effets de communauté à titre de donation, sauf à être personnellement responsable de sa mauvaise administration.

La plupart du temps, la communauté est strictement familiale ; elle se compose du père, de la mère et de leurs enfants et les règles qui la gouvernent sont celles que dicte la nature : « Quant à la communauté qui est ainsi requise, dit Auroux des Pommiers à propos des communautés entre frères, il n'est pas nécessaire qu'elle soit expresse et par écrit ; c'est assez qu'il soient communs en biens et qu'ils possèdent leurs biens en commun et par indivis : et même à l'égard des enfants cette communauté de biens n'est pas requise, il leur suffit qu'ils demeurent avec leurs père et mère, par raison que tant que les père et mères vivent, les enfants ne possèdent rien en propre. »

Pourtant, quand les enfants sont parvenus à l'âge d'homme, il se produit souvent dans la communauté familiale une sorte d'organisation et c'est dans les contrats de mariage que l'on suit le mieux cette transformation. Lorsque les fils se marient, leurs femmes s'ajoutent aux membres de la communauté. Au contraire, les filles, en cas de mariage, quittent la maison de leur père pour entrer dans la communauté de leur mari ; exceptionnellement quand une communauté est pauvre en hommes, le mari passe dans cette communauté. Lorsqu'un membre nouveau, femme ou mari, entre dans une communauté, il acquiert sa part de communauté en mettant en commun une somme d'argent, des outils ou des meubles. Quand une fille, en se mariant, quitte la demeure de ses parents, ils l'écartent de tout partage et même de leur succession future en l'apanant. L'apanage, admis par la coutume du Bourbonnais, permet au père et à la mère ou à l'un d'eux, qui marient leur fille, de lui remettre une certaine valeur en meubles ou immeubles, grâce à laquelle tout droit dans leur succession lui sera retranché, tant qu'un mâle ou descendant de mâle y pourra prétendre. Chez les métayers, l'apanage comprend ordinairement une somme de dix à trente livres et quelques meubles (1). « Art. CCCV : Fille mariée et apanée, par père ou par mère, aïeul ou aïeule, paternel ou maternel, ne peut demander légitime, ne supplément d'icelle, ne aussi venir à succession collatérale dedans les termes de représentation, tant qu'il y ait mâle ou descendant de mâle, soit mâle ou femelle, héritant esdites successions, combien qu'elle n'y ait expressément renoncé... » Cet apanage admis en faveur de la conservation des familles ne pouvait valoir qu'à l'égard des filles et non des mâles, qui ne pouvaient être apanés même en faveur d'autres mâles. Si un fils sortait de la communauté, ce qui n'arrivait habituellement que si les hommes y étaient en trop grand nombre, il aurait fallu faire régulièrement un inventaire des biens de communauté pour lui remettre la part qui lui revenait, mais, presque toujours, on le dédommageait amiablement par une somme d'argent, des outils, du mobilier et il conservait son droit à la succes-

(1) Pièce justificative n° 3.

sion de ses père et mère. Les rapports juridiques entre membres d'une communauté conservent, en effet, un caractère familial ; les difficultés sont plus souvent réglées à l'amiable que d'après les règles d'une stricte justice ; elles sont très simplifiées dans un grand nombre de communautés qui ne possèdent presque rien.

Lorsque le père, chef naturel de la communauté, vient à mourir, elle se continue sous l'autorité de la mère survivante, du frère aîné ou entre frères. Il arrive aussi qu'elle se dissolve et que le partage fait, chaque ménage aille former avec ses enfants une communauté nouvelle.

Le père exerce une autorité extraordinaire. C'est lui qui est le maître absolu de la direction du travail, qui impose la discipline intérieure, entre en rapports avec le propriétaire, entreprend toutes les démarches utiles à la maison. Seul il perçoit les bénéfices et paie les dépenses ; nul ne songe à lui demander de comptes, à enfreindre ses ordres ou à murmurer. En vain les enfants chercheraient-ils à échapper à son autorité tutélaire sans la regretter bientôt. Comment s'émanciperaient-ils ? Ils sont rattachés au sol près duquel ils ont toujours vécu par la rareté des communications qui ne leur permet pas d'étendre bien loin leur horizon, par la difficulté et la longueur des apprentissages, la limitation des métiers, qui suffisent largement aux demandes, par le manque de travail et l'indigence la plus complète qui les guettent au sortir de la communauté familiale. Quelquefois, ils parviennent à se faire agréer comme serviteurs dans une maison bourgeoise, comme domestique chez un artisan, mais la majorité ne sortent de la communauté que pour entrer, en se mariant, dans une autre communauté ou en fonder une nouvelle à leur compte lorsqu'ils en ont la possibilité. Ils y trouvent, sinon la richesse, du moins la satisfaction des besoins essentiels : manger, se vêtir, se loger, qu'ils ne seraient pas assurés de contenter ailleurs.

Pour connaître leur existence matérielle, suivons le chemin qui conduit à une métairie. Bientôt une cour apparaît. Au milieu fermente un tas de fumier, provenant des étables qui se tassent à droite ou à gauche, écrasées par les fenils qui les surmontent, étroites, malpropres, sans ouvertures pour

l'air et la lumière. Dans un coin, un trou d'eau croupissante, où s'écoulent les purins et les pluies ; un peu plus loin, près d'un bûcher abondant de broussailles et de menu bois, une sorte de hangar fait de branchages et de genêts où s'abritent, pêle-mêle, deux ou trois chars à bœufs, des araires, des herses en bois, des jougs, des outils courants, pioches, bêches ou serpes. Enfin, au fond, une maison basse ; les murs sont en pisé, le toit en chaume, comme celui des étables ; des fenêtres exigües l'éclairent ; elle a une porte au levant, une au couchant ; on ouvre l'une ou l'autre, suivant le vent. L'intérieur comprend deux pièces ; la première tient lieu de cuisine, de réfectoire et, à l'occasion, de dortoir ; la seconde, presque exclusivement de dortoir et dans les grandes circonstances de salle à manger et de salle de réception. La première pièce, celle où les métayers demeurent le plus souvent, a une cheminée très vaste autour de laquelle, le travail fini, toute la famille se groupe. Point de plancher, point de dallage, mais seulement la terre battue. Le mobilier n'est pas abondant (1). Près du foyer, une large table sur laquelle toute la communauté prend ses repas ; de chaque côté des escabeaux ou des bancs ; le long d'un mur, un vaisselier, une huche ; aux poutres du plafond pendent des paniers, des claies où sèchent des fruits ou des fromages, un bât, une selle. Dans la seconde pièce s'alignent des coffres à serrer le linge, l'usage des armoires étant encore peu répandu, et des lits se font suite. On y couche deux à deux, trois à trois et comme cette seconde pièce est souvent incapable de les contenir tous, ils débordent dans la première. A cette époque, il n'est pas rare de voir aussi des maisons de métayers composées d'une pièce unique. Tous les meubles sont en bois grossier, non ciré.

La nourriture est à base de pain de seigle, le son restant mêlé à la farine. Le froment est cultivé en si petite quantité que sa farine est réservée pour la pâtisserie des jours de fête ou pour faire un peu de pain blanc aux malades. De plus, la provision de seigle n'est pas toujours suffisante d'une récolte à l'autre ; il faut alors avoir recours à la farine d'orge et d'avoine. Le mets ordinaire est la soupe, une soupe aux

(1) Pièce justificative n° 2.

légumes, chichement beurrée ou huilée ; le pain noir y détrempe largement. Le laitage est en quantité variable, car les vaches, mal soignées, tarissent facilement. Les légumes cultivés dans le jardin, choux, navets, poireaux, complètent l'ordinaire ; les pommes de terre sont inconnues. Un appoint très important est procuré par les fruits, beaucoup plus abondants que de nos jours. Des arbres fruitiers croissaient un peu partout dans les haies, multipliés chaque année par les métayers qui ne manquaient pas de greffer plusieurs sauvageons et chaque métairie possédait, à côté du jardin, un verger important ; la vigne croissait à son gré sur les pruniers et donnait, sans soin, d'abondantes récoltes. La viande de boucherie était presque inconnue ; quelquefois, mais ce n'était pas une règle générale, les métayers tuaient un porc qu'ils salaient (1). Enfin, les châtaignes fournissaient un précieux aliment pour l'hiver. L'huile était tirée des noix, le vinaigre du verjus des poires sauvages. Pour boisson ordinaire, de l'eau, mais comme la vigne est très cultivée et donne des produits magnifiques, on trouve, surtout à l'automne, dans les métairies, un peu de vin, de piquette ou, tout au moins, de boisson raisinée (2).

Dans chaque métairie il y a une chènevière, dont le chanvre donne la toile nécessaire à la communauté (3). une toile rude, mais presque inusable. Des tisserands existent dans chaque village, mais beaucoup de métayers possèdent

(1) On trouve dans quelques baux la règle suivante : « Le bailleur a permis aux preneurs de tenir un porc qu'ils tueront et auquel il ne prendra aucune chose, lequel sera acheté des deniers des dits preneurs. »

(2) « Voyager à travers le Bourbonnais, la plus charmante partie de la France, dans les beaux jours de la vendange, lorsque la Nature verse l'abondance dans le giron de tous, et que tous les yeux sont dilatés par la joie ; accomplir un voyage où à chaque pas, la Musique bat la mesure au travail, dont tous les enfants se réjouissent en portant leurs grappes... » — Sterne. *A sentimental journey through France and Italy*.

(3) « Un trait remarquable de l'agriculture ou plutôt de l'économie domestique de la France, écrit encore Young, c'est par tout le royaume, la culture du chanvre ou du lin pour l'usage de la maison... Au moyen de cette industrie une pauvre famille se rend aussi indépendante que possible dans sa situation ; chacun aussi est plus chaudement et plus commodément habillé, au moins pour le linge que si on l'achetait ; l'argent est dépensé avec une plus grande prudence que s'il venait uniquement du travail... Cette habitude est-elle bonne pour le chanvre ou le lin, elle le sera pour la laine, on aura assez de moutons pour suffire aux besoins du ménage ; elle le sera pour le cuir, il y aura un tanneur par village... De la sorte on pourvoira à tous les besoins par la simple industrie domestique. »

un métier de tisserand et font eux-mêmes leur toile. La toison des brebis fournit la laine que les femmes filent en gardant les troupeaux. La toilette ne comporte pas de recherche : « Les filles, lit-on dans certains contrats de mariage, devront être habillées honnêtement, selon leur état. » Les habits sont souvent entièrement taillés et cousus à la maison ; des tailleurs ambulants viennent aussi à domicile ; les sabots de bois servent de chaussures. Les métayers confectionnent eux-mêmes une grande partie de leurs meubles et instruments aratoires, leurs sabots, leur vannerie. La communauté est ainsi une véritable unité économique et les échanges sont réduits à l'extrême. Il ne peut en être autrement, car les grains de la récolte étant consommés pour la nourriture, l'argent dont elle dispose ne provient que des ventes d'animaux, de petite volaille, de denrées diverses : fromages, beurre ou fruits ; lorsque les impositions sont payées, il ne reste que quelques livres manifestement insuffisantes à subvenir aux diverses nécessités. Aussi, voit-on très souvent les métayers rétribuer en nature tout ou partie des légers services qu'ils doivent aux artisans. De même lorsqu'ils ont recours au curé du village pour un mariage, un baptême, un enterrement, ils s'acquittent des droits curiaux par des cadeaux en nature.

Quoi qu'il en soit, un tel régime ne va pas sans privations et sans souffrances. On est frappé, en consultant les registres paroissiaux, du chiffre élevé de la mortalité infantile ; une sélection naturelle s'opère ; les êtres malingres disparaissent fatalement, les plus robustes s'adaptent à ce genre de vie et résistent, mais c'est une erreur de croire que les paysans d'alors étaient plus forts que ceux de nos jours. En beaucoup d'endroits, par suite des labours peu profonds, sous la couche de terre arable à peine grattée, une couche d'argile ou de mâchefer forme un sous-sol imperméable, et lorsque, après le labour, les plantes et racines retournées se corrompent lentement, une humidité putride répand des fièvres endémiques, entretenues ailleurs par les privations. Au coin du foyer, on trouve des malades pâles et tremblants. Chacun y passe tour à tour ; quelquefois, l'épidémie, plus

violente, fait mourir l'un ou l'autre ; c'était un mal contre lequel on ne songeait pas à lutter.

On comprend que les métayers ne puissent, alors, fournir de longs et durs travaux ; en effet, ils travaillent peu. Cette affirmation semble paradoxale aujourd'hui que, avec l'aide des machines, les grands travaux faits à la main sont jugés travaux d'esclaves. Mais, à cette époque, ces travaux sont très diminués, puisque les terres cultivées sont réduites, que les prés fournissent un fourrage clairsemé, que les bestiaux vivent une bonne partie de l'année sans soins spéciaux, dans les pâturages, que les bras abondent. Les hommes, sous la direction du père, font les besognes du dehors, fauchent, moissonnent, s'occupent des animaux, battent les grains au fléau durant l'hiver ; les femmes ont soin de l'intérieur de la maison, du laitage, des volailles et, dans la période des fenaisons et des moissons, fanent ou javellent ; les enfants gardent les troupeaux et rendent des services en rapport avec leur âge et leur force.

Ce n'est donc point le surmenage qui fera récriminer les métayers contre leur sort, pas plus, d'ailleurs, que leur misère. Ils la sentent à peine, et ils la supportent aidés par une foi religieuse très vive, quoique leur christianisme soit souvent entaché de superstitions et de croyances aux sortilèges, restes des traditions païennes. Chaque soir, devant la communauté assemblée, le père de famille fait la prière ; les dimanches et jours de fête, ils assistent tous aux offices, en confiant la garde de la maison à une femme. C'est ainsi qu'en 1789 les commis de la gabelle, se livrant à des exactions honteuses dans les campagnes, profitent de l'heure des offices pour fouiller à loisir les maisons, où ils ne trouvent qu'une fille de garde. A l'église, les métayers apprennent aussi les nouvelles officielles, annoncées au prône ; ils exercent, avec les autres paroissiens, un droit de vote dans la nomination des fabriciens et un droit de contrôle dans l'administration des biens de la fabrique ; enfin, à la sortie, ils se réunissent et causent entre eux. Dans la simplicité de leurs mœurs, les affaires politiques leur importent peu, et, s'ils se plaignent de la lourde charge des impôts prélevés sur eux, ils ne songent guère à la Révolution pro-

chaîne qui renversera l'ordre des choses.

De même, ils sont en général soumis aux propriétaires et fermiers, qui doivent souvent leur venir en aide, leur fournir des outils, du seigle pour leur nourriture, de l'argent pour payer leurs impositions (1). Sans doute, il ne faut point, pour cela, se représenter ces temps sous un aspect idyllique où les rapports entre propriétaires, fermiers et métayers, étaient toujours empreints d'aménité et de loyauté. Entre deux parties qui, parfois, ne savent lire et écrire ni l'une ni l'autre, et doivent recourir à des procédés de compte les plus primitifs, des désaccords et des fourberies sont inévitables (2). D'autre part, les métayers, poussés par leur misère, enfreignent les clauses de leur bail pour détourner quelques produits, travailler en cachette chez autrui, de façon à gagner un peu d'argent (3). Mais, dans l'ensemble, ce sont là des exceptions et le propriétaire ne songe pas plus à faire de la culture directe que les métayers ne cherchent à se passer de son concours.

Sur ce terroir protégé des invasions guerrières par les granits du Morvan, les marais de Sologne, les cours de la Loire et de l'Allier, les montagnes d'Auvergne, ses retranchements naturels et qui jouit paisiblement d'une tranquillité séculaire, en conséquence de sa douceur et de son climat variable, le trait dominant du caractère des hommes, c'est le manque d'énergie, le peu d'aptitude à mener fermement et longtemps une entreprise. Indépendamment des conditions économiques qui ont pu motiver son introduction et son développement, le métayage trouve encore un appui dans ce caractère des habitants (4). Le propriétaire se repose sur le métayer, le métayer compte sur le propriétaire et chacun se

(1) Pièces justificatives n^{os} 4 et 5.

(2) Pièce justificative n^o 6.

(3) « Ce sont presque tous malheureux qui n'ont que leurs bras, disait l'intendant Le Vayer, il faut que le maître avance pour eux la taille, l'ustensile, et les autres charges publiques, qu'il fournisse les bestiaux et les semences sur lesquelles il retire ce qu'il a avancé pour son métayer qui le trompe ordinairement et sort en fraude. »

(4) « Si dans une semblable situation, les propriétaires ne se chargent pas de leurs fermes, assez du moins pour prouver aux métayers qu'elles peuvent porter d'autres récoltes, c'est qu'ils sont aussi apathiques que ceux-ci... » Arthur Young.

laisse vivre dans une indolence qui lui est chère.

Les baux à métairie ne contiennent des clauses ni très longues ni très sévères (1). Suivant l'usage du pays, l'année colonique commence le 11 novembre, « fête de Saint-Martin d'hiver ». Le bail est ordinairement consenti pour trois, six ou neuf ans, résiliable par période triennale et de continuation indéfinie par tacite reconduction ; en cas de résiliation, de part ou d'autre, les parties s'avertissent trois mois à l'avance. Les métayers restent alors assez stables dans les métairies et beaucoup font de très longs stages au même endroit. Ils doivent jouir des lieux en bon père de famille, ne peuvent abattre aucun arbre mort ou vif sans le consentement du bailleur, mais ils ont la tonte des haies et le bois qui a coutume d'être ébranché pour leur chauffage et leurs attrails de labourage. Ils s'engagent à soigner les prés, les irriguer et maintenir en bon état de faux courante, à cultiver les terres « selon leur portée et l'usage du pays », à utiliser toutes les pailles, fourrages et fumiers dans la métairie, sans en pouvoir distraire. Les semences sont fournies par moitié. A la moisson, les métayers font deux gerbiers : le bailleur choisit celui qui lui convient. Pour le battre, il fournit un homme et les preneurs deux ; ces derniers nourrissent l'ouvrier du bailleur qui, pour les indemniser, leur donne un boisseau ou deux de seigle par semaine de battaison. Pour la battaison des grains nécessaires aux semences, le bailleur fournit encore un homme, les preneurs deux, mais ils nourrissent l'ouvrier du bailleur sans indemnité. Quelquefois la règle est renversée ; le bailleur fournit deux ouvriers pour battre son grain et les preneurs un. Les métayers doivent faire les charrois nécessaires à la conduite du grain et du bois du bailleur, aux réparations et constructions nouvelles entreprises dans la métairie. C'est un usage traditionnel, justifié par ce fait que le métayer se sert du cheptel pour ses charrois personnels. Lorsque le métayer fait un charroi pour le bailleur, celui-ci le nourrit et, pour sa peine, il lui remet, tous les deux ou trois ans, un bois de charrette ou quarante sols. Parfois, il est spécifié que le métayer ne devra pas faire de charrois

(1) Pièce justificative n° 1.

pour autrui sans le consentement du bailleur ; qu'il devra faire tous les charrois demandés par le bailleur ; mais ces clauses sont exceptionnelles. Plus souvent le métayer profite du silence de son bail pour effectuer de nombreux charrois au compte d'autrui, ce qui lui rapporte un gain supplémentaire car, par suite du mauvais état des routes, les transports en chars à bœufs sont très recherchés. Les preneurs ont seuls droit aux légumes du jardin, au laitage des vaches et à la petite volaille, la grosse volaille : dindes et oies, la plume des oies, les toisons des brebis, restant à moitié. Pour indemniser le bailleur de la part qui devrait lui revenir dans ces produits, les métayers lui remettent, chaque année, « à la Saint-Jean d'été », quelques poulets, quelques fromages, quelques livres de beurre, habituellement six poulets ou chapons et six livres de beurre pour une métairie ordinaire. Auroux des Pommiers dit même qu'une somme d'argent peut remplacer les redevances en nature. « Le métayer sera tenu de donner, chacun an, certaine quantité de fromages et beurre pour le laitage des bêtes, ou bien une certaine somme d'argent, ce que l'on appelle servines ; ce qui se pratique pour éviter les discussions de ces profits, qu'il faudrait faire avec les villageois, et ce qui est d'autant plus permis... que les propriétaires de métairie ne fournissent pas seulement le bétail, mais encore les maisons pour les logements des preneurs. » La redevance en argent est appliquée rarement, dans quelques régions. Elle ne représente que la valeur du beurre, des fromages et poulets abandonnés par le bailleur, mais non le loyer de la maison, dont les preneurs jouissent seuls ; il ne faut pas voir là l'origine d'une imposition colonique qui se développera un peu plus tard. Les métayers entretiennent les toitures et montent chaque année sur les toits pour employer aux couvertures de chaume une quantité de paille de seigle fixée dans le bail et prélevée sur la récolte. Quelquefois aussi les preneurs s'engagent à cultiver gratuitement la réserve du bailleur, dont ce dernier touche seul les fruits. Les réserves consistent ordinairement en un champ, un pré ; elles existent dans certains biens ecclésiastiques, quelques châteaux, plus souvent de petits fermiers et des régisseurs en profitent, mais elles n'ont pas

encore l'importance qu'elles prendront plus tard (1). En entrant dans la métairie, les preneurs donnent au bailleur une reconnaissance du cheptel qu'ils y trouvent ; à leur sortie, on fait une nouvelle estimation et, en comparant les deux pièces, on partage par moitié le profit ou la perte. Enfin, les comptes sont réglés chaque année, au 11 novembre. Les frais du bail sont payés par les preneurs, ainsi que ceux d'une grosse, si le bailleur en exige une .

Dans ces baux, on ne voit pas le propriétaire se réserver un droit exclusif dans la direction de l'exploitation, y spécifier de quelle manière les terres devront être cultivées, de quelle manière les bêtes vendues. Chaque partie semble pouvoir discuter et donner sur chaque cas sa façon de voir ; en un mot, d'après les baux, le métayage apparaît alors comme un contrat de société, où les sociétaires ont un droit égal dans la direction. Mais, en fait, le respect ou la crainte que le propriétaire inspire aux métayers le laissent maître de diriger les travaux et de vendre les bêtes à son gré ; cependant, comme il suit sur ce point les errements de ses métayers, ceux-ci ne se plaignent pas de son autocratie. C'est en vain que l'on a cherché, dans les cahiers paroissiaux, les plaintes des métayers exploités par les propriétaires ou les fermiers (2). Ils ont bien

(1) On trouve aussi quelquefois des clauses comme la suivante : « Seront tenus lesdits preneurs de faire garder les vaches de la basse-cour du bailleur avec les leurs, pour cet effet, ils les feront prendre dans ladite basse-cour et retourner chaque jour et useront du tout en bon père de famille. — Bail de 1696. »

(2) M. Rambaud cite un document émanant de Dubouys de Bourbon l'Archambault, bourgeois démocrate dont le témoignage ne paraît pas exempt d'une violence partielle :

« ART. 1. — Cette portion de la nation qui a été oubliée dans le cahier de la province se plaint de ce qu'on pense généralement qu'il faut la tenir dans l'indigence pour la forcer au travail, principe faux s'il en fût jamais qui dérive de l'ancien esclavage... sur l'état des paysans personne ne veut ouvrir les yeux. Là, ce sont des citadins qui ne les voient que comme des bardeaux qui n'iraient plus si on cessait de les charger, ici les propriétaires les trompent et les tiennent dans l'impuissance de leur résister, plus loin les fermiers les écrasent, en tous sens ayant moins d'intérêt que les propriétaires à les ménager.

ART. 2. — Les colons et manœuvres ne sont ni bien nourris, ni bien vêtus, ni bien couchés, ni bien logés, ni courageux, ni instruits, ni clairvoyants, ni industriels, ni aimés, ni chéris, ni estimés de personne ; ils ne respirent que pour se livrer à des privations forcées, et leur état passif entretient leur misère et leur indolence.

ART. 3. — Ils en sont encore à se plaindre qu'aucune loi ne les protège, qu'on les conduit en esclaves, et qu'on ne rougit point de violer les engagements pris avec eux. »

assez à réclamer contre les impôts, les dîmes, les droits seigneuriaux, comme tous les membres du Tiers.

ARTICLE PREMIER. — Les députés demanderont que la gabelle soit abolie et qu'elle soit convertie en une imposition pécuniaire, perceptible sur tous les ordres et représentative du produit net de l'impôt, sans préjudice aux droits des paroisses rédimées.

ART. 2. — Que les droits d'aides et autres y joints soient supprimés...

ART. 5. — Que la taille et impositions accessoires, les vingtièmes et la corvée soient convertis en un seul impôt, perceptible sur les trois ordres.

ART. 12. — Qu'il soit proposé aux Etats Généraux d'aviser aux moyens de rendre le cens, la bannalité et le droit de pacage rachetables... etc...

La gabelle frappait très lourdement les métayers. Le Bourbonnais étant pays de grande gabelle, chaque communauté devait acheter une quantité de sel fixée d'après le nombre de ses membres et présenter le reçu justificatif à toute réquisition des agents de la Gabelle qui perquisitionnaient sans cesse pour réprimer les fraudes ; en 1789 le sel valut, dit-on, trente-deux sous la livre. La taille était si forte que, souvent, les métayers ne la pouvaient payer et le propriétaire devait la leur avancer. La dîme se prélevait, selon les contrées, de la 11^e à la 13^e gerbe ; beaucoup de dîmes étaient inféodées ou affermées.

Sans entrer dans les longs détails que pourraient fournir l'étude de tous les impôts que supportaient les métayers en Bourbonnais, à la fin de l'Ancien Régime, on les a tant représentés, plus tard, comme taillables et corvéables à merci, on a tant fait de bruit autour de la bannalité et des droits de péage, qu'il est nécessaire de dire quelques mots à ce sujet. Beaucoup de ces droits seigneuriaux n'avaient plus de justification et, selon l'expression de Auroux des Pommiers, on peut dire qu'ils étaient odieux et exorbitants ; il convient cependant, pour les juger avec impartialité, de voir comment ils étaient appliqués.

Par les droits de péage, le seigneur exigeait une prestation des passants pour le bétail ou les marchandises qu'ils conduisaient ou voituraient. Ces droits étaient exigés pour user d'un chemin ou d'un pont. On disait qu'il y avait barrage, à cause de la barre placée sur le chemin pour indiquer le péage, pontenage quand il s'appliquait à un pont, billette à cause du petit billot de bois pendu à un arbre, comme signe de péage, enfin, branchise à cause de la branche d'arbre où le billot était pendu. Ces droits n'obéissaient pas à l'arbitraire du seigneur. L'ordonnance des eaux et forêts, de 1699, au titre des droits de péage, articles 1 et 2, avait supprimé tous les droits de péage établis sans titre depuis cent ans; pour les droits établis par titre légitime, depuis plus de cent ans, et dont le seigneur avait joui sans interruption, elle exigeait encore qu'il justifiât de son droit et possession. L'article 5 rejetait tout droit de péage, même justifié par titre et possession, lorsque le seigneur qui les lève n'est obligé à aucune dépense pour l'entretien des chemins, ponts, bacs ou chaussées. Enfin, selon l'article 7, le seigneur qui pouvait prélever le droit de péage, était tenu de faire confectionner une pancarte indiquant les droits à payer et l'attacher sur un poteau afin que le fermier des droits ne puisse en exiger de trop forts, sous peine de restitution du quadruple, dépens, dommages et intérêts. Si, partant de sa maison pour aller en foire, marché ou ailleurs, on a payé le péage, on ne doit rien au retour si l'on revient le même jour, que l'on ait vendu ou non la marchandise (Cout. Art. CCCLIX. Si le seigneur péager, obligé d'entretenir les chemins et les ponts ne le fait pas, il est tenu, au cas où les passants en souffrent préjudice, de tous dommages et intérêts (Art. CCCLXI). Dans ces conditions, les droits de péage étaient les moins exorbitants des droits féodaux.

Par la bannalité, le seigneur banier avait le droit de contraindre, sous peine d'amende, les habitants de son territoire à aller moudre leur grain à son moulin, faire cuire leur pain à son four, porter la vendange à son pressoir, moyennant une redevance fixe. Mais, pour que le seigneur exerçât ce droit, il lui fallait un titre ou une possession paisible de trente ans. Pour éviter toute fraude, le meunier devait ren-

dre la farine « moulue bien et convenablement dedans deux jours et une nuit ou deux nuits et un jour » (Art. DXXXVIII) et, pour un boisseau de blé nettoyé, il devait rendre un boisseau de farine. (Art. DXXXV.)

Outre la taille, impôt direct levé par le Roi, il existait encore, en Bourbonnais, à la fin de l'Ancien Régime, des impositions seigneuriales appelées tailles. Elles étaient personnelles, portant sur les personnes ou réelles, portant sur les biens. Depuis l'ordonnance de Moulins, de 1566, et plusieurs autres qui suivirent, il fut défendu aux seigneurs de prélever des tailles personnelles sans permission et commission expresse du Roi. Les tailles réelles subsistèrent seules ; elles consistaient en une redevance en argent ou en nature et en corvées dites corvées taillables : « Art. CCCCLXXXVIII : Il y a au dit Pais et Duché un devoir annuel que l'on appelle taille et sont les tailles au dit pays en double différence : car les unes sont réelles, et les autres sont des tailles personnelles. Les tailles réelles sont dues sur, pour raison et à cause des terres et héritages comme prés, terres, maisons, tènements et autres héritages et ensuivent la terre et héritage... ». « Art. CCCXCXCV : Quiconque doit taille réelle à aucun seigneur, il lui doit trois charrois l'an, s'il a bœufs ou autre bête trayant à charrette ; et s'il n'a bœufs et charrette, il lui doit trois corvées de sa personne. » En principe, la taille réelle devait être acquittée par le propriétaire dont le fonds était grevé, mais c'est toujours le métayer qui fait les charrois (1). C'étaient surtout les métayers des bourgeois, marchands, qui faisaient ces charrois, les héritages taillables se trouvant presque tous entre les mains de cette classe, d'ailleurs si les nobles et gens d'église acquéraient des biens taillables, ces biens restaient frappés de taille et leurs métayers accomplissaient alors les corvées. A côté des charrois ou corvées taillables, il y avait les charrois ou corvées de justice : « Art. CCCXXXIX : Homme sujet en justice, faisant feu pour raison de la Haute Justice, doit trois charrois l'an, s'il a bœufs et charrettes et s'il n'a bœuf ou bétail tirant à charrettes, il lui doit trois corvées là où il plaît au seigneur l'employer en

(1) Pièce justificative n° 8.

sa justice ou hors. » Comme beaucoup de bourgs étaient exempts de corvées, le peuple des campagnes les subissait presque seul mais il avait été jugé plusieurs fois que les métayers des métairies féodales, par le fait que les fiefs étaient exempts de charges et servitudes roturières, ne devaient pas les corvées de haute justice.

La plupart des règles sont semblables pour les corvées taillables et les corvées de justice mais, tandis que ces dernières sont acquises au seigneur haut justicier, sans aucun titre, les seigneurs taillabliers ne jouissent des corvées de taille qu'en vertu de leurs titres particuliers. D'après ces titres, certains seigneurs avaient le droit d'exiger un nombre de corvées plus grand que celui porté à la *Coutume* ; on suivait alors le titre mais, dans aucun cas, depuis longtemps, les roturiers n'étaient plus corvéables et taillables à merci. Dans les anciens terriers, jusqu'à la fin du xv^e siècle, les seigneurs avaient le pouvoir d'exiger, à merci et volonté, des corvées ou des tailles, mais, à la rédaction des *Coutumes*, ces corvées furent réduites et lorsque, d'après les titres d'un seigneur, les tenanciers d'un héritage étaient taillables et corvéables à volonté, le seigneur devait fixer le nombre des corvées « *ad arbitrium viri prudentis* ».

Pour les corvées de justice, on comptait les justiciables par feu, et non par tête ; une communauté de métayers comptait donc pour une unité. D'après une sentence de 1658, les corvées dues pour raison du taillable, pas plus que celles dues pour raison de haute justice, ne pouvaient être exigées par le seigneur au temps des moissons et semences ; il devait avertir les corvéables deux jours auparavant, et un intervalle de quinze jours, au moins, devait s'écouler entre chaque corvée. Une corvée se devait faire entre deux soleils ; elle ne pouvait se faire plus loin qu'aux lieux d'où les corvéables pussent revenir le même jour. (Art. CCCXXXIX.) Le corvéable est tenu de travailler selon ses forces et de faire la corvée avec le même nombre de bestiaux qu'il a coutume de travailler. Le seigneur nourrit ceux qui font la corvée ou, à son choix, paie leur nourriture : « Art. CCCXXXIX. Et est tenu le dit seigneur qui prendra le dit charroi ou corvée, nour-

rir ceux qui feront les dits charrois ou corvées, ou payer pour le charroi à deux bœufs, six deniers tournois ; à quatre bœufs, douze deniers tournois ; à six bœufs, dix-huit deniers tournois et pour corvées, six deniers tournois, au choix du seigneur. » Le seigneur ne peut se faire payer les corvées en argent ; s'il n'en use pas une année, elles sont perdues pour lui, et il ne peut les exiger doubles l'année suivante.

Ces règles ne recevaient pas toujours, sans doute, une exacte application mais, dans beaucoup d'endroits, les corvées étaient assez irrégulièrement demandées et les corvéables, à la fin de l'Ancien Régime, ne se gênaient plus pour manifester leur mécontentement et s'abstenir de répondre aux ordres des seigneurs ou de leurs représentants (1).

(1) Pièces justificatives nos 7 et 8.

CHAPITRE II

Les Conséquences de la Révolution

- I. — *Transmission de la propriété : les biens nationaux ; les acquéreurs ; les paysans propriétaires ; leurs procédés ; le développement des réserves.*
- II — *Influence de la Révolution sur la condition des métayers ; abolition des anciennes impositions ; développement de l'impôt colonique.*
- III. — *Influence de la Révolution sur les idées des métayers.*

I

Les ventes de biens nationaux importants, biens du clergé ou d'émigrés, amenèrent, en Bourbonnais, un bouleversement dans la répartition de la propriété. Les émigrés étaient surtout des absenteistes ; beaucoup de gentilshommes résidents demeurèrent dans leurs terres et les conservèrent intactes. Ces nobles s'abstinrent de soumissionner aux adjudications publiques de biens nationaux. La haute bourgeoisie s'abstint pour les biens d'église et acheta quelques biens d'émigrés. La grande majorité des acquéreurs appartient à la moyenne bourgeoisie et au peuple.

Les acquéreurs des terres du clergé sont presque tous de petits propriétaires et fermiers qui profitent des occasions favorables et des facilités de paiement accordées par l'Administration pour agrandir leurs biens et utiliser leurs économies. Pour les terres d'émigrés, les acquéreurs sont encore des propriétaires, des fermiers, des bourgeois, des commerçants, de plus les gens du peuple, artisans et paysans surtout, achètent aussi. Cela peut paraître surprenant dans ce milieu que nous avons vu si misérable. Cependant, il faut tenir compte que si, alors, l'argent était un bien fort rare, on y tenait d'autant plus et, par cela même qu'on en voyait guère,

on le laissait fuir avec plus de parcimonie ; d'autre part, dans les communautés familiales, comme tout l'argent gagné se concentre dans les mains du chef de communauté qui, en fait, ne rend jamais de comptes, que l'on vit dans un régime d'économie à peu près fermée et que, aux mains d'un seul, l'argent a moins de tendance à se dépenser qu'aux mains de plusieurs ; il existe, malgré la misère, dans quelques communautés une cachette, bourse, pot, bas de laine où dorment les pièces d'argent péniblement amassées. Et depuis que la gabelle, la taille, les dîmes, les autres impositions écrasantes sont supprimées, que les denrées et les bestiaux, par suite de l'abolition des douanes intérieures et des péages, de la disette et des besoins des armées ont pris une valeur passagère très élevée et se vendent facilement, l'argent abonde davantage parmi les paysans qui se privent un peu plus sans augmenter leurs dépenses. Or, on sait quel attrait puissant la terre exerce sur les paysans et les biens d'émigrés leur apparaissent comme un placement excellent. Ils sont à bas prix et l'administration accorde encore des facilités de paiement ; il suffit d'un acompte dans les quatre premières semaines qui suivent la vente, et les termes suivants s'échelonnent de six mois en six mois, jusqu'à complet paiement. De plus, il y a des lots divisés et subdivisés à l'infini, de vastes domaines pour les bourgeois, des métairies pour les paysans aisés, des locateries et des champs séparés pour les métayers dont les économies sont petites. Beaucoup hésitent pourtant ; certains se disent que ces biens sont injustement vendus ; leurs idées religieuses, leur conscience les retiennent ; d'autres, que ces scrupules n'arrêtent plus, se méfient, car il n'est pas sûr que le Gouvernement, né d'hier, demeure demain et si l'ancien état de choses était rétabli, quelles terribles représailles exerceraient les seigneurs dépossédés quand, à leur retour, ils trouveraient leurs biens aux mains des nouveaux acquéreurs. Au début des ventes, ils s'aventurent timidement. Pourquoi se presseraient-ils ? Une bande de spéculateurs et de revendeurs courent les adjudications, les paysans leur rachèteront leurs acquisitions quand la situation sera plus claire. Ils les paieront évidemment plus cher, mais ils seront plus tranquilles et leur conscience sera en paix. D'ailleurs, à la suite des victoires remportées sur

l'étranger, dès que le Gouvernement s'affermirait, les paysans paraissent aux salles d'adjudication avec une sorte de fièvre de posséder. Ça et là, quelques-uns, trop pauvres pour acheter ont profité de l'anarchie des premiers jours révolutionnaires pour se tailler un petit domaine dans de vastes communaux et parviennent à s'y maintenir. En dehors des ventes de biens nationaux, la terre, déchargée des tailles, des cens, des droits de lods et ventes qui la grevaient souvent, devient, à partir de la Révolution, de transmission plus facile et le nombre des petits propriétaires augmente tandis que les grandes propriétés diminuent.

Il est curieux de voir comment beaucoup de propriétaires de cette classe nouvelle vont s'enrichir, devenir de puissants fermiers et reconstituer, à leur profit, de grandes propriétés démembrées. Acquéreurs d'une métairie, ils la donnent à cultiver à moitié fruits, mais ils vont s'installer dans la métairie même, en faisant prolonger la maison du métayer ou en la partageant en deux et en conservant une partie pour leur usage personnel, soit encore en construisant auprès une modeste habitation. De la sorte, ils contrôleront sans cesse le travail du métayer et surveilleront de près leurs intérêts. Généralement, ils se ménagent « une réserve », composée de un ou deux champs, un pré dont ils auront seuls le profit et que le métayer devra cultiver gratuitement. C'est surtout à partir de cette époque et imposées par ces petits propriétaires que l'on trouve dans les baux des clauses comme celle-ci : « Le preneur s'engage à donner toutes les façons nécessaires aux terres de la réserve du bailleur, de rouler ses fumiers et conduire aux bâtiments les récoltes de ladite réserve et ce, chaque année, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité. » Souvent aussi une ou deux vaches qui appartiennent, ainsi que leurs produits, exclusivement au bailleur, doivent être nourries et soignées avec celles de la métairie ; il en est de même pour le cheval du bailleur. Ces conditions qui paraissent aujourd'hui exorbitantes sont alors acceptées sans récrimination par le métayer qui considère le travail fourni ainsi comme quantité négligeable ; il en sera tout autrement plus tard avec la crise et la cherté de la main-d'œuvre ; souvent aussi le métayer entretient avec le proprié-

taire qui vit à côté de lui des rapports presque familiaux et, de son côté, le propriétaire récompense le métayer par quelque avantage en nature, quelquefois même il l'aide en personne dans la période des grands travaux. Il n'en reste pas moins que le propriétaire arrive ainsi à suffire à ses besoins et comme il vit très simplement, il économise presque entièrement la part de bénéfices qui lui revient dans l'exploitation de la métairie. Il est rare qu'il ne cherche pas alors une ferme avantageuse, car les fermiers vont surtout se recruter maintenant dans la classe de ces petits propriétaires qui prospèrent peu à peu avec le temps et deviennent riches.

II

Un certain nombre de métayers ont pu, de la sorte, arriver à la situation de propriétaire, mais la plupart sont restés métayers. Leur situation matérielle s'est peu améliorée et bien que les principales causes de la gêne économique soient supprimées, la prospérité ne s'établit pas du jour au lendemain, dans un corps longtemps émacié par les privations et les souffrances. Les voies de communication reçoivent des soins plus assidus et le projet de les développer et de les rendre plus praticables permet d'augurer, pour cette province, un avenir meilleur, lorsqu'elle aura gagné les voies suffisantes par où elle pourra largement importer et exporter. La principale amélioration révolutionnaire que ressentent les métayers, c'est l'abolition des anciens impôts, de la taille qui les frappait lourdement, de la gabelle, des droits seigneuriaux, des dîmes.

Ils ne sont pas pour cela affranchis de tout impôt. Les nouvelles impositions votées par la Convention furent d'abord très mal réparties et payées ; les répartiteurs, non accoutumés à ces modes de calcul, remplissent leur rôle sans précision (1) et les contribuables répondent sans enthousiasme.

(1) On peut lire dans les registres de délibérations des Conseils municipaux de l'époque des phrases comme celle-ci : « Attendu l'urgence de presser la levée des impositions, l'inutilité de la forme de répartition, l'impossibilité pour les municipalités des campagnes de s'y conformer parce qu'elles ne sont composées que de laboureurs et non de financiers et algébristes... »

siasme à des demandes qu'ils ne comprennent pas. Lorsque l'impôt foncier fut établi, la question se posa de savoir si le métayer ou le propriétaire devait le payer, ou si chacun d'eux en supporterait la moitié. Certains propriétaires, souvent anciens privilégiés, eurent tendance à le rejeter tout entier sur le métayer : « Seront obligés, lesdits preneurs, de payer toutes les impositions portées sur le domaine, de la même façon que la Convention l'a décrété ou le décrètera à l'avenir. Bail de 1796. » « Seront tenus, en outre, les preneurs, de payer toutes les impositions créées ou à créer, suivant les lois sans aucune répétition contre le bailleur. Bail de 1797. » D'autres fois, le propriétaire prend une partie de l'impôt à sa charge : « Seront tenus, les preneurs, de payer toutes les impositions créées ou à créer, suivant la loi, à l'exception de vingt livres que le bailleur s'oblige de payer par chacun an. Bail de 1797. » Mais aucune règle précise n'intervient dans la fixation de la part de chacun. Un peu plus tard, on voit le métayer se décharger du paiement des impositions en remettant au propriétaire une somme fixe, déterminée à l'avance : « En outre, s'engage le preneur à payer chaque année, pendant la jouissance, pour impositions, la somme de 85 francs, laquelle somme le preneur paiera par avance de manière que, lors de sa sortie, il ne sera tenu de payer aucune imposition. Bail de 1805. » Cette somme est souvent supérieure à l'impôt direct ; quelquefois même il est prévu que, au cas où les impositions deviendraient plus fortes et dépasseraient la somme fournie par le métayer, celui-ci subirait seul l'augmentation : « S'oblige le dit preneur de payer annuellement, pendant tout le cours du présent bail, au dit bailleur pour impositions, la somme de 150 francs, étant convenu que, en cas que le domaine se trouve payer de plus, les preneurs le paieront et seront également tenus de livrer annuellement au bailleur six livres de beurre et six poulets. Bail de 1809. » Enfin, l'usage s'établit que, en vertu de la somme fixée au bail, tout l'impôt foncier reste à la charge du bailleur, le métayer payant seulement sa contribution mobilière. Mais, pour justifier le taux élevé de cette somme, on fait intervenir l'idée de location de la maison dont le métayer jouit seul, idée entretenue déjà par Auroux des Pommiers : « Outre ces char-

ges, clauses et conditions, ce bail est fait moyennant la somme de 140 francs par année. Laquelle somme les preneurs promettent et s'obligent de payer au bailleur par chaque onze novembre pour lui tenir lieu de location et de contribution foncière qui, par ce moyen, demeure à la charge du bailleur, les preneurs restant chargés néanmoins de leur contribution mobilière. Bail de 1823. » Dès lors, la clause devient de style. Durant tout le cours du XIX^e siècle, il est spécifié que cette somme est due pour part de contribution foncière et pour la location de la maison dont le métayer jouit seul. Telle paraît être, en Bourbonnais, la véritable origine de cet impôt que l'on appela, plus tard, l'impôt colonique. C'est seulement à partir de 1870 ou 1880 qu'on le voit figurer dans les baux sans spécification de ce qu'il représente ; l'usage est si bien établi qu'il n'y a plus besoin de le dire ; de plus, d'autres éléments, que nous retrouverons, vont bientôt intervenir dans sa fixation. Les étapes suivies par l'impôt colonique n'ont pas été partout aussi rapides ; dans quelques régions, il n'apparaît que très tard, en imitation de régions voisines où il était admis.

III

Si maintenant, nous recherchons comment la Révolution a influé sur les idées des métayers, il est assez loisible d'admettre que leur mentalité n'a pas changé. Ici, sous l'influence de la faim et de la misère, ils se livrent à des violences pour obtenir du blé (1) ; là, ils se soulèvent à la voix du curé réfractaire, prêts à le défendre au nom de leur religion (2) ; si, dans telle contrée, ils partent aux armées avec un peu d'enthousiasme (3), ailleurs ils se réfugient dans les bois pour échapper à la conscription (4). La propagande de Fouché et de ses agents se répand mal au fond des campagnes qui, à part quelques troubles provoqués par la faim au cours de la disette de 1790, demeureront calmes. Les paysans res-

(1) Arch. Nat. H, 1453. Taine IV, p. 109 et 110.

(2) Cornillon I, p. 72.

(3) Biernanski, p. 381.

(4) Arch. Mun. de la Commune d'Ygrande.

tent endoctrinés par les gentilshommes privés de leurs privilèges et les bourgeois royalistes qui leur montrent tous les méfaits de la Révolution. Quant aux bourgeois démocrates, aux acquéreurs de domaines nationaux, amis des réformes, les misères du peuple leur servent surtout de thème déclamatoire, mais ils se gardent bien de répandre parmi leurs métayers les principes de la Déclaration des Droits de l'Homme, qu'ils ne jugent bons **que** pour eux-mêmes. Les levées militaires, qui enlèvent, çà et là des membres jeunes aux communautés familiales sont, dans l'ensemble, mal accueillies et entretiennent les récriminations (1). Ces membres, revenus plus tard au foyer, pourront émettre quelques idées nouvelles mais, incompris, contredits, bientôt repris par les préjugés familiaux, leur influence est vite annulée. Ce sera seulement une centaine d'années plus tard que les principes de la Révolution seront admis par les métayers bourbonnais.

(1) « Sur une population de 265.000 individus, 7.000 étaient sous les drapeaux ; soit un soldat sur 38 personnes. Et encore dans cette nomenclature, nous ne comptons pas tous les hommes valides employés à la fabrication des engins de guerre et des objets nécessaires à une troupe de campagne. » Cornillon. IV, p. 121.

DEUXIÈME PARTIE

L'Ere des Grandes Améliorations

1820-1870

CHAPITRE PREMIER

.....

Les Améliorations Agricoles

— ... —

- I. — *Les promoteurs : grands propriétaires et fermiers ; leur instruction ; leur rôle vulgarisateur ; les petits fermiers.*
- II. — *Les améliorations : améliorations foncières ; cultures nouvelles ; l'outillage ; le cheptel.*
- III. — *Les métayers et les améliorations ; leur routine ; transformation du caractère des baux.*
- IV. — *Bénéfices retirés des améliorations par les propriétaires, les fermiers et les métayers.*

I

Le premier tiers du XIX^e siècle s'écoule sans amener des changements notables dans l'état agricole du Bourbonnais. Le système de culture précédemment décrit se continue. Les guerres de l'Empire, sans cesse renaissantes, le trouble des affaires publiques, le lent développement des moyens de communication, l'accoutumance nécessaire aux temps nouveaux, laissent l'agriculture dans une sorte de recueillement. Pourtant, la fondation de la Société d'agriculture de l'Allier par M. de Bonand, en 1820, est comme l'annonce des changements futurs. Elle se propose de grouper les agriculteurs, de développer leurs connaissances, d'étudier les moyens propres à l'amélioration des cultures et à l'introduction du bétail choisi, d'encourager toute initiative dans ce sens par des récompenses ; de fonder des concours régionaux pour stimuler le zèle et entretenir l'émulation des éleveurs. Cette société a rendu d'éminents services et sa progression constante est une preuve de son utilité. A l'heure actuelle, elle compte 1.100 membres environ, presque tous propriétaires ou fer-

miers ; son bureau comprend : un président, quatre vice-présidents représentant les quatre arrondissements de l'Allier et un secrétaire général. Elle dote ses concours annuels de 20.000 francs de prix ; le plus considérable est le concours d'animaux gras et de reproducteurs de Moulins, mais elle en organise d'autres dans les chefs-lieux de canton et décerne annuellement des primes de culture, de viticulture, d'améliorations foncières. Quoique, au début, son rôle fut beaucoup moins étendu, et qu'elle réunit seulement quelques grands propriétaires, elle est le signe que ces propriétaires secouent leur apathie et s'intéressent aux choses de la terre.

C'est, qu'en effet, une nouvelle génération de grands propriétaires se distingue par son instruction ; elle reçoit des journaux qui la tiennent au courant des progrès ; les voyages, rendus plus faciles, agrandissent ses vues ; elle a confiance en sa fortune et elle n'hésite plus à consentir les avances nécessaires aux transformations.

Voici, par exemple, le comte Victor d'Estutt de Tracy qui, quelques années après 1830, hérite de son père la terre de Paray-le-Frésil, sise dans le canton de Chevagnes et d'une contenance de 3.000 hectares. Cette propriété est affermée 21.000 francs ; on y récolte seulement du seigle et souvent en quantité insuffisante pour la nourriture des métayers ; le cheptel est dans un état déplorable ; la bruyère couvre d'immenses espaces ; les eaux stagnantes maintiennent à l'état permanent les fièvres paludéennes. Navré d'un tel état de choses, M. d'Estutt de Tracy prend la résolution d'améliorer coûte que coûte sa propriété. Il fait une étude approfondie de ses terres, des habitudes et des mœurs des habitants et, se rendant compte qu'il n'obtiendra des résultats décisifs ni par des fermiers, qui ne voudront ou ne pourront pas faire les dépenses nécessaires, ni par des métayers engourdis de routine, ne disposant pas d'autre part de ressources illimitées, il se décide à mettre en régie et à faire exploiter par domestiques et par ouvriers un tiers de la propriété, ou 900 hectares, persuadé que devant le succès des méthodes nouvelles les métayers se mettront d'eux-mêmes à l'imiter. Peu à peu, grâce à ses judicieuses initiatives et malgré quelques contretemps inévitables

dans une telle entreprise, des chemins sont tracés, bordés de fossés profonds, qui assurent l'écoulement des eaux ; des arbres de toute essence sont plantés par milliers ; la fièvre disparaît ; à la place des bruyères arrachées et brûlées, on récolte des moissons abondantes ; le bétail de race charolaise prospère dans les prairies améliorées et, à l'ébahissement des paysans, la culture du blé supplante celle du seigle. Le pays qu'on appelait la Sologne du Bourbonnais, devient une région des plus fertiles et les métayers, encouragés par M. d'Estutt de Tracy, se joignent bientôt à ses efforts.

Il est intéressant de prendre les comptes d'un domaine pendant cette période de transformation et de comparer les chiffres d'année en année. Pour un domaine affermé, en 1847, 950 francs par an, et dont le fermier arrive péniblement à faire face à ses engagements, on trouve les résultats suivants :

ANNÉES	RECETTES	DÉPENSES
1847	—	1.528.93
1848	279.50	7.586.18
1849	1.771.79	6.061.50
1850	1.616.15	9.771.30
1851	5.204.15	11.320.65
1852	9.821.50	11.966.47
1853	11.500.50	8.748.60
1854	25.966.60	10.181.29
1855	23.661.45	11.411.95
1856	24.408.85	7.805 »

De la terre affermée 21.000 francs en 1830, on trouvait vingt ans plus tard, 100.000 francs de fermage.

C'est surtout après 1848 que beaucoup de riches propriétaires absenteistes, privés, à la suite des événements politiques, de charges importantes qui les retenaient au loin, reviennent habiter leurs terres et, frappés de l'état misérable de leurs propriétés, ils se déterminent résolument à les mettre en valeur.

Ils sont secondés ou suivis, parfois même précédés, par quelques fermiers. Ces fermiers ne se recrutent plus, comme autrefois, parmi les marchands, mais surtout parmi les petits propriétaires et les paysans enrichis. Les fermes importantes sont recherchées par la classe bourgeoise elle-

même et plusieurs fermiers, de ce nombre, sont fort instruits et préconisent largement les réformes.

C'est ainsi qu'à Boucé MM. Paul et Franz de Vault, après de solides études classiques, vont compléter leur instruction à la Faculté des Sciences de Strasbourg. Tandis que Franz y demeure, Paul, attiré par la science agricole, va suivre l'enseignement donné à l'Ecole d'agriculture de Hoffville, près de Berne. Plus tard, il voyage en Picardie pour s'initier aux cultures perfectionnées du Nord et, quand rentrés à la demeure natale, en 1836, les deux frères se concertent pour savoir de quel côté diriger leur activité et utiliser leurs connaissances, ils n'hésitent pas à se tourner vers l'agriculture. Ils commencent par inaugurer les systèmes qu'ils jugent les meilleurs pour l'amélioration du pays sur leur propriété personnelle, mais, bientôt, ils s'associent pour affermer la terre de Boucé et, sous leur direction, une transformation si radicale se produit que cette terre, une des plus misérables du canton, devient une des plus prospères. Au prix de quels travaux, on peut le concevoir. Toujours à l'affût des méthodes modernes, ils lisent les journaux, revues et ouvrages propres à les instruire ; ils fréquentent les concours agricoles régionaux ou parisiens ; ils étudient pratiquement les chances de réussite de toute innovation et, au besoin, vont observer sur les lieux l'application d'un procédé de culture, l'élevage d'une race d'animaux. En 1852, M. Paul de Vault, qui vient de lire des études flatteuses sur des moutons de race charmoise améliorée, part visiter les écuries de l'éleveur et revient, ramenant sur l'impériale de la diligence un bélier et une agnelle grâce auxquels le troupeau de Boucé se transformera peu à peu. Evidemment, des hommes de cette trempe sont trop rares ; on ne peut en citer qu'un çà et là, mais il n'est pas nécessaire qu'ils soient très nombreux pour provoquer d'immenses changements ; leur exemple s'impose autour d'eux ; on les imite et l'impulsion donnée se répercute au loin.

Au début, les petits fermiers sont assez lents à les imiter ; ils n'osent entreprendre des transformations dont ils ne connaissent pas le résultat. Mais, devant les effets produits, comme ils ont un vif désir d'augmenter leur fortune en pro-

fitant des bénéfices que permettent d'escompter les améliorations et que l'instruction commence à se répandre parmi eux, ils suivent le mouvement, plus timidement, mais non moins utilement. S'ils n'ont pas toujours l'enthousiasme des premiers, leur sens pratique les met en garde contre les connaissances théoriques mal comprises, contre les expériences trop hâtives et trop généralisées, fatalement vouées à l'échec. Ils obtiendront souvent, ainsi, des résultats meilleurs que les grands propriétaires et les gros fermiers, et inspireront davantage confiance aux paysans, dont ils connaissent toutes les ruses. Surtout, lorsqu'ils habitent près de leurs métayers, ils vont exercer une surveillance journalière, tyrannique parfois, mais efficace. Sans exagérer donc l'importance des petits fermiers dans l'introduction des améliorations agricoles, il faut reconnaître qu'ils ont avancé le progrès de nombreuses années.

II

Rien de plus variable que l'époque à laquelle les améliorations ont été introduites dans les différentes régions du Bourbonnais. En général, il semble que de 1820 à 1848 des essais timides et réduits sont tentés ; après 1848, ils s'intensifient ; et, à partir de 1855, le pays est en pleine transformation.

De 1852 à 1862, on trouve :

6.003	hectares	de landes, bruyères, patis défrichés.
1.772	—	de bois défrichés.
454	—	de prairies irriguées pour la première fois.
1.455	—	de terres humides drainées.
1.378	—	de marais desséchés.
55.794	—	de terres chaulées.
3.230	—	de terres marnées.

De 1865 à 1892, les prairies naturelles, de 74.000 hectares en atteignent 94.000. De 1892 à 1907, les emblavures

passent de 104.000 hectares à 114.000, le rendement de 17 à 21 hectolitres à l'hectare ; 39.000 hectares sont occupés par les cultures de pommes de terre ou de racines. L'espèce bovine compte, en 1865, 200.000 têtes ; 280.000 en 1892 ; 300.000 en 1913.

La physionomie de la province change : d'année en année les espaces incultes et les pâtures sont défrichés. Les ajoncs, les genêts, les bruyères sont desséchés, dressés en tas, brûlés et leurs cendres fécondantes répandues sur le sol ; des taillis sont arrachés ; les haies, châtiées sévèrement, ne poussent plus à leur gré.

Aux terres ainsi gagnées s'adaptent des cultures nouvelles. Le froment s'étend à la place du seigle qu'on cultive encore en petite quantité à cause de sa paille longue et flexible, sans rivale pour lier les gerbes. Les prairies artificielles se multiplient avec l'apparition du trèfle, de la luzerne, du sain-foin. Les cultures sarclées de carottes fourragères, de betteraves, de topinambours, de pommes de terre surtout, prennent une importance sans cesse grandissante.

Naturellement, ce n'est pas l'outillage ancien qui peut permettre de telles transformations. L'ariau, incapable de défricher et qui retournait à peine le sol, disparaît devant la charrue Dombasle, ou autres modèles perfectionnés, qui travaillent profondément les terres et permettent de mettre en valeur les landes et les pâtures. De même, les herses rigides, en bois, sont remplacées par des herses articulées, à dents de fer. Un progrès notable est réalisé, vers 1870, par l'introduction des machines à vapeur et des batteuses mécaniques, suivies, plus tard, par les faucheuses, moissonneuses, etc.

Grâce à l'augmentation et à l'amélioration des fourrages, à l'abondance des légumes, le cheptel devient florissant. De plus, des sélections rigoureuses, des croisements heureux, transforment les races indigènes de moutons et de porcs. La race bovine ancienne est complètement supplantée par la race charolaise-nivernaise, remarquable par sa robustesse au travail, sa résistance à la maladie, recherchée enfin sur les mar-

chés par la qualité de sa viande.

En un mot, au cours du ^{xix}^e siècle, le Bourbonnais, autrefois si déshérité, devient une des provinces les plus fécondes et les plus riches, tant par sa production en céréales que par l'élevage du bétail.

III

Sans le régime du métayage, ces améliorations auraient été considérablement retardées. Pour les opérer, avec la culture directe, les dépenses énormes qu'elles entraînent grèvent si lourdement le budget du propriétaire que, malgré les avantages escomptés, elles le rendent prudent et timide. Dans le métayage, au contraire, le métayer exécute tous les travaux gratuitement ; c'est lui qui draine, qui dessèche, qui défriche, quelquefois, il est vrai, en compagnie d'un ouvrier ou deux, fournis par le propriétaire, et il trouve le dédommagement de son travail dans l'augmentation de rendement dont il a sa part (1).

Mais, au début, les métayers offrent une résistance désespérante aux innovations et opposent une routine excessive. Ils savent ce que produit leur travail avec tel mode de culture qu'ils connaissent et, comme ce travail, leur seul gagne-pain, arrive souvent à peine à les nourrir convenablement, ils ont la terreur des changements qui, s'ils ne réussissent pas, vont les appauvrir davantage encore et les rendre misérables durant de longues années.

(1) « Les métayers, appuyés par leur maître, montrèrent un véritable héroïsme, d'autant plus méritoire que, le plus souvent, ils savaient que la terre ainsi défrichée resterait plus de dix-huit mois avant d'être en état de recevoir les semences. Ce concours des métayers fut aussi une réelle économie. Sans lui, en effet, de quelque manière que MM. de Vaulx eussent pu s'y prendre pour opérer de semblables travaux, il est incontestable qu'ils n'auraient pu les faire accomplir sans y sacrifier un capital très considérable qui fut ainsi économisé en entier. » *Notice sur MM. Paul et Franz de Vaulx*, p. 58.

« Tous les matériaux pour la construction ou la réparation des domaines, tous les tuyaux de drainage de 630 hectares au minimum ont été transportés par les métayers. Aucun entrepreneur n'aurait voulu essayer de lutter contre les bourniers de Boucé. » *Id.*, p. 66.

Il ne faut donc point s'étonner s'ils cherchent toujours à élever des objections et s'efforcent de contrecarrer les projets du propriétaire ou du fermier. Ils s'opposent à l'introduction des nouvelles espèces fourragères qui, peut-être, réussissent ailleurs, mais donneront certainement, ici, de mauvais résultats ; ils s'opposent à l'introduction des charrues, trop lourdes et difficilement maniables ; ils s'opposent à l'épandage de la chaux et des engrais chimiques, qui brûlent les terres ; ils s'opposent à l'élevage de races animales étrangères, trop frêles pour s'acclimater au pays et bonnes à faire l'orgueil d'un éleveur assez riche pour leur prodiguer les soins minutieux qu'elles réclament. Ils ne manquent point de citer telle expérience, manquée à tel endroit, qui a réduit tel colon à la misère et ils se rendent aux raisons du propriétaire avec une mauvaise volonté si manifeste, ils obéissent à ces indications avec un dégoût si profond que les résultats, souvent mauvais, paraissent prouver la vérité de leurs dires.

L'accord qui existait entre les deux associés, métayer et propriétaire, disparaît. Ce dernier doit quelquefois recourir à la culture directe pour arriver à ses fins, car les ouvriers ou domestiques salariés, exécutent les travaux à son gré, sans discuter ses ordres. Mais, devant les frais qu'elle entraîne, il y renonce bientôt et, la plupart du temps, il essaie de vaincre la routine du métayer et de le rendre aussi souple qu'un salarié en profitant de son autorité, en la renforçant, en l'imposant dans les baux où toute une série de clauses nouvelles apparaît. Le bailleur se réserve d'être seul maître de la culture : « Le bailleur demeure seul chargé de la direction de l'exploitation dudit domaine et du mode de sa culture. Bail de 1836. » Il se réserve le droit d'introduire, vendre ou échanger les bestiaux, sans la participation des métayers : « En conséquence le droit appartiendra au bailleur seul de vendre, acheter ou échanger sans la participation des preneurs tous les bestiaux qu'il jugera nécessaires à la culture et à l'engrais dudit domaine, lesquels bestiaux, ces derniers, seront tenus de prendre et recevoir chez eux aussitôt qu'il les aura achetés sans que dans aucun cas les preneurs puissent vendre, acheter ou échanger aucuns bestiaux sans la partici-

pation du bailleur, les parties dérogeant à cet égard à l'article 1812 du Code Civil. Bail de 1836. » Le bailleur spécifie que le métayer ne devra, en aucun cas, cultiver d'autres terres que celles du domaine ni opérer des charrois pour autrui (1) : « Les preneurs ne pourront faire pour autrui aucun charroi, ni cultiver d'autres terres que celles dudit domaine, sans le consentement exprès du bailleur. Bail de 1835. » Il entre dans des détails à propos de l'élevage et des semailles : « Chaque année, les preneurs élèveront trois veaux, dont ils ne pourront traire les vaches nourricières. Chaque année les preneurs sèmeront en trèfle les héritages que leur désignera le bailleur, et ces héritages seront ensemencés de cette sorte autant que possible l'année de leur chaumage ; la quantité des ensemences sera fixée par le bailleur, et il ne sera pas mis dans les terres ainsi emblavées moins d'un kilogramme et demi de graines par chaque mesure de cinq kilogrammes. Bail de 1836. » Le souci du bailleur porte aussi sur les instruments de labour : « Il sera acheté, à frais communs une charrue pour la culture dudit bien dont l'entretien demeure pour le compte desdits preneurs. Bail de 1842. » « Les preneurs ne pourront labourer autrement qu'à la charrue, les ariaux leur étant expressément interdits par les présentes. Bail de 1844. » « Les preneurs s'obligent à labourer à la charrue. Bail de 1852. » « Il sera donné une charrue au preneur, qui devra en rendre une de même valeur à la fin du bail. Bail de 1854. » Il insère au bail de quelle façon les terres devront être labourées : « Tous les héritages destinés à l'avoine ou l'orge seront labourés à planche avec une charrue. Tous les héritages qui devront être chaulés devront être labourés, pour le premier labourage, avec quatre bœufs sur une charrue et à une profondeur de vingt-cinq centimètres. Bail de 1854. » Il serait facile de continuer longtemps des citations semblables à propos de l'intro-

(1) « J'ai dit que le métayer faisait le charriage des bois qui s'exploitaient dans la contrée. Avec quoi le faisait-il ? Avec ses charrettes, mais elles étaient attelées avec les bœufs du propriétaire. S'est-on jamais enquis de ce que ces charrois pouvaient rapporter ? Le voici : suivant les distances une voiture était payée au minimum 3 francs ; on ne marchait jamais qu'avec deux voitures : 6 francs ; deux fois par semaine : 12 francs ; pendant la moitié de l'année soit 25 semaines, dont $25 \times 12 = 300$ francs dont le maître, si dur qu'il fût, ne touchait pas un sou. » — De Larminat, p. 13.

duction de la chaux, des engrais chimiques, des cultures sarclées, de l'intensification de la culture du froment que l'on voit, peu à peu, prendre une certaine importance, égaler la culture du seigle, la dépasser et la supplanter. Une clause résume toutes ces innovations : « Les preneurs se soumettront à toutes les améliorations agricoles que le bailleur fera faire et entretiendront ces améliorations. Bail de 1859. » Pour s'assurer l'obéissance du métayer, le bailleur stipule des amendes dans certains cas, se réserve le droit de faire exécuter ses ordres négligés aux frais des preneurs. « Si les preneurs font des charrois pour autrui, ils paieront, par chaque contravention, la somme de 12 francs d'indemnité. Au cas où les preneurs n'exécuteraient pas les ordres dudit bailleur, celui-ci aura le droit de les faire exécuter par des ouvriers, aux frais des preneurs. Bail de 1850. » Enfin, le bail n'est plus aussi souvent consenti pour trois, six ou neuf ans ; l'usage du bail de un an avec facile reconduction s'introduit ; il permet au propriétaire, qui ne trouve pas un métayer assez docile, de le congédier à peu près avec la même facilité qu'un domestique salarié.

Et, en effet, d'après des baux semblables, il est difficile de soutenir que, comme autrefois, le contrat de métayage est un contrat de société. Son caractère a changé et, suivant la thèse de M. Martin-Desboudet, le métayer ainsi subordonné au bailleur, ne diffère guère d'un salarié ; son salaire est représenté par la part de bénéfices qu'il retire de l'exploitation de la métairie. Il apporte les instruments aratoires, dirait-on ; mais beaucoup de salariés ne fournissent-ils pas de même les outils nécessaires à leur travail ?

IV

On voit maintenant quel rôle a été joué dans l'amélioration de cette province par les propriétaires, fermiers et métayers. Les premiers ont apporté les vues d'ensemble, la connaissance des méthodes nouvelles, la hardiesse dans leur mise en application ; les métayers ont fourni un travail immense. Sans doute, ils auraient suivi, peu à peu, d'eux-mêmes, le

mouvement général du progrès agricole, grâce à l'instruction qu'ils acquerront plus tard, aux journaux qu'ils liront, aux moyens de communication commodes et rapides ; il convient cependant de remarquer combien les propriétaires et fermiers ont été des stimulateurs puissants. Mais qu'ont-ils retiré les uns et les autres de ces améliorations ?

Les propriétaires voient le revenu de leurs terres augmenter, tandis qu'elles doublent, triplent, quadruplent de valeur en certains endroits. En quarante ans, tel domaine qui valait 30.000 francs en vaut 200.000 : dans celui-ci l'hectare vaut 225 francs en 1849 et 1.500 francs en 1879 ; dans celui-là, aux mêmes dates, 538 et 847 francs.

Les fermiers s'enrichissent presque tous au moment des grandes transformations. Ils afferment pour longtemps, et à bas prix, une propriété en mauvais état et y réalisent des bénéfices considérables ; d'une manière générale, d'ailleurs, la hausse des fermages a été beaucoup plus lente que celle des bénéfices agricoles, car les fermiers ne se faisant pas encore une concurrence trop active, arrivent à maintenir le taux des fermages assez bas. Rien de curieux comme de suivre, pas à pas, un petit fermier, de le voir épargner, année par année, acquérir une métairie, puis une autre, prendre une épouse richement dotée, dédaigner d'aller en selle, comme il faisait jusque-là, acheter une voiture, jusqu'au jour où il habite une maison bourgeoise ou un château, au milieu de ses terres. Tous ne vont point aussi vite ; il faut, parfois, deux générations pour arrondir une fortune, mais la seconde jouissant de toutes les avances laissées par la première, grandit rapidement. L'ère des améliorations fut donc l'âge d'or des fermiers. Mais comme ils réussissent, et que la notoriété publique attribue aux bénéfices de leurs fermes la majeure partie de leurs biens, le nombre des postulants à cette profession va augmenter. Le moindre métayer actif, qui se retire avec quelques économies, cherche une ferme ; des gens dont la profession ne justifie en rien ce goût nouveau, entrent en lice : notaires, avocats, médecins, des marchands, comme sous l'Ancien Régime ; enfin le fermage offre un débouché aux fils des familles bourgeoises qui, après de vaines études,

où ils n'ont pu réussir, se rabattent sur cette profession ; avec les avances consenties par leurs parents, elle leur procurera une existence aisée et tranquille. Naturellement, le prix des fermes croît sous l'influence de cette concurrence ; tant que les améliorations se poursuivent, beaucoup de ces nouveaux venus réalisent encore des profits appréciables mais quand la prospérité agricole demeurera plus stationnaire, le fermier, pour se rattraper d'un prix de ferme trop élevé, se montrera souvent plus rigoureux à l'égard des métayers et à partir de ce moment, dans beaucoup de régions, on relève quelques traits peu édifiants qui, généralisés et outrés par l'esprit populaire, finiront par rendre odieuse l'institution toute entière (1).

D'autant plus que, à première vue, la condition des métayers ne paraît pas s'être améliorée dans d'égales proportions. Quoique le nombre des petits propriétaires s'élève parmi eux, la majorité ne peut parvenir à acheter une locaterie. S'ils ne se sont pas enrichis aussi rapidement que les propriétaires et les fermiers, il faut pourtant se rappeler le degré de misère d'où ils sont partis pour apprécier impartialement ce qu'ils ont retiré des améliorations. Au lieu des vieilles demeures en pisé et au toit de chaume, d'autres s'élèvent, bâties à pierre et à chaux, couvertes en tuiles ; le mobilier augmente et s'affine (2) ; la nourriture est incomparablement meilleure. Le pain de seigle pur mélangé de son disparaît à mesure que les moulins à bluteau se répandent et le pain de seigle lui-même cède la place au pain de froment, abondant, car le métayer n'est plus rationné comme autrefois ; non seulement sa part dans la récolte suffit aux besoins de la maison, mais il vend encore une partie importante de cette récolte

(1) « Le fractionnement du sol a rendu accessible à un plus grand nombre le bail à ferme ; le succès des anciens fermiers a éveillé l'ambition, suscité l'espoir de les imiter ; la vanité même a plus qu'on ne le croit peut-être contribué à multiplier les aspirants à une profession qui, donnant la possession du sol sans imposer de travail manuel, parodie assez bien la manière d'être et le loisir du propriétaire foncier. L'art de lire et d'écrire se propageant, sans être encore un bienfait commun à tous, créant seulement des exceptions dans la classe inférieure des habitants, ceux que le hasard en a dotés ont tendu à se déclasser ; vaniteux de cette supériorité, si mince qu'elle soit, ils ont rougi de leur condition ; sans atteindre au titre de bourgeois, ils ont renié la qualité de paysan, pour se placer entre les deux, dans une classe sans nom. » — E. Méplain. *Traité du bail à portion de fruits*, p. XXVI.

(2) Comparer pièces justificatives n^{os} 2, 9 et 10.

augmentée. Les vaches, mieux nourries et de meilleure race, donnent du lait en abondance. La culture en grand des pommes de terre procure un aliment si précieux que l'on se demande comment les masses paysannes ont pu vivre si longtemps dans son ignorance. Par contre, les arbres fruitiers, dont les produits ne remplissent plus une place aussi primordiale, sont négligés ; les vieux vergers subsistent encore, mais ne sont plus entretenus ; la maladie s'abat tout à coup sur les vignes ; si, dans les baux, on insère toujours des clauses spécifiant que les métayers devront planter des sauvageons et les greffer, l'abondance de leurs autres travaux, leur moins grande stabilité dans les mêmes métairies, le souci de ne pas travailler pour que leurs successeurs récoltent les fruits, les rendent, en fait, inefficaces. Enfin, chaque année, les métayers tuent un ou deux porcs qu'ils salent et utilisent au fur et à mesure des nécessités (1).

Grâce à cette nourriture plus fortifiante, à la culture plus profonde des terres, au dessèchement des marais croupissants, les fièvres endémiques qui ravageaient les campagnes sont complètement enrayées et l'on ne rencontre plus, au coin de l'âtre, des malades grelottants qui inspiraient la pitié.

En même temps l'argent abonde davantage. Ce ne sont plus par dizaines de livres que se soldent les comptes de l'année colonique. Le métayer touche pour sa part quelques centaines, puis quelques milliers de francs. Il est vrai que la vie

(1) Parfois les propriétaires et les fermiers ont aidé puissamment à cette amélioration de la nourriture : « Dans les débuts, cette sollicitude devait descendre dans les moindres détails, jusqu'à forcer les gens à se bien traiter malgré eux. Incertains sur ce que l'avenir leur réservait, après au gain, rêvant économie sur tout, les métayers n'usaient que de mauvaise nourriture. M. Paul, connaissant leur ténacité, leur insouciance, leur imprévoyance pour leur santé, dut agir avec vigueur. Il leur interdit de faire du pain de mauvaise qualité. Avec des comparaisons capables d'être saisies par ces pauvres gens, il leur disait : « Si vous voulez que vos bœufs travaillent, il faut les nourrir. Eh bien ! vous avez des travaux pénibles, il vous faut une nourriture substantielle. Vous n'avez pas d'autre blé dites-vous ; je vais vous faire venir ce qui sera nécessaire... » Et le blé arrivait. « Avez-vous du vin ? » Et, sur la réponse négative, au grand effroi du métayer, plusieurs tonneaux de vin arrivaient. « Avez-vous du lard ? » Et toujours la réponse était négative et toujours le lard arrivait. Et quand le métayer au désespoir lui demandait : « Mais, monsieur, avec quoi vous payerons-nous ? Nous n'avons rien ; nous vous devons déjà une forte somme. — Ce sera le pain et le vin, ce sera la bonne nourriture qui me payeront, répondait-il. » — *Notice sur MM. Paul et Franz de Vaulx*, p. 48.

plus facile et plus coûteuse, les gages dus aux domestiques devenus nécessaires, etc., amoindrirent considérablement ces bénéfices. Néanmoins, si l'on compare le degré de misère où étaient les métayers avant les réformés et le point d'aisance relative auquel ils sont parvenus après leur application, on ne peut nier qu'ils aient gagné gros, eux aussi, à la prospérité générale.

CHAPITRE II

La Dissolution des Communautés familiales

- I. — *Disparition du caractère familial dans les rapports entre communs. Les sociétés de travail et d'industrie : constatation précise des apports ; durée des sociétés.*
- II. — *Comment les enfants s'émancipent : gages dus aux futurs d'après leur contrat ; les enfants exigent un gage ou quittent la communauté.*
- III. — *Les causes de cette dissolution : passage de l'économie fermée à l'économie d'échange ; l'argent, instrument d'échange ; incompatibilité d'humeur ; augmentation du travail ; possibilité de trouver ailleurs du travail.*
- IV. — *Les membres émancipés : domestiques ; journaliers : ils se multiplient ; leurs salaires ; métayers : leur nombre augmente ; concurrence entre eux ; intrigues autour des métairies libres ; hausse de l'impôt colonique ; remboursement de cheptel.*
- V. — *Les charges qui incombent au métayer du fait de la dissolution des communautés familiales. Les sociétés entre frères.*

I

Parallèlement à la transformation agricole, une transformation non moins radicale se produit au sein des communautés familiales de métayers, qui se dissolvent lentement. Ce mouvement commence à se manifester entre 1820 et 1830 ; de 1830 à 1850 beaucoup d'anciennes communautés se refont sur des bases nouvelles ; à partir de 1850 elles dispa-

raissent elles-mêmes. Cette dissolution n'a pas suivi toujours et partout une marche uniforme ; en certaines régions, elle a été précipitée, en d'autres assez lente ; ailleurs, enfin, commencée relativement tard, elle évolue tellement vite que deux ou trois étapes sont franchies d'un seul coup. Cependant le régime des communautés familiales continue à subsister ça et là, soit dans les régions déshéritées, où les améliorations modernes commencent seulement à pénétrer, soit, au contraire, dans des régions très fertiles où la culture exige des avances importantes, par exemple dans la Limagne Bourbonnaise.

Tout d'abord, malgré la loi du 30 ventôse an XII, et l'article 1834 du Code Civil qui, conformément aux exigences des ordonnances de 1566 et de 1673 imposaient la confection d'un écrit pour toute société dont l'objet est d'une valeur de plus de 150 francs, les anciennes communautés continuent de subsister sur leurs bases tacites et d'autres se fondent sans se conformer aux exigences de la loi. Formées sous la pression des nécessités économiques que les lois écrites ne peuvent modifier en un jour, elles correspondent à un besoin si réel qu'on ne songe à le constater par écrit. L'état économique restant le même, la communauté permet de satisfaire les besoins essentiels, comme autrefois. Dans la maison, chaque membre accomplit sa besogne sous l'autorité incontestée du père, comme dans une ruche où chaque abeille travaille sans chercher à savoir si elle apporte à la collectivité plus de richesses que ses compagnes.

A partir de 1820, au contraire, le caractère familial qui régissait les rapports entre communs disparaît ; ils deviennent des associés, soucieux de sauvegarder leurs droits et recourent à l'acte écrit pour former une société de travail et d'industrie. C'est, en principe, une société universelle de tous biens présents, du moins lorsque les sociétaires possèdent des biens équivalents et une force de travail à peu près égale ; mais, dès que l'un ou l'autre apporte une force de travail supérieure, ou opère en instruments, en mobilier, en argent, un versement plus grand que ses co-associés, il a soin d'en faire mention et de se réserver des avantages ou des reprises pour le moment du partage.

Voici une société de travail et d'industrie formée entre le père de famille et ses deux fils : « Les comparants, est-il dit à l'acte, nous ont dit et déclaré former, dès aujourd'hui, entre eux, une société de travail et d'industrie, relativement à la culture et exploitation du domaine de ... Laquelle société sera divisible lors de sa dissolution en trois portions égales ; l'une appartiendra au sieur François, père, qui est déclaré chef de la communauté ; les deux autres à Gilbert et Jean, ses fils. Les apports des sociétaires étant parfaitement égaux, il en résulte qu'à l'époque de sa dissolution, tout ce qui se trouvera en meubles meublants, grains, profits de bestiaux, argent, instruments aratoires, créances, linge et ustensiles de toute espèce, sera partagé en trois portions égales. Acte de société de 1835. » Dans d'autres, on lit : « Les comparants déclarent que les apports en communauté ne sont pas tout à fait égaux, et que ceux provenant du côté du père sont un peu plus forts ; mais aussi ce dernier reconnaît que le travail de ses fils, aujourd'hui dans la force de l'âge, aura bientôt rétabli l'équilibre et opéré toute compensation. Acte de société de 1840. » « En plus des apports égaux ci-dessus, le sieur Antoine a apporté à la société une somme de 300 francs, d'après juste estimation entre les parties en la valeur d'outils et ustensiles d'agriculture. A la dissolution de la société, à quelque époque qu'elle se fasse, le sieur Antoine commencera à prendre sur les objets et valeurs de la société, soit en argent, soit en mobilier d'après estimation, la somme de 300 francs par lui apportée. Acte de société de 1830. »

Le père demeure le gérant ordinaire de la société : « Le sieur Antoine, père, sera le chef de la société ; il fera et ordonnera l'exploitation, conduira la culture, touchera tous bénéfices et fera toutes dépenses nécessaires. Acte de société de 1830. » Souvent l'acte ne précise rien sur ce point ; c'est que l'on suit toujours la coutume ancienne : le père conserve le droit d'entrer en rapports avec le propriétaire, engage les sociétaires au cas où il passe un acte dans l'intérêt de la société, réglemente le travail à l'intérieur de la société, touche les bénéfices et paie les dépenses sans rendre compte de sa gestion. Mais, bientôt, les associés demandent des comptes : « Les dits sociétaires sont convenus que le sieur Jean, chef de

communauté, sera tenu de rendre compte de tout ce qu'il fera à propos de la communauté. Acte de société de 1842. »

Au début, ces sociétés sont formées pour une durée illimitée : « La présente société est formée pour une durée illimitée. Acte de société de 1830. » Si un des membres vient à mourir, généralement la société n'est pas dissoute, elle continue entre les survivants qui versent aux héritiers du défunt la part qui lui revient ; si un associé se retire de son vivant, ses co-associés lui tiennent également compte de sa part, d'après une estimation amiable ou un inventaire ; si le père, chef de la société, vient à décéder, elle subsiste sous l'autorité de la mère ou du frère aîné : « Le décès de Jean, père, chef de communauté, est arrivé dans le courant de 1835 ; il ne fut procédé à aucun inventaire et, depuis cette époque, la société s'est continuée, jusqu'à ce jour, entre les comparants. Liquidation de société de 1840. » Peu à peu, le lien se relâche ; on prévoit la dissolution en cas de mort d'un associé et la société n'est plus formée que pour un temps, quinze, dix ou cinq ans : « Cette société durera cinq ans, à moins, toutefois, que les comparants jugent à propos de la continuer. Acte de société de 1850. »

II

Les contrats de mariage permettent de comprendre comment les enfants vont s'émanciper de la communauté familiale ou de la société de travail. La future n'entre plus comme autrefois dans la communauté qui, pour la dédommager de son travail, lui paie un gage : « Les futurs époux feront leur demeure et résidence habituelle dans la demeure du père du futur où il existe une société de travail entre lui et ses enfants. La future n'aura aucune part personnelle dans la dite société, aux dépens de laquelle elle sera, toutefois, entretenue, logée et nourrie tant en santé qu'en maladie, ainsi que les enfants à naître du mariage et pour indemniser la dite future

de son travail journalier, il lui sera payé, à titre de gages, et annuellement, la somme de six francs, lesquels gages cesseront néanmoins à dater de la naissance du premier enfant issu du futur mariage. Contrat de mariage de 1825. » Voilà une première émancipation : un membre de la famille reçoit un gage sans entrer dans la société. Sans doute ce gage, aujourd'hui, fait sourire, mais les avantages spécifiés au contrat : nourriture, logement, entretien, semblent une rémunération suffisante pour l'état économique auquel ils correspondent ; à mesure que cet état s'améliore, le gage court malgré la survenance d'enfants et il augmente lentement. A côté du cas de la future, on voit celui du futur qui habitera chez ses beaux-parents, moyennant un gage, sa femme y demeurant subordonnée à son père, sans rien toucher : « Le futur sera tenu d'aller avec sa future épouse faire sa demeure et résidence habituelle dans la maison de son beau-père où ils seront logés, chauffés, nourris et éclairés, eux et leurs enfants à naître, tant en santé qu'en maladie, pendant tout le temps qu'ils y resteront à la charge par eux de confondre dans la dite maison leurs travaux et leur industrie sans que le futur puisse personnellement prétendre aucun droit dans la dite maison. Seulement, pour lui faire raison de son travail, il lui sera tenu compte, à titre de gages, d'une somme annuelle de 18 francs, que son beau-père s'oblige de lui payer autant de temps que la future sa fille et le futur resteront dans la maison. Contrat de mariage de 1830. » Enfin les deux époux reçoivent un gage : « Les futurs époux feront tourner leur travail et industrie au profit de la maison, sans pouvoir jamais prétendre à aucun droit de communauté pour quelque cause que ce soit, mais pour les indemniser, il leur sera alloué chaque année, à titre de gage, la somme de vingt-cinq francs exigible tous les ans, et dans le cas où par incompatibilité d'humeur ou autrement, les futurs viendraient à sortir de la maison, le gage stipulé cesserait de courir. Contrat de mariage de 1842. » Cette fois, les deux époux échappent à la société. Les enfants, en effet, ne veulent plus continuer à vivre sous un régime de communauté avec partage de biens lointain et incertain ; outre la satisfaction des besoins essentiels, ils exigent encore un gage fixe et annuel, comme rémunération de leur travail

et, si leurs parents refusent d'accéder à ce désir, ils quittent le foyer familial.

III

La cause principale de cette dissolution réside dans le passage de l'économie fermée à l'économie d'échange. Les membres de la communauté, soudés à elle parce que la misère des temps et le manque d'argent ne leur permettaient pas de trouver ailleurs la satisfaction de leurs besoins, s'en détachent maintenant que ces besoins peuvent être satisfaits sans difficulté au moyen d'un instrument d'échange devenu plus abondant : l'argent. Ces besoins eux-mêmes croissent en même temps que la prospérité générale. Un certain luxe apparaît parmi les propriétaires et fermiers enrichis, dans les bourgs les commerçants et artisans, plus à l'aise, dépensent plus largement et à leur imitation, au milieu des communautés, les enfants, jusque-là heureux à peu de frais, sentent s'éveiller en eux de nouveaux désirs qu'ils veulent satisfaire. Ils veulent aller à l'auberge les jours de fête et les dimanches, être mieux vêtus, remplacer dans la maison les ustensiles et meubles anciens par d'autres plus modernes ou moins grossiers, manufacturés en séries, répandus partout grâce aux moyens de communication commodes, et ils réclament avec une âpreté grandissante l'argent auquel ils ne songeaient point autrefois. Le père de famille, gardien des traditions et témoin des temps passés, refuse avec colère ou ne cède qu'après des récriminations sans nombre. L'harmonie est rompue ; la zizanie, l'incompatibilité d'humeur, comme dit un contrat de mariage cité plus haut, pénètrent au sein des familles et, surtout entre beaux-parents, belle-fille et gendre, les rapports deviennent rapidement si tendus qu'une séparation est inévitable. D'un autre côté, le travail a considérablement augmenté dans les métairies et ce n'est plus une mince affaire que de faucher les prairies doublées et améliorées, de moissonner les champs nouveaux, de défricher les terres incultes, de battre les grains au fléau, tâche qui dure alors depuis la Toussaint jusqu'à la Mi-Carême. Les enfants se rendant compte que les

profits augmentent aussi, veulent toucher en argent une rémunération en rapport avec l'accroissement de la besogne. Si elle ne leur est pas accordée, ils abandonnent la communauté familiale car ils ne sont plus effrayés par la misère menaçante et la crainte de ne pas trouver d'emploi.

IV

Ils trouvent plus facilement à se caser comme serviteurs dans une « maison bourgeoise », la multiplication des propriétaires de moyenne importance et des fermiers enrichis ayant produit une demande assez forte de « ménages », la femme cuisinière et femme de chambre, l'homme jardinier et palefrenier. Ils remplacent, ailleurs, comme domestiques, les membres qui viennent de partir d'une communauté. D'autres vont augmenter le nombre des journaliers qui, dans les villages ou les hameaux, habitent une petite maison, cultivent souvent pour leur compte le jardin ou le champ qui la touchent et s'emploient à la journée ou à la semaine pour toutes sortes de travaux, principalement dans les métairies pour les battaisons, les moissons, les fenaisons ou les semailles. Autrefois, ces journaliers étaient clairsemés ; les propriétaires, presque seuls recouraient à eux de temps à autre pour battre leur grain, cultiver leur jardin, casser leur bois, etc. Avec la dissolution des communautés, le besoin de main-d'œuvre se fait sentir plus impérieusement dans les métairies et le journalier espère trouver à la fois un salaire suffisant et une liberté relative. Mauvais calcul, d'ailleurs, car on ne le demande que pour les grands travaux, en réclamant de lui toute la force qu'il est capable de donner ; le reste du temps, surtout pendant la mauvaise saison, il doit être à l'affût de besognes variées qu'il ne trouve pas toujours et ces chômages forcés rabaissent beaucoup les salaires gagnés pendant l'été, salaires fixés pendant longtemps par le préfet et le Conseil général. En 1848, ils sont, par jour, de : 1 franc pour Moulins ; 0 fr. 80 pour Montluçon, Gannat et Cusset ; 0 fr. 70 pour Saint-Pourçain ; 0 fr. 60 pour Lapalisse, Bourbon, Cerilly, Montmarault, Souvigny, Nérès, Varennes, Herisson

et Vichy ; o fr. 5o pour les trois cent deux autres communes du département.

Aussi, un grand nombre de membres dissidents, surtout s'ils ont retiré un peu d'argent en quittant leur communauté (1), cherchent à trouver une métairie à leur compte. La satisfaction de ce désir est facilitée par les fondations de domaines nouveaux sur les terres défrichées ou les scissions de domaines devenus trop grands en deux plus petits qui recevront des soins de culture meilleurs. De ce moment datent également les intrigues autour des métairies. Ce n'est plus au « maître » à chercher un métayer, plusieurs métayers viennent s'offrir à lui.

Sous l'influence de cette concurrence, l'impôt colonique augmente. Il ne représente plus seulement la part du métayer dans la contribution foncière et le loyer de la maison d'habitation, mais il devient encore un élément d'équilibre, empêchant les métayers des terres avantageuses de percevoir des profits beaucoup plus grands que ceux des métairies moins productrices. Anciennement, toutes les métairies, plongées dans le même marasme, ne se différenciaient guère, mais grâce aux progrès agricoles, certaines se montrent supérieures à d'autres, à cause des améliorations foncières qui ont été apportées, des débouchés que trouvent leurs produits, de la facilité de leur culture, du sol fertile que les défrichements ont révélé. Naturellement, elles sont les plus demandées ; les propriétaires en profitent pour hausser le taux de l'impôt colonique. On a voulu établir des calculs précis suivant lesquels les propriétaires feraient varier cet impôt mais, en fait, ils ne se livrent pas à des opérations très compliquées ; le jeu naturel de l'offre et de la demande est leur unique guide. Bien souvent, ils n'ont pas, eux-mêmes, à proposer l'augmentation qui leur est suggérée par un métayer écartant à ce prix ses concurrents.

La même concurrence, la prospérité aidant, provoque le remboursement du cheptel. Nous avons vu comment, autrefois, à son entrée dans le domaine, le métayer donne au

(1) Pièce justificative n° 10.

bailleur une reconnaissance du cheptel qu'il trouve, et comment, à sa sortie, sur une nouvelle estimation, la différence en plus ou en moins se partage par moitié. Telle est la pratique ordinaire ; une autre existe aussi : « Quelquefois, dit Auroux des Pommiers, le bailleur et le preneur fournissent chacun moitié des bestiaux, qui sont gardés par le preneur, à moitié des chefs, croît ou décrît d'iceux. » Ce n'est donc plus, comme tout à l'heure, le bailleur seul qui fournit tout le cheptel, le métayer en paie une partie. A sa sortie, comme selon l'usage, il ne peut emmener cette partie qu'il a payée, le bailleur ou le rentrant la lui rembourse, le bénéfice ou la perte se partageant toujours par moitié. Mais l'argent est si rare en ces temps, que ces remboursements sont une exception. Il n'en va plus de même dans la période des améliorations ; à mesure que les économies se font plus abondantes parmi les métayers, le remboursement apparaît tantôt demandé par le propriétaire, souvent offert par le métayer pour obtenir la concession d'une métairie. Voici comment les choses se passent : dans cette métairie se trouve un cheptel, d'une valeur de 10.000 francs par exemple. Le métayer offre au bailleur, ou celui-ci exige de lui, une somme de 2.000 francs : « Remboursez-moi, lui dit-il, 2.000 francs sur cette valeur de 10.000 ; de mon côté, je mets 2.000 francs en communauté et, de la sorte, le fonds primitif de 10.000 francs sera abaissé à 6.000. Ces 6.000 francs seront le cheptel de fer, les 4.000 autres francs seront une part de cheptel commune entre nous deux par partie égale. » Si, à la sortie de ce métayer, en estimant le cheptel qu'il laisse, on trouve une valeur de 12.000 francs ; on rabat de ces 12.000 francs les 6.000 francs de cheptel de fer et les 6.000 francs restant se partagent par moitié : 3.000 francs pour le bailleur, 3.000 francs pour le métayer. Si, au contraire, le cheptel ne fournit plus qu'une valeur de 8.000 francs, il n'y a, les 6.000 francs de cheptel retranchés, qu'une somme de 2.000 francs à partager, soit 1.000 francs pour le bailleur, 1.000 francs pour le métayer. Dans le premier cas, ils réalisent un bénéfice de 1.000 francs chacun ; dans le second, une perte de 1.000 francs. L'usage établi, à la sortie du métayer, ce n'est plus le bailleur qui lui rembourse sa part de cheptel, mais le

métayer rentrant qui se substitue ainsi au sortant. Reprenons l'exemple : cheptel de 10.000 francs ; mise commune de 4.000 francs ; valeur du cheptel à la sortie du métayer : 12.000 francs ; le métayer rentrant rembourse au sortant 3.000 francs ; si le cheptel ne vaut plus que 8.000 francs, il ne lui rembourse que 1.000 francs. Si le rentrant ne peut effectuer ce remboursement, le propriétaire ou le fermier lui avance les fonds nécessaires, moyennant un intérêt généralement peu élevé et le métayer rembourse le propriétaire aux règlements de compte annuels.

Si on exige ainsi que le métayer fournisse une partie du cheptel, c'est que, avec la hausse croissante du prix des bestiaux (1), les charges du bailleur ont considérablement augmenté de ce fait et le remboursement paraît le meilleur mode de rétablir l'équilibre entre les apports du métayer et du fermier ou du propriétaire. Le remboursement est, de plus, un stimulant puissant pour le métayer qui, afin de retrouver son argent, laissera moins décroître le cheptel que lorsqu'il espère seulement le partage du croît et le bénéfice de plus-value. L'usage du remboursement de cheptel se répandit d'autant plus facilement à cette époque que, grâce à l'amélioration constante des races indigènes, le métayer était à peu près sûr de retirer un bénéfice de cheptel appréciable et que, défiant à l'égard de tout placement, craignant de se faire voler son argent s'il le gardait dans son armoire, l'idée que les animaux du cheptel étaient en quelque sorte la représentation vivante de ses économies, ne lui déplaisait point.

Enfin la concurrence amènera encore le métayer à payer seul l'impôt des portes et fenêtres, à exécuter les prestations en nature, à accepter sans murmurer diverses clauses de baux, comme les charrois exigibles à la volonté du propriétaire, la culture de réserves étendues, etc.

V

Si l'émancipation du sein de la communauté familiale a permis, au métayer, de toucher de l'argent et d'acheter avec

(1) Pièce justificative n° 11.

moins de contrainte les biens qu'il désirait, avec l'élévation de l'impôt colonique, le remboursement de cheptel, etc., ses charges ont augmenté. De plus, il doit fournir à lui seul tout le personnel nécessaire à l'exploitation. C'est une clause qui devient usuelle dans les baux, car le propriétaire qui tient à conserver ses biens dans leur degré de prospérité, lui impose d'avoir sous ses ordres les gens nécessaires à leur bon entretien : « Le preneur s'engage à avoir toujours, dans le domaine, trois hommes forts et propres à tous les travaux de culture et à prendre les pâtres nécessaires. Bail de 1855. » Le travail en devient plus rude, surtout dans la période des grands travaux où, pour restreindre ses frais, il ne recourt à la main-d'œuvre ouvrière qu'à la dernière limite. Heureusement que, autour de 1870, les premières machines à battre vont simplifier énormément la longue besogne du battage au fléau. A ce propos, l'usage établit que le métayer continuerait à fournir tout le personnel, le propriétaire envoyant seulement un ouvrier pour mesurer son grain, que tout ce personnel serait nourri par le métayer seul, que les frais de location de la machine seraient pavés par moitié : « Tous les grains, tels que froment, seigle, orge, avoine, qui seront cultivés sur ledit domaine, seront battus aux frais des preneur, c'est-à-dire qu'ils devront fournir et nourrir tout le personnel nécessaire pour faire marcher une machine à battre mue par la vapeur, sauf un homme fourni par le bailleur et qui sera, de même que le mécanicien et l'engreneur, nourris gratuitement par le preneur. Les frais de location de la machine, le charbon ainsi que le salaire du mécanicien et de l'engreneur, seront payés par moitié entre le bailleur et le preneur. Bail de 1869. » Plus rarement, le personnel est fourni et nourri par le métayer ; la location de la machine, le charbon, les salaires du mécanicien et de l'engreneur payés par le propriétaire seul. Très vite, les métayers prirent l'habitude de s'entraider gratuitement et à charge de revanche pour les battages à vapeur. Quoiqu'il en soit, une notable partie des bénéfices du métayer va passer en paiement de gages aux domestiques ou de salaires aux journaliers.

Aussi, pour diminuer leurs charges et partager leurs ris-

ques, on voit se fonder alors d'assez nombreuses sociétés de travail entre frères ; en groupant leurs économies, ils peuvent encore effectuer un remboursement de cheptel élevé et obtenir plus facilement une métairie. Ces sociétés sont formées pour un temps généralement indéterminé ; chaque associé conserve son droit de gestion en rendant compte de tout ce qu'il a fait ; moins nombreuses depuis 1870, elles ne sont cependant pas très rares, aujourd'hui même.

C'est ce qui explique encore la survivance des sociétés familiales dans des régions très prospères, où, à première vue, on est surpris de les rencontrer, par exemple dans la région de Varennes et dans la Limagne Bourbonnaise. Voici, à ce propos, un acte de société du 11 avril 1916 relatif à un domaine de cette région.

La société est formée entre Louis C... et Marie J..., père et mère, Jean C... et Louise D..., sa femme ; Antoine C... et Marguerite C..., leurs enfants.

« ARTICLE PREMIER. — Les comparants déclarent et reconnaissent, par ces présentes, qu'il existe entre eux une société de culture pour l'exploitation et la culture du domaine de ..., dont M. et Mme C... sont colons, ainsi que pour l'exploitation de tous autres domaines, dont les associés deviendront, par la suite, colons ou fermiers.

« ART. 2. — Font partie de la société les récoltes de toute nature à cueillir dans le domaine, ensemences et autres, les grains, vins, denrées et provisions de ménage, les bénéfices de cheptel, les chars, harnais, outils et instruments de culture servant à l'exploitation de ce domaine.

« ART. 3. — Est, au contraire, exclus de la société et expressément réservé, le mobilier, qui est personnel à chacun des associés et bien connu d'eux.

« ART. 4. — Louis C..., le père, sera chef et maître de la société ; en cette qualité, il en dirigera et ordonnera tous les travaux.

« ART. 5. — Les associés et leurs enfants, nés et à naître, seront nourris, logés, chauffés, éclairés, blanchis et soignés, tant en santé qu'en maladie, aux dépens de la société.

« Mais les frais de médecin, pharmacien et de sage-femme, seront supportés par celui des associés qui en aura besoin pour lui et les siens.

« Tous les frais de culture seront à la charge de la société.

« Cependant Antoine C... et Marguerite C... devront payer personnellement, et sur leur part respective, le gage de chacun un domestique jusqu'au jour de leur mariage.

« Il est en outre convenu que lors du mariage de ces associés il sera prélevé sur l'actif de la société somme suffisante pour faire face aux frais de nourriture, vins et autres achats de provisions occasionnés par chacun de ces mariages.

« ART. 6. — Chaque associé devra donner tous ses soins et travaux à l'augmentation et à la prospérité de la société sans pouvoir à peine de tous dépens et dommages-intérêts envers les autres se livrer à aucune entreprise ou spéculation particulière.

« ART. 7. — Cette société est établie pour une durée illimitée. Chacune des parties pourra la faire cesser, mais à une époque du onze novembre seulement, et en prévenant ses co-associés six mois d'avance, et par écrit.

« ART. 8. — A la dissolution de la société, arrivant pour quelque cause que soit, Louis C... et Marie J..., père et mère, prélèveront, avant tout partage des biens de ladite société, une somme de 2.500 francs, à titre de réserve par eux faite. Ce prélèvement opéré, le surplus des biens de la société sera partagé en quatre portions égales, dont une appartiendra à Louis C... et Marie J... ; l'autre, aux époux Jean C... ; la troisième à Antoine C... ; la quatrième à Marguerite C...

« Les dettes et charges de la société seront acquittées ou supportées dans la même proportion.

« Les bénéfices annuels seront partagés, chaque année, au onze novembre, et reviendront par quart à chacun des co-associés. »

La lecture de contrat de cette société est suffisamment suggestive par elle-même et on peut mesurer toute la diffé-

rence qui existe entre de telles sociétés familiales et les anciennes communautés. Les rapports sont strictement réglés, comme entre des étrangers, et l'autorité reconnue au père, comme chef de la société, est souvent, en pratique, bien platonique,

TROISIÈME PARTIE

Les luttes politiques et Syndicale
1870-1914

CHAPITRE PREMIER

Les Idées Républicaines chez les Métayers

- I. — *Les partis politiques en Bourbonnais, en 1870. Les propriétaires et fermiers conservateurs ; la doctrine de l'ordre social ; leur influence sur les métayers.*

Les républicains : comment ils se recrutent ; leur théorie ; leur insuccès dans les campagnes. Défiance des paysans envers l'établissement de la troisième République ; les élections à l'Assemblée Nationale du 8 février 1871.

- II. — *Les radicaux ; comment ils gagnent les voix paysannes ; l'instruction obligatoire ; diffusion de la presse ; lutte contre le prêtre : l'anticléricalisme ; lutte contre les conservateurs : histoire radicale des temps anciens ; exaltations des bienfaits de la République. Progrès des Apparition des aspirations socialistes.*

- III. — *Conséquences des luttes politiques sur le métayage : idées républicaines ; les élections législatives de 1885. les rapports entre le propriétaire et le métayer ; la désertion de la terre par les jeunes ; le métayage entre en période de crise.*

I

Jusqu'en 1870, les métayers subissent, au point de vue politique, l'influence prépondérante des propriétaires et des fermiers conservateurs. On retrouve, parmi ceux-ci, quelques lecteurs assidus de Jean-Jacques Rousseau et de Voltaire, qui restent comme des types du bourgeois lettré de la fin de l'Ancien Régime, passionnés pour les théories philosophi-

ques et qui gardent en elles une foi inébranlable. Néanmoins, ce sont des esprits forts, qui considèrent toujours la religion bonne pour le peuple, vont à l'église afin de donner l'exemple, malgré leur profession de déisme anticatholique, en un mot, qui effraient les gens de leur monde par la hardiesse de leurs idées, mais exercent sur leurs métayers une influence conservatrice. La plupart se rallient à la doctrine de l'ordre social, par conviction personnelle, par tradition familiale, parce qu'elle sauvegarde leurs droits et leurs prérogatives contre les aspirations démocratiques qui les effraient. Cette doctrine se résume de la manière suivante :

Toute société a besoin, pour prospérer, d'un frein moral : la religion, et d'une direction ferme : roi ou empereur. Le roi ou l'empereur doivent concerter leur action avec celle de l'Eglise et s'appuyer sur les sujets qui, par leur naissance, leur fortune, leur talent, se distinguent de la masse. Le peuple n'a qu'à se montrer soumis, car cet ordre lui assurera la paix et la prospérité. En vain chercherait-on à le changer ; en vain y introduirait-on des nouveautés révolutionnaires, sans amener dans le corps social tout entier un malaise profond, qui prendra seulement fin par le rétablissement de l'ordre troublé.

En principe donc, ce n'est point par un souci mesquin d'intérêt personnel que les propriétaires ou les fermiers maintiennent les métayers dans cet état de subordination. Beaucoup croient travailler sincèrement au bien du peuple ; ils n'ont, d'ailleurs, pas à exercer de contrainte pour répandre ces idées dans les campagnes. Elles y dorment depuis longtemps, la Révolution n'ayant eu qu'une influence insignifiante sur l'esprit paysan qui, jusqu'en 1870, continue à recevoir « des maîtres », ses seules directions. En effet, isolés les uns des autres, ne sachant ni lire ni écrire, les métayers ne peuvent se faire une idée politique que d'après les paroles des propriétaires ou fermiers avec lesquels ils sont fréquemment en contact, et dont ils respectent le savoir.

L'enseignement religieux, le seul qu'ils reçoivent dans leur enfance, leur inculque encore le respect de l'autorité.

Insensiblement leur mentalité se forme d'après ces idées. Ils se disent « blancs », étiquettes désignant ceux qui tiennent pour l'ordre présent et se méfient des nouveautés que les « rouges », c'est-à-dire les libéraux, les républicains, plus tard les socialistes, veulent introduire.

Aussi les mouvements révolutionnaire de 1848 et 1850 ne sont-ils guère à prévoir parmi les masses paysannes du Bourbonnais. Une seule manifestation de quelque importance se produit en 1849 et ne révèle pas une conviction bien sincère dans la cause servie. A la suite du rétablissement du pouvoir temporel et de l'entrée d'Oudinot dans Rome, Ledru-Rollin tentait de soulever Paris et de renverser le Gouvernement, aidé entre autre dans cette tâche par Fargin-Fayolle, représentant de l'Allier. Le frère de Fargin-Fayolle, faisait en leur faveur une propagande acharnée dans l'arrondissement de Montluçon, où il cherchait à organiser une émeute concordant avec celle du 13 Juin à Paris. C'est ainsi que, dans la nuit du 14 au 15 juin, 7 à 800 cultivateurs, venus de Nocq, Chambérat, Courçais, La Chapelaude, Marmignolles, Viplaix, Huriel, armés de pics, de faux ou de fusils, se réunirent au son du tocsin au lieu dit la Brande des Mottes. Ils devaient marcher sur Montluçon, puis sur Moulins. Mais, arrivés au lieu du rendez-vous, ils attendent en vain le ralliement de bandes semblables à la leur et, apprenant l'échec de l'insurrection de Paris, ils se dispersent tranquillement, malgré les remontrances des meneurs.

Cet exemple prouve cependant que l'emprise politique des propriétaires ou des fermiers conservateurs n'est pas complète et que çà et là des routes sont ouvertes pour d'autres influences et, d'autres propagandes. A côté des conservateurs se forme un parti aussi ardent : celui des républicains. Sous la Restauration, il se cache dans des sociétés secrètes. La Marianne, qui comptait de nombreux adhérents dans le Cher et la Nièvre, s'étend en Bourbonnais dans les arrondissements de Moulins et de Montluçon, faisant des adeptes surtout parmi les ouvriers des villes. Aucun stage n'était exigé ; il suffisait que le candidat fût présenté par un parrain attestant sa fidélité à la République. A partir de 1848, le parti relève la tête

et se montre ouvertement. Ses adhérents les plus influents se recrutent dans la moyenne et la petite bourgeoisie ; des médecins, des avocats, lorsqu'ils font leurs études, s'éprennent des idées libérales et, établis au pays, ils les répandent autour d'eux, souvent par enthousiasme pur, quelquefois espérant retirer profit de l'état de chose qu'ils préconisent. Ils en imposent parce qu'ils sont instruits, honorables et bientôt ils groupent quelques propriétaires et fermiers mécontents, qui ont à se plaindre d'une brimade ou d'une protection refusée, qui dans leur orgueil souffrent d'un abaissement injustifié, des gens sincères, dont le nombre augmente après les procès politiques de 1849 et les déportations, scandalisés des excès qui se commettent chaque jour en vertu des principes d'ordre, au mépris des droits de l'homme et du citoyen qu'ils ont appris de leurs pères (1), les individus tarés enfin, mis au rancart de la société, aigris et envieux, qui acceptent volontiers les opinions avancées. Des voyageurs de commerce républicains entraînent de même quelques artisans et commerçants. Mais si dans les villes ils deviennent, peu à peu, importants, grâce à la sympathie que leur manifestent les ouvriers et les employés, ils ne forment, dans les bourgs et les villages, que de petits clans ; chaque républicain est connu, surveillé ; on profite des tares des uns pour répandre sur tous les calomnies et les injures et, gênés dans leur action, leur haine se concentre, leur désir d'un nouveau régime se fait plus ardent, leurs croyances s'affermissent.

Ils voudraient que chaque citoyen, libre de ses opinions, puisse les exprimer ouvertement, que les prérogatives attachées à la naissance ou à la fortune disparaissent, que le pouvoir exécutif ne soit plus aux mains d'un roi ou empereur à

(1) Déclaration des droits de l'homme :

ART. 1. — Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ; les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

ART. 2. — Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation, nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

ART. 6. — La loi est l'expression de la volonté générale, tous les citoyens ont le droit de concourir personnellement ou par leur représentant à sa formation ; elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse ; tous les citoyens étant égaux à ses yeux sont également admissibles à toutes les dignités, places et emplois publics, selon leur capacité et sans autre distinction que celle de leur vertu et de leurs talents.

vie et transmis héréditairement, mais temporairement, aux mains d'un citoyen élu ; que les Chambres, expression du suffrage universel sans entraves ni restriction, soient la véritable voix de la nation ; que les injustices sociales prennent fin ; que le peuple soit instruit ; les pauvres secourus ; que l'Etat et l'Eglise soient séparés, etc.

Telle était la situation politique en Bourbonnais, en 1870, à l'avènement de la Troisième République. Aussitôt les républicains victorieux se mettent en mouvement, mais ils se heurtent à la forte opposition des conservateurs, touchés au vif par leur récent échec et qui, si les grands centres leur échappent, trouvent dans les campagnes une armée nombreuse. Les feuilles républicaines abondent en aveux mélancoliques à ce sujet : « Ah ! certes, il sera difficile de constituer, dans le Bourbonnais, un parti républicain aussi fort que le parti réactionnaire et clérical. Il faut pourtant y arriver. Il faut lutter avec énergie contre tous ces énergomènes de la paix, contre les satisfaits, contre les orgueilleux qui ne veulent ni conciliation, ni transaction. » (*Le Républicain de l'Allier*, du 26 septembre 1870.) « Il n'y a point de naïveté à reconnaître que les populations rurales sont peu éclairées, peu instruites et qu'elles obéissent, en politique, plutôt à leur instinct qu'à leur raison, plutôt à l'exemple qu'à un principe. C'est le malheur de notre époque d'avoir à lutter contre une ignorance aussi vivace, aussi lourde, aussi profonde. Les réformes politiques et les réformes sociales sont presque impossibles quand il faut les faire adopter par une masse compacte d'hommes méticuleux et timorés, comme le sont les habitants de nos villages. Tout ce qui est nouveau pour eux, est mauvais, et ils sont d'autant plus disposés à le penser et à le soutenir que les propriétaires et les citadins riches qui les fréquentent, les entretiennent dans cette croyance avec intention et dans un but facile à deviner. » (*Le Républicain de l'Allier*, 26 novembre 1870.) « En France, il y a deux peuples : celui des villes et celui des campagnes. Sauf de rares exceptions, le premier est progressiste et le second est stationnaire. Les villes, où la lumière se concentre, ont secoué depuis longtemps les jougs et les préjugés de toutes sortes qui accablent

encore les campagnes. » (*Le Républicain de l'Allier*, 5 mai 1871.)

Les métayers bourbonnais, en effet, n'augurent rien de bon de ce nouveau régime qui s'implante au milieu de désastres militaires et réclame des hommes pour défendre la patrie envahie. Jusqu'alors les métayers ont presque tous échappé au service militaire ; comme il durait sept ans, ordinairement sans permissions, on regardait le fils partir presque sans espoir de retour lorsqu'il avait tiré un mauvais numéro ; aussi les parents faisaient l'impossible pour trouver la somme suffisante à son rachat, 1.500 à 2.000 francs. Ils s'adressaient, pour cela, à un remplaçant qui consentait, à ce prix, à partir à la place du jeune soldat ; il y avait aussi des assurances qui, avant le tirage au sort, moyennant le paiement d'une prime, s'engageaient à fournir un remplaçant au conscrit choisi par le sort. Les appels militaires, très restreints d'ailleurs qui, au cours de la guerre de 1870, après la chute de l'Empire, contraignirent quelques enfants de métayers à partir, ne furent pas acceptés dans les campagnes sans récriminations contre la République.

De plus, que va amener ce nouveau régime ? L'Empire a laissé les paysans dans une indéniable prospérité. Continuera-t-elle ou bien sera-t-elle tarie tout à coup ? « L'Empire, dit encore *le Républicain de l'Allier*, a tenu servilement le paysan naïf sous ses maximes effrontées ; il l'a parqué comme un paria, il l'a séquestré au milieu de la civilisation grandissante, il s'est attaché à lui inculquer le respect de son autorité, la foi en la grandeur d'un avenir, croulant néanmoins sous les vices de la dynastie. Il a éloigné de lui la pensée d'une fin éphémère de tout pouvoir, et comme gage de sa splendeur, et de sa magnificence, il lui a ouvert des chemins jusqu'au faite de ses montagnes. Il a pris ses récoltes et lui a rendu l'or à pleines mains. Alors, ça été le bonheur ! Le paysan, comblé de biens et amolli par ce nouveau bien-être, obéissait sans sourciller aux mandarins impériaux. Que lui importaient l'instruction, la défense des droits de l'humanité, l'extension des libertés publiques et de l'égalité civique, il

avait un empereur généreux. » (*Le Républicain de l'Allier*, 15 octobre 1870.)

Le métayer bourbonnais, en effet, sait ce qu'il a gagné sous l'empereur, il ne sait ce qu'il gagnera sous la République ; devant l'incertitude attachée à cette inconnue, il se méfie prudemment et regrette, au fond, le Gouvernement qui apportait dans sa maison un peu d'aisance, grâce à l'ordre social. C'est ce qu'à son tour constate un organe conservateur : « Quand on écarte les apparences et qu'on examine bien l'état de l'opinion on arrive à cette conviction que l'immense majorité est, au fond, dévouée aux idées conservatrices, que le peuple est encore aux traditions catholiques, que les masses aspirent à l'ordre politique par un pouvoir incontesté et que la démagogie est le partage d'une minorité. » (*Memorial de l'Allier*, 21 janvier 1872.)

Aussi aux élections à l'Assemblée nationale du 8 février 1871, tous les candidats conservateurs sont élus avec une forte majorité (1) emportant à peu près toutes les voix des campagnes ; les républicains groupent un nombre de suffrages important qu'ils trouvent surtout parmi les électeurs des villes. Ils gémissent en vain sur « la crédulité des électeurs des campagnes » ; en vain, ils s'élèvent contre les injonctions données aux paysans par les curés et les propriétaires ; elles sont acceptées sans contrainte, car depuis que le droit de vote existe, elle s'exercent naturellement et bien souvent aussi, il convient de le remarquer, le paysan qui ne sait ni lire ni écrire, qui ignore la portée de son acte, va de lui-même prier « son maître » ou son curé de lui indiquer le bulletin qu'il doit mettre dans l'urne.

II

Les conservateurs considèrent alors la République comme

(1) Elections à l'Assemblée nationale du 8 février 1871.

<i>Conservateurs :</i>		<i>Républicains :</i>	
D'Aurelles	51.798 voix	Chantemille	30.466 voix
De Montagnac.....	51.997 —	Cornil	31.940 —
Patissier	51.517 —	Désétivaux	28.945 —
Méplain	52.134 —	Laussedat	28.435 —
Riant	51.174 —	Mallet	27.771 —
Martenot	52.278 —	Mathé	25.729 —
De Montlaur.....	50.624 —	Simonet	28.301 —

un gouvernement mauvais par essence : « La République, chez nous ne ressemble à rien de ce qui s'est vu dans le monde, depuis l'origine des temps. Ce qu'elle veut, ce qui fait son rêve, son idéal, c'est la sauvagerie de Rousseau, c'est l'impiété cynique, antichrétienne et athée de Voltaire : c'est la guerre à Dieu et l'abrutissement de l'homme dans le matérialisme. Dieu supprimé, vaincu et fusillé comme voulait le faire un officier communal, le 21 mars, à Paris ; l'homme fait positiviste, pure matière et brute, voilà ce qu'on appelle aujourd'hui la République. » (*Mémorial de l'Allier*, 16 janvier 1872.) Sans se décourager, les républicains vont entreprendre contre eux une lutte tenace et défendre une politique radicale : « Nous appelons modérés, disent-ils, tous ceux qui, au lieu de compter pour le triomphe de leurs idées sur la force même de ces idées, tous ceux qui, ayant plutôt des aspirations que des convictions, marchent entre tous les partis, dupant les uns, dupés par les autres... Une politique radicale peut seule nous sauver des complots des réactionnaires. Une politique radicale ? C'est-à-dire qu'il faut rompre avec le système du 8 février et, au lieu de comprimer la révolution, la faire. Oui, il faut faire la révolution dans le système administratif, dans le système économique. Il faut introduire de grandes réformes, substituer partout le concours au favoritisme et ouvrir à la démocratie de larges écluses, de sorte que tous les vestiges, plus ou moins déguisés de l'ancienne société, disparaissent. Décentralisation, service militaire obligatoire, instruction obligatoire, séparation de l'Eglise et de l'Etat, impôt progressif sur le revenu, organisation des forces économiques, quel vaste programme, mais aussi quelle urgence. » (*Le Peuple*, 15 novembre 1871.) Le programme est donc fort net. Il s'agit de le faire pénétrer dans la masse paysanne que défendent les conservateurs : prêtres et propriétaires.

Les républicains radicaux trouvent une arme précieuse dans la liberté et la diffusion de la presse. Il suffit, dans chaque village, d'une minorité agissante lisant les feuilles républicaines pour en répandre les idées dans les campagnes jusqu'à ce que, grâce à l'instruction obligatoire, ces feuilles soient lues dans les métairies mêmes.

Dès le début, ils attaquent vigoureusement leurs adversaires. Le clergé doit soutenir les combats les plus rudes et les plus directs qui dureront sans trêve avec une violence croissante jusqu'à la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

L'Indépendant de l'Allier ouvre une chronique anticléricale où, chaque jour, il épanche sa haine. Il tourne le prêtre en ridicule dans sa personne, raille ses manières, son amour du gain, récrimine contre le double paiement qu'il reçoit de l'Etat et de ses fidèles, se plaint amèrement de son influence sur les femmes, les enfants, les paysans ; il salit ses mœurs, dénonce son amour de la domination et le pacte qui le lie aux bourgeois réactionnaires pour mater le peuple à leur profit.

De plus, dans chaque village, en face du curé tout puissant, les radicaux dressent un antagoniste : l'instituteur. Ils se l'attachent en le comblant de leurs faveurs, en demandant pour lui des conditions matérielles meilleures, une augmentation de traitement appréciable et, en revanche, ils lui demandent de former l'esprit des enfants selon leurs principes (1), assurés que s'ils ont les enfants d'aujourd'hui, ils auront les électeurs de demain. Dans les villages où, souvent, une école publique seule existe, avec un instituteur nommé par le préfet, les radicaux exerceront, quand l'instruction primaire sera devenue obligatoire, une influence considérable et, à mesure que les jeunes générations sortiront de cette école, on pourra suivre dans les campagnes le progrès des idées républicaines et radicales.

La lutte contre les propriétaires paraît moins âpre et moins directe, mais elle est menée non moins sûrement. On soustraira facilement le peuple à leur influence en lui montrant comment, partisans de l'ancien temps, ils en désirent

(1) Lorsque l'instituteur en qui ils (les paysans) ont une grande confiance, leur aura démontré avec quelle sollicitude la République s'occupe des intérêts généraux ; quelle fermeté elle apporte dans la répression de tous les abus ; quelle justice dans la distribution des récompenses, quelle générosité dans le soulagement des pauvres et des déshérités, ils reviendront à elle et ils n'auront que du dégoût et du mépris pour les régimes monarchiques qui ne peuvent durer sans armées permanentes, sans grands seigneurs, sans luxe, sans dilapidations, et partant sans l'oppression des faibles, ni sans corruption. (*Le Républicain de l'Allier*, 26 novembre 1870.)

le retour pour retrouver des privilèges en rapport avec leur fortune. On répétera à satiété toutes les misères qui se sont abattues sur le peuple en cet ancien temps, tous les impôts qui le frappaient, tous les excès commis à son détriment, en un mot on rendra odieux le passé et à la fois ceux qui le défendent. Voici un article examinant toute l'évolution historique depuis le moyen âge, qui permet de bien comprendre le procédé et la manière d'arranger les faits pour qu'ils rendent pleinement l'effet cherché :

« Dans l'ancien temps, nos pères étaient des hommes malheureux sous la domination des seigneurs. Ils étaient attachés à chaque domaine et se vendaient avec la terre, comme le cheptel d'aujourd'hui. C'est vous dire qu'on les traitait comme de pauvres animaux. Tout désir du seigneur pour bâtir des châteaux, qu'ils entouraient de murs élevés. On gagnait très peu d'argent. Aussi était-on obligé de manger du pain qui n'était pas fait avec de la farine de blé ou de seigle, mais avec de la farine d'avoine, comme aujourd'hui les chevaux. On prélevait de très lourds impôts que les percepteurs de l'époque vous réclamaient en vous menaçant de coups de bâtons. Si, malgré l'emploi de ces moyens-là, vous ne pouviez pas payer, le seigneur vous confisquait vos outils ou les faisait vendre. Il n'y avait pas de loi pour fixer les impôts... Nos pères étaient appelés serfs (ce qui signifie presque esclaves), manants, roturiers, vilains surtout. Autour des châteaux, il y avait de grands fossés marécageux, peuplés de grenouilles qui, par leurs cris, empêchaient le seigneur de dormir. Alors on envoyait chercher des vilains pour la corvée et ces malheureux, armés de gaules, passaient leur nuit à frapper l'eau, afin que le sommeil du seigneur ne fût pas troublé. C'était avilissant, mais il fallait marcher car, au carrefour d'un chemin, voisin du château, il y avait une potence où l'on pendait ceux qui refusaient d'obéir, afin de servir d'exemple aux autres. Les seigneurs ne craignaient que les prêtres, qui les menaçaient de l'enfer et les privaient de l'absolution de leurs péchés s'ils ne marchaient pas selon le désir de l'Eglise. C'est dire que les curés de ce temps-là avaient un grand pouvoir et qu'ils faisaient ce qu'ils voulaient. Quand les serfs récoltaient du blé ou autres denrées, il fallait payer la

dîme aux curés ; puis c'étaient les droits du seigneur ; puis encore des moines et des capucins qui quêtaient et prenaient tout ce qu'ils jugeaient utile sans qu'on puisse les en empêcher... Un jour, des hommes comme Jean-Jacques Rousseau, Voltaire, Diderot, écrivirent des ouvrages où ils racontèrent les infamies de leur époque et firent connaître certaines idées qui se propagèrent vite dans toute la France... En 1789, la révolte fut terrible : les seigneurs épouvantés s'enfuirent à l'étranger. Les châteaux devenus inutiles furent brûlés ou rasés jusqu'à terre. Les Etats Généraux qui représentaient la Chambre des Députés de l'époque refirent la société sur de nouvelles bases. Ils déclarèrent que tous les hommes étant égaux à leur naissance, ils devaient jouir dans la société de droits égaux, que la même liberté devait exister pour tout le monde : on fit de nouvelles lois basées sur ces trois mots : Liberté, Egalité, Fraternité. On créa des écoles pour instruire les enfants du peuple, on institua des tribunaux pour rendre la justice. Cependant on avait conservé le roi de France. Mais, un jour, ce roi cherche à rendre aux seigneurs tous les droits qu'on leur avait enlevés. Il fut arrêté au moment où il se rendait à l'étranger pour se mettre à la tête des seigneurs émigrés et d'une armée ennemie, afin de renverser les manants qui s'étaient constitués en société. Le roi fut condamné à mort pour avoir trahi sa patrie et on décida qu'on ne le remplacerait pas. La République fut proclamée en 1792. Un ambitieux, du nom de Bonaparte, trahit la République et se fit nommer empereur. D'autres rois, aidés de leurs partisans, régnèrent après lui : la République fut de nouveau proclamée en 1848 ; nous lui devons le suffrage universel. Celle-ci fut également trahie par un Bonaparte qui nous amena l'invasion des Prussiens. Enfin, en 1870, la République fut proclamée pour la troisième fois. Si tous les paysans connaissaient bien l'histoire de France, tous seraient républicains, voulant rester libres. Les membres des familles royales ont conservé le désir de revenir sur le trône ; en cachant tous leurs crimes, ils se sont faits des partisans qui se prétendent les seuls capables de défendre nos intérêts et qui nous demandent de les élire dans nos conseils. Leur seul but est de s'emparer du pouvoir pour nous faire revenir à l'ancien temps.

Les nobles, barons ou marquis et tous les bourgeois qui voudraient être nobles, ne désirent que cela... Le curé, remarquez-le, voudrait aussi le retour à l'ancien régime. Il est l'ami de tous ces « messieurs ». (*L'Indépendant de l'Allier*, 18 mars 1855.)

En face de ces temps néfastes, on dresse l'image de la République qui arrive, enfin, avec un amour véritable pour le peuple et qui rêve de lui donner l'instruction, d'améliorer son sort, de soutenir sa vieillesse, etc...

Peu à peu, ces idées cheminent parmi les métayers. S'ils rassemblent leurs souvenirs, s'ils s'en rapportent aux récits de leurs pères, ils savent qu'autrefois le pain était mauvais, l'argent rare. Sans doute, cette situation s'est beaucoup modifiée sous l'Empire, mais qu'importe, puisqu'elle s'améliore encore et que les affaires continuent à prospérer. Ils abandonnent donc la défiance avec laquelle ils accueillaient la République.

Aux élections législatives de 1885 les républicains voient toute leur liste élue (1). Ils gagnent un grand nombre de voix dans les villages, parmi les commerçants, artisans, petits fonctionnaires : facteurs, cantonniers, journaliers, qui sont les premiers travailleurs des champs qui votent pour eux, mais ils n'acquièrent nettement des voix paysannes qu'à partir de 1893. Dès lors, le parti conservateur lutte en vain. Il triomphe quelquefois dans les élections municipales, les élections aux conseils généraux, par l'influence personnelle d'un riche propriétaire candidat, mais dès qu'il se présente sur le terrain plus large des élections législatives, il échoue. Ce n'est pas à dire que toutes les voix paysannes lui soient retirées ; elles restent encore appréciables, provoquent souvent

(1) Elections législatives d'octobre 1885.

Inscrits : 117.919. — Votants : 93.622. — Suffrages exprimés : 92.319. — Majorité absolue : 46.160.

Liste républicaine
et radicale

Preveraud	50.919
Mathé	50.652
Simonnet	49.924
Aujame	49.814
Labussière	49.082
Rondeleux	48.928

Liste réactionnaire

Martenot	38.600
De Garidel....	38.223
Belin	38.153
De Las Cases..	38.071
Des Horts....	37.888
De Nicolay....	37.827

Liste ouvrière

Dormoy	2.498
Lafargne	2.381
Mellier	2.137
Morel	2.112
Dereure	2.094
Souchet	2.024

des ballotages, mais, dans l'ensemble, elles vont en diminuant. Il faut reconnaître d'ailleurs que les programmes conservateurs, qui se teignent d'un républicanisme tardif, sont d'allure assez peu entraînante. Ils parlent surtout de la prospérité nationale, ne promettent qu'à demi, afin de pouvoir mieux tenir et s'en remettent au bon sens et au jugement des électeurs. Ce n'est point ainsi qu'il faut parler au peuple pour le convaincre.

Les radicaux ont donc gagné la bataille ; mais s'ils ont trouvé le moyen de soustraire les métayers à l'influence des curés et des propriétaires et d'abattre les murailles conservatrices, ils ont rendu le passage possible pour d'autres qu'eux. Et, en effet, à côté de la propagande radicale, un autre a surgi. Dès 1885 les socialistes présentent des candidats ; ils obtiennent très peu de voix, et les paysans les considèrent comme des utopistes hâbleurs. Toutefois, les milieux ouvriers de la région montluçonnaise les accueillent plus favorablement. En 1889, ils y emportent leur premier siège et, de là, commencent à rayonner sur le reste du département. Les radicaux s'opposent de leur mieux à leur action mais, sentant les sympathies des masses se porter bientôt vers ces nouveaux venus, ils deviennent eux-mêmes radicaux-socialistes. On peut suivre cette évolution étape par étape, de 1885 à 1893, dans les journaux radicaux de la région. Après les vives attaques avec lesquelles ils accueillent les candidats socialistes de 1885 « paresseux et noceurs qui ne voulant ni de la République ni de la monarchie, travaillent à révolutionner la nation dans un but que chacun devine (1) », ils reconnaissent la justesse des observations de Jaurès répondant au Président du Conseil que « le mouvement socialiste vient du fond même des choses, qu'il prend sa source dans les souffrances du peuple », que « dans notre France républicaine, il est sorti de la forme même du gouvernement républicain et de la situation économique du pays (2) » et, finalement, ils s'imprègnent de socialisme qui signifie : « solidarité, assistance, fraternité » (3) . Ils n'en adoptent guère que le nom et les pro-

(1) *L'Indépendant de l'Allier*, 24 septembre 1885.

(2) *L'Indépendant de l'Allier*, 28 novembre 1893.

(3) Id.

grammes radicaux socialistes ne font que répéter les programmes radicaux : lutte religieuse, impôt sur le revenu, école laïque, etc. ; les problèmes ouvriers sont laissés dans le vague. Mais les métayers, par les journaux qu'ils lisent maintenant, prennent conscience du mouvement social, des grèves, des coalitions entre ouvriers et patrons. Le service militaire obligatoire, en sortant les jeunes gens de leur milieu, en les plaçant quelquefois dans des centres ouvriers importants, en les mettant en contact avec des travailleurs d'usine socialistes et syndicalistes, leur inculque quelques idées nouvelles. Aussi des aspirations socialistes, quoique vagues, se font vite jour à côté de leurs croyances républicaines. Ils n'ont rien à en craindre et tout à y gagner : « Les bourgeois ont horreur du socialisme, parce qu'ils craignent pour leur tranquillité, pour leurs biens, pour leurs rentes ; mais nous n'avons rien à craindre, nous, toutes nos rentes étant au bout de nos bras, nous pouvons toujours voir (1). »

III

Ces luttes politiques n'ont pas été sans influence sur le métavage lui-même. La soustraction du métayer à l'ascendant du propriétaire conservateur a provoqué, souvent, des tiraillements et rendu les rapports entre eux plus difficiles. Dans l'intérieur de quelques métairies, les discussions politiques éclatant, surtout entre les vieillards partisans de l'ancien temps malgré tout, et les jeunes gens épris de nouveautés furent une dernière cause de désunion et de dissolution pour des communautés ou des sociétés de travail qui avaient subsisté jusque-là.

La grande voix de la Révolution étant enfin parvenue jusqu'à lui, à travers la propagande républicaine, le métayer a pris conscience de ses droits d'homme et de citoyen. Il apprend à voir autour de lui les injustices sociales, dont on parle tant, et il finit par les découvrir jusque dans son contrat de métavage. Durant les longues séances de travail aux

(1) Emile Guillaumin. *La Vie d'un simple*, p. 303.

champs, durant les veillées d'hiver, il y réfléchit ; il se trouve écrasé par des charges diverses : l'impôt colonique, la main-d'œuvre plus rare et plus chère, etc... et ses espérances religieuses affaiblies, il juge sa vie sans plaisirs, il se décourage, il se révolte (1).

Et, grâce à l'instruction primaire qu'ils ont reçue, au service militaire qui leur a ouvert des horizons, les jeunes commencent à désertier la terre. Son travail rude et malpropre leur répugne ; ils envient le petit employé, ou fonctionnaire, qu'ils voient travailler à heure fixe à une occupation peu pénible, souvent avec l'assurance d'une retraite et ils s'efforcent d'obtenir un de ces emplois, plus nombreux qu'autrefois. Ils deviennent cantonniers, facteurs, employés de chemins de fer, gendarmes, etc. ; d'autres sont serviteurs de maison bourgeoise ; quelques-uns plus rares, attirés par les salaires élevés, s'embauchent dans les usines et dans les mines. Les femmes elles-mêmes aspirent à s'établir dans les bourgs et dans les villes.

Cette désertion de la terre, sans être trop intense, raréfie cependant la main-d'œuvre, déjà peu surabondante ; les gages

-
- (1) Et j'sons pas pus rich's un coup qu' l'autre...
Vous comp'rnez-tu d'là qu'ça d'vint ?
Bon Ghieu ! j'veous jur' qu'voué pas d'nout faute :
J'nous soignons mal, j'buons point d'vin.

Voué quand même trist : depis l'bas âge
D'trimer tout le temps pus d'son chien d'saoul
D'passer sa vie en esclavage,
D'vieillir malh'reux, d'mourir sans l'sou.

Nout' travail sert, on peut y dire,
Qu'à faire feugnanter queuqu's gargans...
Ah ! j'ons-tu ben l'droit d'les maudire
Tous ceux ch'tits bourgeois arrogants.

Faudrait pourtant ben qu'ça finisse
Et si j'étions pas si badauds,
Au yeu d'endurer l'injustice
J'y laisserions leurs terr's su' l'dos...

Ça vindra pt'êt ! Dans la jeunesse,
Aujord'hui l'jour, y'a des malins,
Des roug's qu' laissent d'couté la messe
Et qu' respectont guère les chat'lains.

E. Guillaumin. *Ma Cueillette : Cri d'esclave* (1902).

et les salaires haussent ; les machines perfectionnées viennent suppléer au manque de bras, mais comme ainsi que les gages elles sont payées par le métayer seul, ses charges sont loin de diminuer.

CHAPITRE II

.....

Le Mouvement Syndical et la Diffusion des Idées Socialistes

- I. — *Historique du syndicalisme paysan en Bourbonnais. Les syndicats de bûcherons. Les syndicats d'agriculteurs. Michel Bernard ; le syndicat de Bourbon et ses sections ; Emile Guillaumin. La Fédération des Travailleurs de la Terre ; le Travailleur rural ; le projet de grève générale ; le bail type de métayage. Décroissance du mouvement syndical. Les syndicats mixtes chrétiens.*
- II. — *Les revendications syndicales : suppression du fermier général, de l'impôt colonique, du remboursement de cheptel, des servines et redevances diverses ; réglementation des charrois ; réfection des maisons insalubres et des chemins ruraux ; refonte du contrat de métayage. Echec de ces revendications. Causes de cet échec.*
- III. — *Comment les syndicats ont contribué à la diffusion des idées socialistes. Les élections législatives de 1910 et 1914. Les idées socialistes des métayers ; les idées néo-malthusiennes.*

I

Dès 1891, les bûcherons du Cher s'étaient organisés en syndicats, sans esprit révolutionnaire, pour obtenir la hausse de leurs salaires, et le mouvement s'étendit en Nivernais. En 1899, il reprend dans le Cher, sous l'influence des Bourses de Travail et des idées socialistes. Vers 1900, les bûcherons de la forêt de Tronçais, située en Bourbonnais, aux limites du Berry, fondent un syndicat à Lurcy-Lévy. Dix autres syndicats de bûcherons se forment peu à peu dans la région. A la suite de la tenue du V^e Congrès national des bûcherons, à Lurcy-Lévy, les 1^{er} et 2 septembre 1906, quatre nouveaux syndicats prennent naissance. Tous ont amené le relèvement des salaires et comme souvent les ouvriers bûcherons syndiqués sont en rapport avec les métayers, abandonnent parfois l'été leur chantier des bois pour le travail des fauchaisons et des moissons ; ils ont aidé à répandre dans les campagnes les idées syndicales.

En 1900, un premier syndicat de cultivateurs, qui restera toujours indépendant, se fonde à Buxières-les-Mines. En 1904, un ouvrier maréchal collectiviste fonde, à Gennetines, près de Moulins, un syndicat d'ouvriers agricoles. Cette même année, un mouvement plus général se prépare sous l'impulsion d'un jeune cultivateur de Bourbon, appartenant à la classe des petits fermiers exploitants : Michel Bernard, âgé d'une trentaine d'années. Persuadé que le syndicat est le seul moyen de faire disparaître les misères et les abus dont souffrent les métayers, il se décide à l'action, après avoir longtemps réfléchi. Durant l'hiver 1903-1904, il prépare son futur apostolat, en cachette de sa famille, lui fait part un jour de ses projets et, sur son approbation, il invite à une réunion privée vingt de ses camarades. Dix seulement répondent à son appel, emmenant cinq autres, non invités. Ils accueillent froidement ses explications, s'échauffent peu à peu et, fina-

lement, lui donnent leur adhésion (1). Deux cents proclamations sont envoyées pour une prochaine réunion ; le 27 mars 1904, le syndicat de Bourbon est fondé avec 90 adhérents et M. Bernard comme président. Une active propagande étant décidée, les dimanches suivants les membres du bureau parcourent trois communes environnantes, entraînent partout des recrues et créent deux sections nouvelles ; la troisième commune, d'importance secondaire, se rattache provisoirement à Bourbon. Le syndicat obtient alors d'un commerçant d'engrais un tarif inférieur aux cours ordinaires et fait, pour ses membres, des commandes collectives de vin à des prix avantageux. La période des grands travaux agricoles force les propagandistes à interrompre leurs tournées de conférences. Le syndicat recrute quelques adhérents attirés par l'avantage des commandes de vin et enregistre quelques démissions. En octobre 1904, il compte 203 membres ; son état financier est peu brillant ; les cotisations de 0 fr. 50 par mois n'arrivent pas à couvrir les premiers frais.

(1) M. Bernard raconte lui-même ces débuts dans une lettre à E. Guillaumin, de la façon suivante : « Depuis que je me rappelle, je suis toujours été un ennemi de ceux qui par leur morgue et surtout leur orgueil voulaient nous subjuger et nous écraser. Mais cette antipathie ne prit définitivement corps que lorsque je fus revenu de faire mes trois ans de service militaire. Dans les premières années de mon retour, l'idée syndicale n'était pas encore bien définie en moi... Il y a environ 4 ans, je vis nettement que, pour nous émanciper du joug qui nous accablait de plus en plus, il n'y avait qu'un moyen : s'unir, se grouper, se syndiquer... C'est alors que je me suis mis à étudier les paysans de Bourbon : je leur parlais souvent de syndicat, de groupement, de révolte pour ainsi dire, contre les fermiers généraux surtout. Bien souvent je me suis buté à l'ignorance complète ; bien souvent aussi j'apercevais au fond de tous ces cœurs durcis par les peines, la crainte, la peur de ces capitalistes, qui à force de les faire souffrir et de les tenir dans l'ignorance, avaient fait de ces malheureux des machines à travailler et non des êtres pensants... Cependant peu à peu, et sous l'impression de quelques-uns dans les plus jeunes et les plus intelligents, cette idée de syndicat germait. Alors, patiemment, je me mis à préparer les statuts et tout ce que je voulais dire, le jour où je les réunirais. Je fis cette préparation l'hiver 1903-1904, j'avais terminé à la fin de février. Tout cela je l'avais fait dans le plus grand secret, me cachant même de chez nous, car tout en étant très partisan de cette idée, ma famille aurait pu m'arrêter, prétextant que j'entreprenais plus que je ne pouvais faire. Lorsque tout fut prêt, je montrais à mes parents ce que j'avais fait et, contre mon attente, je fus très applaudi. Huit jours après, d'accord avec eux, je convoquai à une réunion une vingtaine d'hommes parmi ceux que je croyais les plus sûrs. Hélas une première déception m'attendait. De ceux que j'avais convoqués, une dizaine à peine se présentèrent. Enfin devant une quinzaine de personnes, j'expliquai de mon mieux ce que j'espérais faire avec leur concours. La froideur qui d'abord m'avait accueilli se dissipa et c'est avec une certaine animation que cette première réunion se termina... »

Avec l'hiver qui laisse aux agriculteurs des loisirs relatifs, M. Bernard rédige une brochure de propagande. Une conférence donnée dans une commune rurale importante, près de Bourbon, amène la création d'une nouvelle section le 26 février 1905. C'est là que les syndicalistes gagnent M. Emile Guillaumin, homme de lettres paysan. Pâtre dans sa jeunesse, domestique de ferme, cultivant plus tard avec son père le bien familial, il avait depuis longtemps ressenti plus profondément sans doute que la masse, grâce à sa vive sensibilité, toutes les souffrances des métayers, vu les abus qui les frappaient, rêvé le relèvement de leur sort (1). Il sera, après M. Bernard, le plus marquant des syndicalistes ; c'est lui qui assurera la publication du *Travailleur rural*, la rédaction des manifestes et s'efforcera d'y maintenir, sans pouvoir toujours à parvenir, un ton d'exactitude et de pondération (2).

Quelque temps après, suivant les renseignements fournis par le professeur départemental d'agriculture, M. Bernard organise une caisse de crédit agricole mutuel, destinée à consentir des prêts aux membres du syndicat momentanément

- (1) Mon village est surtout pays de terriens,
— Pauvres gens qu'on harcèle et qu'on pressure encore, —
Leur culture en progrès, est belle et les honore.
Mais ils servent de proie à des pharisiens...

Pliant trop humblement devant leurs rudes maîtres.
Point sots, mais ignorant l'union qui rend forts,
Le labeur journalier absorbant leurs efforts,
Ils sont esclaves presque autant que leurs ancêtres

Je voudrais voir un jour s'unir tous les ruraux
Pour dire qu'il y a trop longtemps qu'on les gruge,
Et fermes, demander enfin qu'on leur adjuge
Un salaire en rapport avec leurs durs travaux.

E. Guillaumin. *Ma Cueillette* : *Mon village* (1898).

- (2) Voici les conseils qu'il donne aux jeunes dans le n° 1 du *Travailleur rural* :
« Il ne suffit pas de constater que les travailleurs de la terre sont exploités et de le crier aux jours de grande fatigue et aux jours de « bombe » ; il faut que vous deveniez aussi instruits, plus s'il est possible que vos futurs exploités ; il faut que vous soyez aptes à discuter avec eux sur un pied de vraie égalité, en hommes conscients de vos droits et de vos devoirs et en mettant la raison de votre côté ; il faut que vous valiez mieux qu'eux. Mettez à profit pour la lecture et pour l'étude les loisirs de la saison d'hiver. Quand on verra dans toutes les fermes, dans toutes les chaumières, en plus de la lampe familiale la lueur de la petite lampe du travailleur solitaire penché sur ses papiers, sur ses livres ; quand on verra dans toutes les communes, les jeunes gens fonder des bibliothèques et s'en servir, alors, mais alors seulement, nous serons prêts d'aboutir. »

ment gênés et surtout à faciliter par ses avances les achats collectifs de marchandises et la fondation d'un magasin coopératif.

Le 25 mars a lieu la première réunion générale. M. Bernard est réélu président et on décide la fondation du magasin coopératif. Provisoirement, une personne bien intentionnée offre gratuitement un local pour déposer les marchandises et un syndiqué, moyennant un salaire annuel de 200 francs, consent à procéder aux livraisons les mercredi, dimanche et jours de foire. Ce magasin est ouvert le 12 avril et son succès s'affirme dès le début.

D'autres conférences amènent le détachement de la section peu importante rattachée primitivement à Bourbon ; elle s'érige en section indépendante. Au mois d'août 1905, le syndicat de Bourbon, avec ses quatre sections, groupe 270 membres.

Précédemment, en dehors de ce mouvement, le 2 avril 1905 les cultivateurs de Lusigny, mécontents de leur sort, après une conférence du professeur départemental d'agriculture, avaient formé un syndicat et leur exemple avait été suivi dans deux autres communes de la même région.

Encouragés par le succès que rencontre l'idée syndicale, les syndicats de Bourbon et de Gennetines entretiennent alors des relations suivies et projettent de réunir tous les syndicats de cultivateurs de l'Allier en fédération. Ils font, en ce sens, une propagande active par affiche et manifeste (1) et, le 3 décembre 1905, à l'Hôtel de ville de Moulins, se trouvent représentés les syndicats de Gennetines, Bourbon et ses quatre sections, Lusigny et les deux autres syndicats fondés à son exemple. Le secrétaire de la Fédération nationale des bûche-rons assiste à cette réunion. On y fonde la « Fédération des Travailleurs de la Terre » avec, comme organe, un bulletin trimestriel : « *Le Travailleur rural* », dont le premier numéro, tiré à 2.000 exemplaires, devait paraître en février 1906.

(1) Pièces justificative n° 13.

Forts de cette union, les syndicats vont connaître alors un moment de vitalité étonnant. A la deuxième réunion de la Fédération, en avril 1906, deux adhésions de syndicats nouveaux sont enregistrées, six à celle d'octobre. C'est alors qu'un grand coup est envisagé pour 1909 : si les propriétaires ou les fermiers ne consentent pas à accorder les améliorations demandées par les syndicats, on déclarera la grève générale. A cet effet, on projette l'impression d'une nouvelle affiche et d'un manifeste (1). Cette propagande provoque la création de vingt syndicats dans la région de La Palisse. La Fédération comprend alors 37 syndicats, compte 1.800 cotisants et si la progression continuait normale, pourrait espérer voir leur nombre passer, en deux ans, à 4 ou 5.000. Mais le mouvement syndical est à son apogée. A la réunion du 12 avril 1907, les délégués des syndicats de La Palisse, fondés à l'annonce du grand coup, demandent que celui-ci soit avancé d'un an. Devant la tiédeur qui accueille leur proposition, ils se retirent déçus. A partir de cette date, des démissions vont se produire, compensées, pendant quelque temps, par des adhésions nouvelles qui produisent un stationnement relatif. D'ailleurs, la Fédération jouit d'une situation financière satisfaisante et *le Travailleur rural*, dont l'exercice de début se clôturait par un déficit de 47 fr. 20, accuse maintenant un excédent de plus de 200 francs. A la réunion du 15 novembre 1907, on fonde une caisse mutuelle contre la mortalité du bétail qui n'eut jamais qu'une existence illusoire.

Le grand coup de 1909 est toujours à l'ordre du jour. Le 14 février 1908, une réunion extraordinaire doit étudier les moyens les plus propres à sa réussite. Mais, à mesure que la date approche, les syndiqués se montrent moins ardents. Le premier emportement passé, l'enthousiasme refroidi, ils réfléchissent aux conséquences de la grève ; ils atermoient et sont d'avis qu'il faut tenter auparavant un essai d'entente avec les propriétaires. Ceux-ci sont donc invités à la réunion du 30 octobre afin d'y discuter les clauses d'un bail modèle ; à ce propos un manifeste est distribué aux syndiqués. Les pro-

(1) Pièce justificative n° 14.

priétaires indisposés par son ton violent ne se présentent qu'au nombre de sept ou huit à la réunion. Une seconde réunion est projetée ; elle a lieu le 27 novembre. Vingt à vingt-cinq propriétaires sont venus. Une commission mixte, composée de quatre propriétaires et quatre métayers est nommée afin d'élaborer un contrat de métayage type. Elle se réunit le 18 décembre 1908 et le 8 janvier 1909. Dix mille exemplaires du bail type adopté (1) sont répandus dans les campagnes, en même temps qu'un second manifeste (2). La presse régionale discute abondamment sur ce bail et la Fédération paraît avoir remporté la victoire. Ce n'est qu'un semblant de victoire : les propriétaires qui ont répondu à l'appel de la Fédération sont une petite minorité qui n'a reçu aucun mandat pour représenter la classe tout entière, et le bail type ne sera jamais appliqué ; d'autre part, devant la longueur des débats, les concessions finalement accordées par les propriétaires membres de la commission mixte, l'arme syndicale s'est émoussée : on ne parle plus du grand coup.

L'année 1909 s'écoule dans le calme, sans que la grève éclate. Les réunions de mars et septembre 1909 constatent chaque fois de nouvelles démissions. Il en est de même en mars 1910. La fièvre du début est tombée ; les dirigeants sont découragés de ne pas trouver chez les syndiqués l'énergie et l'attachement qu'ils escomptaient ; les syndiqués sont las d'attendre encore des résultats qu'ils espéraient immédiats. A cette époque, plusieurs syndicats, qui n'ont pas donné encore leur démission sont dissous en fait ; plusieurs autres languissent. L'exercice du *Travailleur rural* est en déficit de 92 francs, alors que l'année précédente il donnait un excédent de 230 francs. A la réunion de mars 1911, 17 syndicats seulement sont représentés, six excusés, sept absents sans excusés. Dans le numéro du *Travailleur rural*, de juin 1911, M. Bernard déclare que ses efforts sont inutiles, que le mouvement syndical a échoué dans son but d'émancipation, que la Fédération doit disparaître. E. Guillaumin tout aussi désillusionné propose cependant le maintien de la Fédération. Son avis fut

(1) Pièce justificative n° 16.

(2) Pièce justificative n° 15.

suivi, mais le *Travailleur rural* disparaît : il doit être remplacé par un bulletin annuel. A la réunion du 17 mai 1912, six syndicats sont représentés : les syndiqués se retirent sans délibérer. La même année, à une dernière réunion, 12 syndicats sont représentés, 5 excusés, tous les autres absents sans excuses. Le bulletin annuel est maintenu, mais il ne parut pas. C'est la fin du mouvement. Les syndicats conservent encore quelques militants fidèles et se désagrègent peu à peu. Seuls ceux qui ont fondé des œuvres coopératives, et ils sont au nombre de huit, continuent à jouir d'une certaine prospérité, grâce aux avantages pécuniaires que leurs membres y trouvent, mais le bien fédéral disparaît et chacun reprend une vie indépendante.

Pour combattre les tendances révolutionnaires de ces syndicats, dans la région de Moulins, M. Chambron, ingénieur agronome et M. Milcent, administrateur de la Société des Agriculteurs de France avaient fondé quelques syndicats mixtes chrétiens avant pour but de « travailler à l'union des classes, en améliorant librement la situation morale, matérielle, économique des agriculteurs, en groupant propriétaires, métayers et ouvriers. » Ils avaient inscrit à leur programme la création de conseils syndicaux de conciliation et d'arbitrage, l'établissement d'un salaire minimum pour les ouvriers agricoles, l'assurance professionnelle contre la maladie, les accidents, la vieillesse, la fondation de sociétés de production, de crédit, etc... » Ils durent bientôt s'avouer vaincus devant la défiance des métayers et le peu d'encouragement qu'ils recevaient des propriétaires, effrayés de leurs concessions.

II

Sans nier les résultats importants donnés par les magasins coopératifs, caisse de crédit agricole, etc... (1), créés par certains syndicats qui vivent encore, si l'on considère le

(1) Ce côté a été spécialement étudié par M. L. Lamoureux. Les Syndicats agricoles, leur œuvre coopérative et la mutualité agricole dans le Bourbonnais. Thèse. Paris. 1914.

but dans lequel les syndicats étaient fondés, l'ensemble des revendications qu'ils ont formulées, les améliorations insignifiantes qu'ils ont obtenues, on peut dire qu'ils ont échoué. Beaucoup de syndicats n'ont jamais fait de coopération et pour ceux qui l'ont pratiquée elle ne constituait que la seconde partie de leur programme. M. Bernard fonde le magasin coopératif de Bourbon, surtout pour retenir les syndiqués par des avantages matériels immédiats : « Dès les premières réunions, écrit-il, il fallut se rendre à l'évidence, constater que pour obtenir des diminutions, il faudrait batailler longtemps, et que, de ce fait, beaucoup de ceux qui nous avaient suivis se lasseraient de payer une cotisation sans en retirer d'avantages... Pour ces raisons, le Conseil d'administration proposa de se rabattre sur la deuxième partie du programme, c'est-à-dire de pratiquer sans retard l'achat en commun de diverses marchandises. Cette proposition, malgré quelques controverses, fut assez bien accueillie et finalement adoptée. »

Avant de songer à la coopération, en effet, les métayers ont un programme autrement important et chargé dans la lutte contre les abus auxquels ils attribuent les causes de leur misère : suppression du fermier général parasite, de l'impôt colonique, du remboursement de cheptel, des servines et redevances diverses, des réserves, réglementation des charrois, réfection des maisons insalubres et des chemins ruraux, refonte du contrat de métayage vicié en un contrat entre deux associés égaux dont l'un ne soit plus avantagé au détriment de l'autre.

Il faut lire quelques numéros du *Travailleur rural* pour comprendre la haine des métayers contre le fermier général, ainsi appelé parce qu'il afferme plusieurs domaines ou toute une propriété, pour le distinguer du fermier exploitant. Il devient en quelque sorte la personnification de tous les abus. Les métayers lui reprochent sa morgue, sa dureté, souvent sa malhonnêteté, les mille formes sous lesquelles ils les pressent pour retirer de sa ferme le plus de bénéfices possible. C'est lui qui, par son introduction entre le propriétaire

et le métayer, a faussé tout le régime ; il faut que ce « parasite inutile » disparaisse et que le propriétaire s'entende directement avec le métayer ou l'accepte comme fermier exploitant. Cette haine éclate dans la pétition que la Fédération adresse au Ministère de l'Agriculture, demandant que les fermiers généraux soient imposés d'une patente, comme si, au cas où elle eût été appliquée, le fermier n'eût pas trouvé le moyen indirect de l'éviter, soit en exigeant du propriétaire une diminution de fermage, soit en augmentant les charges du métayer. D'ailleurs, devant la ferme attitude des fermiers, cette patente ne pût être introduite.

Il est certain que, surtout depuis leur multiplication, précédemment décrite, les fermiers généraux ont été, en général, beaucoup plus durs pour les métayers que les propriétaires. Souvent, paysans enrichis, ils ont gardé la rudesse de leur première origine, ils y joignent la hauteur des parvenus et le métayer, jaloux, ne comprenant pas comment ils se sont enrichis alors que lui est resté pauvre, les méprisent en attribuant l'origine de leur fortune à des bénéfices malhonnêtes. A côté de ces fermiers rapaces, il ne manque point encore de fermiers plus doux dont les métayers sont les premiers à reconnaître les services, mais il suffit de l'authenticité indéniable de quelques faits abusifs reprochés aux premiers et dont les exemples sont rapportés en abondance au *Travailleur rural* (1) pour justifier une haine toujours plus vivace pour le fermage général tout entier.

L'impôt colonique et le remboursement de cheptel ont été examinés déjà plus haut. Les syndicats avaient vu que la concurrence et les surenchères étaient la cause première du développement de ces institutions. En vain ils engagèrent leurs membres à cesser entre eux toute intrigue ; poussé par son intérêt personnel, aucun ne se souvint, au moment voulu des recommandations édictées dans l'intérêt général. Et, à ce propos, on peut soutenir que même si l'impôt colonique venait à être supprimé par le propriétaire, tant que la concurrence subsistera autour d'une métairie, les métayers

(1) Pièce justificative n° 17.

eux-mêmes le rétabliront sous un autre nom ou une autre forme.

D'après l'enquête menée par les syndicats, vers 1907, le remboursement de cheptel varie de 500 à 5.000 francs, suivant l'importance des métairies. Comme le métayer rentrant n'a ordinairement pas l'argent nécessaire pour effectuer les forts remboursements, le propriétaire ou le fermier le lui avance, à intérêt (4 o/o généralement) qu'il retient en réglant le compte de l'année colonique et qui diminuent d'autant la part de bénéfices du métayer. Aussi cet usage devient vite impopulaire et les syndicats bataillent pour le retour aux pratiques anciennes : estimation du cheptel à l'entrée du métayer, estimation à sa sortie, partage du bénéfice ou de la perte par moitié et paiement de la part de plus-value du sortant par le bailleur.

La suppression des servines et redevances diverses (beurre, fromages, pommes de terre, etc...), paraît moins admissible. Quoique ces servines soient plus fortes dans les baux actuels qu'ils ne l'étaient autrefois, elles sont loin d'avoir augmenté proportionnellement à la valeur des produits qu'elles représentent. Anciennement la menue volaille, les œufs, le laitage abandonnés au métayer ne constituent pas, pour lui, un avantage énorme à cause du peu d'importance de l'élevage des volailles, de leur bas prix de vente, de la faible quantité de laitage que donnent les vaches de mauvaise race et mal nourries. Au cours du siècle, les choses changent ; l'élevage des volailles, surtout, qui se fait souvent en prenant la nourriture sur les provisions communes, est jugée excessive par beaucoup de propriétaires et fermiers, aussi, à partir de 1900, certains baux spécifient qu'à l'avenir toute la menue volaille sera à moitié. Comme, grâce aux cultures nouvelles, le métayer prend pour sa nourriture la quantité de pommes de terre qu'il juge nécessaire, il ne faut pas s'étonner que le même propriétaire ou fermier en exige une part équivalente. Les syndiqués, cependant, constatant que les frais d'entretien de matériel, achat de machines agricoles, paiement de gages et de salaires augmentent con-

sidérablement pour le métayer, estime que l'abandon total des menus produits est pour lui une compensation nécessaire et légitime.

Les réserves, depuis l'époque où nous les avons décrites, n'ont pas diminué, au contraire, et dans nombre de grandes propriétés affermees à un fermier général, une réserve a été constituée à son profit. Le métayer, gêné par l'abondance de ses travaux, l'insuffisance et le haut prix de la main-d'œuvre, exécuté avec répugnance une besogne qui ne lui rapporte rien.

Les charrois que les syndicats appellent improprement « coryées » sont dans les baux modernes beaucoup plus qu'autrefois exigibles par le propriétaire ou le fermier à sa volonté et pour son agrément personnel. De plus, la rétribution accordée au métayer et consistant en un bois de charrette ou deux roues de charrette, a disparu graduellement ; le métayer, toutefois, est ordinairement nourri par le propriétaire, pour lequel il fait des charrois. Finalement, dans le bail modèle, les syndiqués admettent que les charrois sont dus pour le transport des matériaux nécessaires aux réparations et constructions nouvelles lorsque ces matériaux ne sont pas distants de plus de trois kilomètres, et pour le transport des grains du propriétaire, à charge par ce dernier de nourrir les conducteurs.

Quant à la réfection des maisons d'habitations insalubres et inconfortables, il est certain qu'on ne retrouve plus de nos jours les toits de chaume et les murs de pisé. Toutes les demeures de métayers sont bâties à pierre et à chaux, couvertes à tuiles, offrant des commodités multiples, mais beaucoup bâties durant la période des améliorations, il y a longtemps déjà, réparées vaille que vaille ou rebâties d'après des modèles vieillis, ne correspondent plus aux exigences de l'hygiène moderne et d'une morale moins solide, peut-être, mais plus pointilleuse. Elles sont humides, trop basses, trop peu aérées, composées d'un nombre de pièces insuffisant. Il ne manque point, aujourd'hui encore, de maisons de métayers ne comprenant que deux pièces et contraignant à

la promiscuité les jeunes et les vieux, les domestiques de l'un et de l'autre sexe. Cette question des maisons insalubres et inconfortables n'intéresse d'ailleurs qu'un petit nombre de syndiqués qui en ressentent plus profondément la portée ; la plupart restent indifférents, habitués à une situation dont ils ne songent pas à se plaindre. Le propriétaire, de son côté, ne se décide qu'à la dernière limite à faire une dépense qui profitera au métayer seul. Sans doute, il a un devoir moral et social à remplir, mais, avant tout, son intérêt le pousse non à accomplir des devoirs, mais à tirer de sa propriété le maximum de rendement avec le minimum de frais.

Plus mauvais que les maisons d'habitation sont les chemins ruraux qui sillonnent les campagnes. Presque analogues aux chemins de l'Ancien Régime, ils ne forment, tout l'hiver, qu'une piste de boue. Bien peu ont été améliorés car s'ils appartiennent aux propriétaires, ceux-ci en général, reculent devant la dépense nécessaire à leur entretien et s'ils appartiennent aux communes, les chemins vicinaux absorbant la majeure partie des prestations en nature ou de la taxe vicinale, ils restent pareillement négligés.

Enfin, d'après les revendications syndicales, le bail à métayage doit être un contrat entre deux associés égaux. Le propriétaire apporte à l'association la terre, les bâtiments d'habitation et d'exploitation, le cheptel : il se chargera seul des amendements fonciers, paiera tous les impôts fonciers, taxes ordinaires ou extraordinaires, frappant les biens. Le métayer apporte tout l'outillage, toute la main-d'œuvre. Chacun d'eux aura un droit égal dans la direction, le mode de culture, les achats et les ventes. Pour les battages à la machine, le propriétaire fournira le matériel et le charbon, le métayer les ouvriers et la nourriture. Toute contestation entre eux sera portée devant un conseil communal d'arbitres composé de six membres, trois propriétaires et trois métayers jugeant en dernier ressort, jusqu'à concurrence de 500 francs.

On a peine, après cela, à reconnaître le contrat de métayage pratiqué depuis un siècle en Bourbonnais. Mais ces

réformes étaient trop radicales et sur tous ces points le syndicalisme aboutit à un échec.

Les causes de cet échec sont variées. Le syndicalisme eut contre lui les campagnes menées par les commerçants concurrencés par les magasins coopératifs et, surtout, l'opposition acharnée des propriétaires et des fermiers. Tantôt par les menaces, tantôt par la persuasion, ceux-ci dans leurs rapports fréquents avec les métayers annihilent du mieux qu'ils peuvent les effets de la propagande syndicale, empêchent des recrutements, amènent des défections, suscitent des embarras de toute sorte. Il se heurta au caractère bourbonnais facile à l'enthousiasme et prompt au découragement, aux objurgations des femmes et des vieillards, à la prudence et à la crainte des paysans, à la difficulté de trouver parmi eux des présidents, secrétaires, propagandistes capables de remplir pleinement leur rôle, il eut le tort d'appeler à lui, pour faire nombre, des éléments autres que les métayers, des domestiques de métairie, par exemple, prêts à susciter des conflits en réclamant de meilleures conditions de couchage, de nourriture, etc. ; enfin trop de syndiqués manquaient de véritable esprit syndicaliste, hésitaient à verser une cotisation pour un résultat trop lointain, gardaient contre leurs compagnons des haines individuelles, songeaient à leur intérêt particulier avant de songer à l'intérêt commun.

III

Quoique les dirigeants du mouvement syndical se soient toujours défendus de toute influence politique, ne manifestant même que du dédain pour les luttes électorales, ce ne fut pas un des moindres résultats de leur action que de détacher un grand nombre de voix paysannes radicales conservatrices ou flottantes au profit des socialistes. Cela n'a rien de surprenant car les aspirations syndicales étaient imprégnées d'idées socialistes ; la lutte ne se livrait pas seulement entre propriétaires et métayers, mais aussi entre ceux qui n'ont rien et ceux qui possèdent, entre ceux qui jouissent des biens de ce monde et ceux qui aspirent à en jouir. M. Ber-

nard déclare lui-même : « Un bail type !... des conditions de métayage !... vétilles que tout cela. Lorsque nous serons un peu moins malheureux, lorsque nous ne serons plus tout à fait les parias que nous sommes, n'ayant pas le droit de nous plaindre, l'égalité sociale existera-t-elle ? N'y aura-t-il pas encore des individus qui peineront tous les jours pour produire le luxe insolent de quelques privilégiés ? N'habiterons-nous pas toujours des masures sans beauté ni confort ? Ne resterons-nous pas des ignorants incapables de nous développer selon nos moyens naturels ? Nous voulons être des hommes complets ; nous voulons notre part entière des jouissances terrestres. Etant comme les riches des êtres humains, nous estimons valoir autant qu'eux ; nous ne leur reconnaissons pas le droit de nous dicter des conditions de vie ! »

Lors des élections législatives de 1920, les conservateurs ne présentant pas de candidats, les radicaux et les socialistes vont essayer de capter à leur profit les voix des métayers en inscrivant à leurs programmes les revendications syndicales : suppression des corvées, des redevances, de l'impôt colonique, du fermier général, etc. Les radicaux gardent une certaine réserve ; ils promettent de lutter surtout en développant les syndicats professionnels, purement professionnels, mais ils se présentent comme des défenseurs absolus de la propriété privée qu'ils considèrent comme un « prolongement de la personne humaine et la garantie de sa liberté » ; ils prendront seulement toutes les mesures propres à la multiplication de la petite propriété et s'étendent longuement sur ce point. Les socialistes sont moins explicites ; ils glissent sur la socialisation des grands domaines, le respect de la petite propriété et entraînent la masse par leurs clameurs violents : « A bas les fermiers généraux, à bas l'impôt colonique, vive l'émancipation des paysans. » Des socialistes ont déjà réclamé en faveur de la suppression de plusieurs abus, signalés par les syndicats. M. Constans, député socialiste de Montluçon, par un article additionnel à la loi des finances de 1908, a proposé la suppression de l'impôt colonique ; de même M. Brizon au Conseil d'arrondissement. Les

élections législatives de 1910 furent, dans l'Allier, un triomphe pour les socialistes : un seul radical socialiste fut élu, non sans peine, dans l'arrondissement de Montluçon. En atténuant la note anticléricale, ils s'attirèrent de nombreuses voix conservatrices, tentant ainsi d'écraser le radicalisme, mais c'est surtout les paysans qui manifestent en masse leurs sympathies pour ces nouveaux venus. Quelques jours après la rentrée des Chambres, M. Brizon, député de Moulins-Ouest, interpellait le Gouvernement et portait à la Chambre les revendications syndicales (1). Accueilli par l'indifférence ou les rires, ses paroles trouvaient un écho grandissant dans les campagnes bourbonnaises, car c'était la première fois qu'un député et un socialiste, prenait ainsi la défense des métayers. Tandis qu'à partir de cette date le syndicalisme s'éteint, la diffusion des idées socialistes s'intensifie parmi eux. Ils y trouvent une doctrine leur promettant la fin de tous les maux contre lesquels combattaient les syndicats et l'ascension vers les jouissances auxquelles ils aspirent ; de plus, sans risque de se compromettre, sans cotisations à payer, ils n'ont qu'à exercer librement leur droit de vote. Que les propriétaires conservateurs viennent maintenant chercher à les influencer, ils font semblant d'entendre comme autrefois leurs suggestions pour ne pas s'attirer de désagréments, mais ils se moquent ensuite de ces raisonnements.

Les élections législatives de 1914 ont paru amener une défaite pour les socialistes ; les radicaux socialistes y regagnent deux sièges à leur détriment. Mais, qu'on ne s'y trompe pas, si l'on examine les voix des communes rurales, on ne peut dire que les socialistes n'y trouvent plus autant de partisans ; leur échec ne vient pas de la défection des paysans. Dans l'arrondissement de Moulins-Ouest, ils continuent à apporter une forte majorité au candidat socialiste, M. Brizon, dont le programme révolutionnaire reprend toujours toutes les revendications syndicales : « Vivent les réformes sociales... ; la suppression de l'impôt colonique (10 millions de gagnés dans l'Allier), de la dîme, de la corvée et des fermiers généraux... ; l'amélioration des logements qui ennui-ent ou

(1) Pièce justificative n° 17.

qui tuent, œuvre urgente pour la santé et l'agrément des travailleurs des villes, des bourgs et des campagnes. De l'air, de la lumière, de l'espace ! Une chambre pour chaque domestique... l'amélioration des chemins ruraux dans l'intérêt de tous... Vive la socialisation des sources de la richesse pour tuer la misère et donner à tous les travailleurs honnêtes bien-être et sécurité, indépendance et instruction, en un mot joie de vivre... Pour cela, aux armes citoyens, c'est-à-dire à l'union des petits contre les gros, contre les loups, au syndicat, au parti socialiste et aux bulletins de vote. En avant pour conquérir la force douce et irrésistible, le Gouvernement et les richesses ! »

Lorsque l'on cherche à démêler, d'ailleurs, comment les théories socialistes sont comprises par les métayers bourbonnais, on est assez embarrassé pour formuler une opinion précise. Leurs idées sur la socialisation des grands domaines sont en général assez vagues (1) ; ils ne comprennent pas bien comment une telle transformation pourrait pratiquement se faire,

(1) Voici à ce sujet une conversation de M. Daniel Halévy avec un métayer :

« Notre hôte est lecteur de l'*Humanité* : un ami socialiste qui habite le bourg voisin, lui repasse ses numéros. Je reconnais bientôt les effets de cette lecture. J'ai grand'peine à me renseigner sur les détails qui m'intéressent. Mon hôte élude mes questions et aborde avec prestesse les plus vastes problèmes :

— Mon avis, déclare-t-il, c'est qu'il faut travailler sur tous les points à la fois : tout se tient. Et si je fais du bon travail ici, et si là-bas je ne fiche rien, partout j'aurai mal fait...

— Mais vous êtes syndiqué ; dans votre syndicat vous demandez quelque chose, que demandez-vous ? La suppression du fermier général ? Aimez-vous mieux un régisseur, ou la surveillance du propriétaire ?

— En régime capitaliste rien ne vaut.

— Vous ne préférez rien ?

— Tout est mauvais. Avec le propriétaire on est moins exploité, on cultive plus librement, mais on est embêté du matin au soir et du soir au matin par des histoires de messe et de curé. Avec le fermier général on peut lire, voter à sa fantaisie, et le curé vous fiche la paix. Le fermier général ne connaît que les sous et ne pense qu'à nous tondre bien ras.

— Eh bien, qu'est-ce que vous préférez ? Les embêtements du Bon Dieu ou les embêtements du diable ?

— Va pour le diable !...

Notre hôte que mes questions ne gênent plus, expose à loisir ses idées. La propriété privée, ça ne vaut rien ; c'est une entrave pour le travail, pour la production en grand. Si la commune possédait son territoire et dirigeait la culture, alors on raserait toutes les haies et en avant les machines, des machines qui n'existent pas aujourd'hui mais qui existeraient bien vite quand on emploierait l'argent des travailleurs d'une manière moins bête qu'à payer des autos, des mécaniques qui font 120 à l'heure et vous cassent la figure. »

ils ne cherchent pas à comprendre. En attendant, ils se prennent à haïr le propriétaire qui devient pour eux, tout autant que le fermier général, un ennemi, ne songeant qu'à prendre pour lui tous les profits, à mettre sur eux toutes les charges, à les tenir sous sa servitude, à les empêcher d'agir à leur guise et d'affirmer leurs opinions. En même temps, ils tirent du socialisme la justification des aspirations aux jouissances de la table, de l'habillement, du logement, etc..., qu'ils envient chez les riches et qu'ils veulent connaître à leur tour, las d'en être privés depuis trop longtemps.

A côté des idées socialistes, les idées néo-malthusiennes apparaissent dans les campagnes, tantôt rapportées par les jeunes gens à leur retour du régiment, tantôt apprises des ouvriers ou des artisans qui les ont connues auparavant, plus souvent répandues par les tracts que sèment les colporteurs ambulants. La diminution volontaire de la natalité (1) parmi les métayers prend, alors, rapidement des proportions inquiétantes. Ils y trouvent une diminution notable de leurs charges. C'est un axiome couramment admis que le métayage contribue à la repopulation parce que le métayer trouve dans ses enfants des auxiliaires précieux qui l'aident dans son travail. S'il en était autrefois ainsi en Bourbonnais, il n'en va plus de même depuis que, sitôt en âge de gagner un gage, les enfants en exigent un de leur père ou le quittent s'il ne peut le leur payer.

(1) La natalité baisse en Bourbonnais comme ailleurs. Ce n'est guère que depuis 1900 que l'application des doctrines néo-malthusiennes paraît avoir une influence sur cette diminution. A titre d'exemple, voici le tableau des naissances et des mariages dans une commune rurale importante où en l'absence de grands propriétaires conservateurs énergiques, les propagandes radicale, syndicale, socialiste et néo-malthusienne se sont exercées sans trop de contrainte :

PERIODE	NAISSANCES	MARIAGES
1870-75	280	76
1875-80	312	102
1880-85	252	70
1885-90	192	70
1890-95	200	88
1895-00	162	89
1900-05	154	76
1905-10	136	86
1910-15	132	45

QUATRIÈME PARTIE

La Guerre et ses conséquences

1914-1920

CHAPITRE PREMIER

Le Métayage pendant la Guerre

- I. — *La crise du métayage consécutive à la guerre ; ses causes morales ; ses causes matérielles : la main-d'œuvre, la vie chère, les taxations et réquisitions, la hausse des cheptels.*
- II. — *L'effort des propriétaires et des fermiers généraux ; suppression de l'impôt colonique et du remboursement de cheptel : aides diverses apportées au métayer ; le cheptel au poids.*
- III. — *Les métayers devenus fermiers ou domestiques.*

I

Si les métayers n'ont pu obtenir la satisfaction de leurs vœux au moyen des syndicats, la diminution du nombre de bras par suite de la décroissance des naissances et la désertion de plus en plus grande des campagnes, devaient amener, tôt au tard, une limitation dans la concurrence autour des métairies et permettre l'obtention d'avantages inutilement réclamés jusque-là. A partir de 1910, surtout, on voit les propriétaires et les fermiers généraux spécifier dans les baux un délai de congé beaucoup plus long qu'autrefois, neuf

mois, un an même presque toujours, afin d'avoir tout le temps de trouver un métayer. Les compétitions se maintiennent encore actives autour des bons domaines, mais les métairies médiocres ne trouvent preneurs que si des diminutions sont consenties sur l'impôt colonique et le remboursement de cheptel, deux points sur lesquels se concentrent les réclamations des métayers. Ça et là un propriétaire ou un fermier trop intransigeant ne trouve pas de métayer. Ce ne sont encore que des exceptions. La guerre va les généraliser.

Tous les hommes jeunes et robustes sont partis. Les métayers d'âge mur restent avec les malingres, les enfants, les vieillards et les femmes pour accomplir la besogne. Ils sont soutenus par l'espoir que la tourmente sera de courte durée, quelques mois au plus, et ils veulent maintenir l'exploitation en bon état pour le retour des soldats victorieux. Mais la lutte traîne en longueur, l'avenir apparaît de plus en plus incertain, la mort frappe à bien de portes, des disparitions se produisent, des propagandes sournoises se répandent ; ne vait-on pas jusqu'à dire que le meilleur moyen de mettre fin à la grande tuerie est de ne plus semer de blé. Le découragement s'empare peu à peu de beaucoup.

A ces causes purement morales viennent s'ajouter des difficultés matérielles sans cesse grandissantes. La main-d'œuvre, déjà si rare, le devient plus encore. Il est possible cependant de recruter quelques bras parmi les réfugiés français et belges. La main-d'œuvre espagnole fait ensuite naître quelque espoir dans certaines régions ; des ouvriers sont embauchés par l'intermédiaire d'une agence de Toulouse à des conditions avantageuses (cinquante francs par mois, plus la nourriture, le logement et le blanchissage). Mais tous ces ouvriers, accueillis avec défiance, habitués à des conditions de travail différentes, donnent, en général, peu de satisfaction.

L'aide apportée par les territoriaux fut plus efficace. En 1915, les commandants de dépôt sont autorisés à accorder des permissions de dix à trente jours aux agriculteurs inaptes à la zone des armées et aux jeunes soldats en cours d'instruction. A partir de 1917, cette mesure est étendue à tous les

réserveistes de l'armée territoriale de la zone des armées. Malheureusement, ces mesures, en général, furent appliquées avec trop de parcimonie et souvent avec maladresse, les permissions étant accordées lorsque le travail était accompli tant bien que mal ou lorsqu'il ne pouvait plus être fait.

L'autorité militaire s'est montrée moins tracassière en accordant non plus des permissions individuelles, mais en constituant des équipes agricoles mises à la disposition des communes. Ces équipes étaient détachées du dépôt pour quinze jours et, au bout de ce laps de temps, elles pouvaient être remplacées par de nouvelles équipes. Les maires étaient chargés de faire la répartition des hommes entre les domaines qui en avaient besoin. Il y eut, de la sorte, trois cents ouvriers agricoles répandus dans les métairies et, en 1916, la classe 1917 fut envoyée tout entière aux travaux des champs.

A partir de 1916, on trouve également dans les campagnes bourbonnaises des prisonniers de guerre allemands provenant des camps de Moulins et de Montluçon. D'après les règlements, ils doivent être groupés par cantonnements de soixante et travailler par détachements de vingt. Leur emploi dans ces conditions n'est guère possible que dans les grandes propriétés et presque impraticable dans les exploitations de 30 à 50 hectares. De plus, les métayers ont toujours éprouvé une vive répulsion à l'égard des prisonniers allemands.

Les prisonniers polonais et alsaciens sont mieux accueillis et les règlements qui les concernent sont plus larges. Ces prisonniers sont répartis par cantonnements de dix et travaillent par équipes de cinq ; on put même, par la suite, les employer seuls. Les résultats obtenus furent des plus variables, selon les équipes.

Le prix de revient de cette main-d'œuvre était assez minime. Les Polonais coûtaient, en moyenne, 1 fr. 60 par jour en 1916 ; 2 fr. en 1917 et 3 fr. en 1918 (plus leur entretien, nourriture, logement, chauffage et éclairage). Le prix fixé pour les Alsaciens était de 2 fr. par jour, auquel s'ajou-

tait souvent une légère gratification de 1 fr. ou 1 fr. 50.

Malgré toutes ces aides, la main-d'œuvre est restée largement déficitaire. On songea, un instant à y remédier par l'introduction de la motoculture. En 1915, l'Etat décide de donner des subventions aux syndicats comptant au moins sept participants et aux communes pour l'achat d'appareils de labourage mécanique. Quelques timides syndicats se sont fondés, mais ce mode de culture ne peut s'acclimater. Outre un prix de revient très élevé et l'éducation spéciale qu'il exige, il se heurte presque toujours à la configuration même du sol.

En plus des ennuis causés par le manque de main-d'œuvre, le prix des objets manufacturés les plus usuels, lorsqu'ils ne manquent pas complètement, augmente avec une rapidité déconcertante et accroît les charges du métayer. Il convient de remarquer à ce sujet que la hausse des produits industriels a notablement devancé la hausse des produits agricoles. Et même lorsque ceux-ci suivent le mouvement général, les métayers ont à subir la taxation ou des réquisitions onéreuses. En 1915, le Gouvernement fixe le prix du blé à 32 francs le quintal, en juillet 1916 à 33 fr., à 36 fr. en janvier 1917, à 50 francs au mois de juillet de cette même année. A ces cours, le blé coûte plus cher à produire qu'il ne se vend et beaucoup de paysans préfèrent laisser les terres en friche. En mai 1918 seulement, le prix raisonnable 75 fr est adopté. Il est vrai que l'Etat, qui réquisitionne le blé à 75 fr., le revend 43 fr. aux boulangers pour maintenir le prix du pain dans de justes limites, de sorte qu'à ce régime le métayer qui, pour plusieurs raisons, doit faire son pain lui-même, est le seul consommateur à payer le blé 75 fr., trop heureux encore s'il n'a pas à subir nombre de vexations et d'inquisitions absurdes. Pour la réquisition des denrées et des bestiaux, les prix payés par l'Intendance sont légèrement supérieurs au début à ceux du commerce libre, mais, par la suite, ils deviennent souvent tellement inférieurs que beaucoup de producteurs ne craignent pas d'intenter contre elle des procès où ils obtiennent gain

de cause (1). Les réquisitions ne manquent point enfin, malgré toute l'impartialité que peuvent apporter les Commissions de ravitaillement et les maires, des tiraillements et des polémiques pénibles et regrettables.

Faut-il s'étonner que devant toutes ces causes des métayers songent à quitter les domaines où ils ont vécu en paix jusque-là. La hausse des cheptels vient bientôt les inciter encore à prendre cette détermination. Lorsque le bétail a commencé à augmenter de prix, il s'est trouvé automatiquement que, en quittant leur domaine, la plupart des métayers avaient à réaliser un bénéfice de cheptel appréciable, représentant une somme qu'ils auraient à peine pu espérer mettre de côté, après toute une vie de labeur, en régime normal. Or, les prix atteints paraissent tellement excessifs qu'il est difficile de les croire de longue durée et, dans ces conditions, beaucoup de métayers n'hésitent pas à sortir de domaine pour profiter de ces circonstances exceptionnelles et encaisser leur bénéfice de cheptel. En 1917 et 1918 le mouvement se généralise et, dans quelques régions, il était permis de croire à la fin du métayage.

II

Comment les propriétaires et fermiers généraux vont-ils faire face à cet état de choses ? Les rôles sont brusquement renversés ; ce n'est plus, comme autrefois, le métayer qui part à la recherche d'un domaine ; c'est le propriétaire qui s'ef-

(1) Voici un tableau montrant les prix moyens payés par l'intendance et le commerce.

	FOIN Le quintal		PAILLE Le quintal		P. DE TERRE Le quintal		BŒUF Le quintal		PORC Le quintal		MOUTON Le quintal	
	Comme	Inte	Comme	Inte	Comme	Inte	Comme	Inte	Comme	Inte	Comme	Inte
1914	6 fr	6.50	4 tr.	5 fr.	7 r	9 fr.	90 fr.	100 fr	90 fr	80 fr.	100 tr.	100 fr.
1915	9	7 fr.	5 »	5 »	10 »	10 »	105 »	105 »	120 »	100 »	120 »	110 »
1916	9	7 »	5 »	5 »	13 »	11 »	130 »	118 »	170 »	170 »	140 »	105 »
1917	10	7 »	8 »	5 »	15 »	12 »	160 »	140 »	260 »	190 »	160 »	125 »
1918	20	18 »	10 »	6 »	32 »	25 »	300 »	180 »	420 »	350 »	350 »	250 »

force de trouver un métayer. Naturellement les conditions des baux vont notablement changer.

Tout d'abord l'impôt colonique disparaît ou ne subsiste qu'à titre de principe pour une somme insignifiante. « Le preneur ne paiera pas d'impôt colonique. Les impôts fonciers, des portes et fenêtres, la taxe vicinale seront payés par le bailleur seul. Bail de 1915. » De même le remboursement de cheptel est très atténué, puis complètement supprimé. Le bailleur vient enfin en aide au métayer de façons variées. Il lui paie une indemnité pour charges de cultures ; il s'efforce de lui recruter de la main-d'œuvre étrangère ou militaire ; il lui paie la moitié des gages ou même les gages complets d'un domestique. « Pendant la durée de la guerre et jusqu'au onze novembre qui suivra la cessation des hostilités, le bailleur remettre aux preneurs une somme annuelle de six cents francs pour prendre un ouvrier. Bail de 1915. » Ailleurs, il achète des instruments perfectionnés, une moissonneuse-lieuse, par exemple, qu'il met gratuitement à la disposition du métayer.

Mais ces sacrifices sont impuissants à enrayer les départs provoqués par la hausse des cheptels. Les propriétaires doivent rembourser au métayer des sommes importantes : 10.000 francs, 15.000 francs, 20.000 francs même, et pour qu'un métayer consente à refaire un bail, il fallait trouver un moyen lui garantissant que, en cas de baisse du bétail, ce bénéfice ne lui serait pas retiré tout entier. Quelques propriétaires continuent, comme par le passé, à fournir tout le cheptel ou presque tout le cheptel, le métayer, dans ce dernier cas, faisant un remboursement ; le cheptel est estimé à l'entrée du métayer par experts contradictoires et il est stipulé qu'à la sortie, s'il y a excédent de valeur, le métayer aura droit à la moitié du bénéfice mais que s'il y a perte, le propriétaire subira 6/10 de cette perte, le métayer 4/10 seulement, ces proportions étant d'ailleurs des plus variables, selon les régions, les propriétés et l'importance du remboursement fait par le métayer. Une autre convention, dite du « cheptel au poids », se répand surtout dans les arrondissements de Moulins et de Montluçon. Le cheptel n'est plus, comme jusqu'ici, estimé à l'entrée du métayer dans le domaine mais pesé par catégories d'animaux

de même âge et de même espèce. A la sortie, le métayer doit laisser des animaux de même âge, de même espèce et de même poids, sauf à partager la moitié de la valeur du poids existant en plus ou à rembourser la moitié de la valeur du poids existant en moins, au cours de la sortie. Les porcs, moutons, chevaux et ânes continuent généralement à être estimés et non pesés. Voici la formule habituelle de cheptel au poids insérée dans les baux : « Les preneurs prendront à leur entrée dans le domaine, un cheptel composé de bœufs, vaches, génisses, taureaux et veaux qui seront pesés et énumérés par catégories d'âge et d'espèces ; ils en donneront reconnaissance au bailleur à leurs frais et ils continueront à tenir ces bestiaux à titre de cheptel à moitié pertes et profits et pour servir à l'exploitation du domaine. A leur sortie les preneurs devront rendre au bailleur et laisser au domaine un cheptel des bestiaux de mêmes espèces qui seront de nouveau pesés par catégories d'âge et d'espèces. S'il y a de l'excédent dans l'une ou l'autre catégorie, le prix en sera fixé au cours du jour à l'amiable ou par experts contradictoires et le métayer sortant aura droit à la moitié de la valeur de cet excédent comme aussi s'il y avait diminution de poids dans l'une ou l'autre catégorie, il devra rembourser au bailleur la moitié de la valeur de cette diminution calculée au cours du jour et comme pour l'excédent. Les ânes, chevaux, moutons et porcs ne seront pas pesés ; ils seront pris en estimation et rendus de même. »

Avec cette clause les charges du propriétaire se trouvent singulièrement accrues puisqu'il fournit seul un cheptel d'une valeur de 40 à 60.000 fr. et même de 50 à 80.000 fr. par la suite, après avoir fait un remboursement important au métayer sortant. Souvent, pour compenser cette charge et pour réserver au propriétaire la certitude d'être payé en cas de perte de poids de cheptel à la sortie du métayer, celui-ci remet une certaine somme à titre de garantie ou de cautionnement ; cette somme ne produit pas d'intérêts. « A leur entrée dans le domaine, les preneurs devront remettre au bailleur une somme de trois mille francs à titre de fonds de garantie pour assurer la restitution du cheptel et fonds de lieu, et il leur sera tenu compte de cette somme à leur sortie, sans inté-

rêt et sous déduction de ce qu'ils pourraient devoir au bailleur à cette époque. Bail de 1918. » Ce cautionnement, au fond, n'est qu'un remboursement de cheptel ; on lui donne un autre nom, voilà tout.

Malgré leurs efforts, beaucoup de propriétaires ne parviennent pas à trouver de métayers ; ils doivent alors se décider à affermer ou à cultiver par domestiques.

III

Le nombre des métayers devenus fermiers n'est cependant pas très considérable, car il ne fallait point manquer d'une certaine audace pour affermer un domaine au milieu des événements tragiques de la guerre et des difficultés économiques de toute sorte. Il est vrai que ceux qui ont affermé ont profité de ces circonstances pour obtenir des conditions avantageuses qui leur permirent, lorsque la situation s'éclaircit, de faire rapidement une petite fortune.

La plupart des métayers qui abandonnent leur domaine deviennent domestiques. Quelques-uns restent comme domestiques dans le domaine même qu'ils cultivaient jusque-là comme métayers. Ils sont ainsi à l'abri de tous risques ; ils ont touché leur remboursement de cheptel, toutes les charges qui pouvaient leur incomber par suite de la hausse du coût de la vie et les difficultés de main-d'œuvre sont écartées, leur gage est un produit certain sur lequel ils peuvent compter quoi qu'il advienne et ils ont toujours le temps de redevenir métayers. Ils sont, au surplus, activement recherchés, parce qu'ils possèdent leur ménage et tout l'outillage nécessaire pour l'exploitation d'un domaine et qu'ils fournissent, l'entretien et les réparations étant payés par le propriétaire. Le gage payé à ces domestiques est presque toujours fixe, quelquefois le domestique est intéressé dans les bénéfices, mais la plupart préfèrent un gage légèrement plus élevé, sans aucune participation. Ces domestiques ont droit, pour leur nourriture, aux produits du domaine : œufs, laitage, légumes ; le lard et le vin en quantité déterminée leur sont fournis par le propriétaire qui leur remet aussi générale-

ment une somme fixe pour leur épicerie et menus frais. Ils sont naturellement logés gratuitement dans les bâtiments du domaine.

En général, ce mode de faire valoir par domestiques n'a pas donné de mauvais résultats, mais la surveillance du propriétaire devait être constante ; et souvent il était dérouté par des détails de ménage décourageants.

Quoiqu'il en soit la production subit une baisse importante mais, dans l'ensemble, vu les circonstances, la situation agricole du Bourbonnais est restée bonne. Les cheptels ont conservé à peu près le même nombre de têtes qu'en 1914, mais l'âge moyen des animaux, par suite des réquisitions, est abaissé. La culture proprement dite a davantage souffert, ainsi que le prouvent les statistiques du ministère de l'Agriculture :

	BLÉ Hectares	AVOINE Hectares	POMMES DE TERRE Hectares	TOTAUX Hectares
1913....	118.840	55.900	40.330	215.070
1915....	109.560	52.100	36.650	198.310
1916....	96.000	49.000	31.760	176.760
1917....	91.870	39.840	31.620	163.330
1918....	90.000	45.187	15.990	161.177

CHAPITRE II

La période actuelle

- I. — *La prospérité dans les campagnes bourbonnaises ; accroissement de la fortune paysanne ; les ventes de propriétés.*
- II. — *La nouvelle éclosion de métayers ; conditions actuelles des baux, impôt colonique, remboursement de cheptel.*
- III. — *L'évolution des idées politiques parmi les métayers ; les élections de 1919.*
- IV. — *Les fermiers généraux ; les régisseurs.*

I

Le calcul fait par les métayers devenus domestiques s'est presque toujours trouvé faux par suite de la hausse ininterrompue des produits agricoles ; ils ont perdu ainsi la possibilité de réaliser des bénéfices importants. Plus avisés ont été ceux qui sont restés en domaine, après après fait réviser leur contrat et qui ont insisté pour réaliser leur bénéfice de cheptel et reprendre ce cheptel au poids. Le fait a été assez fréquent dans plusieurs régions où les propriétaires ont mieux aimé procéder ainsi qu'envisager la culture directe. Bénéfice de cheptel, prix de vente de plus en plus élevé pour les bestiaux et produits de toute nature, surtout à partir du moment où le blé est taxé à un taux suffisamment rémunérateur ont vite amené dans nombre de maisons la constitution d'un capital qui, avant la guerre, pouvait passer dans les campagnes pour une petite fortune.

La fortune paysanne a donc augmenté en Bourbonnais dans des proportions considérables, principalement à partir de 1916 ou 1917. Les capitaux accumulés dorment d'abord au fond des tiroirs. Par suite de l'abondance des billets en cir-

culatation et de la prospérité générale les placements sur particuliers à la portée des paysans sont devenus rares ; beaucoup dont la situation était fortement ébranlée ont pu payer leurs dettes et donner un nouvel essor à leurs affaires. Quant aux emprunts nationaux, les paysans ont été, en général, peu enclins à y souscrire ; ils n'en comprennent pas le mécanisme, ils sont effrayés par la nécessité de s'adresser à une banque souvent éloignée pour revendre leurs titres peut-être à perte, ils n'ont, enfin, aucune notion de l'avance sur titres. Ils ont souscrit plus volontiers aux bons de la Défense Nationale qui, tout en rapportant un intérêt relativement élevé et payable d'avance, leur permettent de rentrer intégralement, sans formalités, et à échéance fixe, dans leurs fonds. Les bons, moyennant escompte, peuvent encore être acceptés facilement en paiement et très souvent des prix de vente de domaines importants sont payés en totalité ou pour une notable partie avec des bons de la Défense Nationale. C'est que, en effet, presque tous ces capitaux cherchent ou attendent un emploi naturel en l'achat de propriétés rurales. Ce mouvement s'est nettement dessiné après l'armistice.

Cette demande de propriétés a provoqué une hausse assez notable du prix de la terre, hausse très variable, selon les lieux et l'abondance des amateurs. En tel endroit, le prix moyen de l'hectare est passé de 1.500 fr. à 2.000 fr. seulement, tandis qu'à tel autre, il monte jusqu'à 3.000, 3.500 fr. et même plus. La période actuelle est d'ailleurs caractérisée par la vente de nombreuses propriétés et cette situation n'est pas sans offrir certaines ressemblances avec la période de la Grande Révolution consécutive à la vente des biens nationaux.

Les propriétaires se décident à vendre parce qu'ils veulent profiter de la hausse et atteindre un prix supérieur à l'estimation généralement donnée à leurs terres. Ils sont quelquefois poussés à ce faire parce qu'ils sont grevés de lourdes hypothèques et que, en profitant des hauts prix, ils arrivent à se liquider facilement et, avec les capitaux qui leur restent, peuvent continuer à mener une existence honorable. D'autres vendent parce que leur fermier général, dont le bail est à

terme, n'offre de réaffirmer qu'à des conditions désastreuses ou préfère laisser sa ferme et se faire rembourser comme les métayers un bénéfice de cheptel important. Presque toujours, lorsque sa propriété est affermée, le propriétaire peut, en vendant cette propriété et en plaçant son argent en valeurs mobilières, doubler et même tripler son revenu.

Les propriétés importantes sont généralement achetées par des négociants en immeubles, qui se chargent ensuite de les détailler. La plupart de ces négociants sont très honorablement connus, jouissent d'un crédit puissant, sont habitués à traiter les affaires largement et rendent la propriété accessible à beaucoup de paysans, grâce à des morcellements habiles et à de grandes facilités de paiement. Les propriétaires eux, ont souvent intérêt à traiter directement avec ces négociants car s'ils voulaient se mêler eux-mêmes de vendre leur propriété au détail, ils obtiendraient à peine le prix que ceux-ci leur offrent en bloc.

Il est très difficile, en l'absence de statistique, de se faire une idée nette de l'importance prise ainsi par la propriété paysanne qui continue, d'ailleurs, de s'accroître chaque jour, mais c'est un fait général que des propriétés importantes ont été démembrées au profit des paysans. Beaucoup n'ont pas encore amassé la somme nécessaire pour acheter un domaine tout entier et le haut prix atteint par les constructions retient beaucoup d'autres d'acheter un lot de terres sur lesquels ils pourraient faire bâtir. Les uns et les autres continuent à grossir leurs économies; il est à prévoir que la demande de propriétés va rester active et que le prix de la terre montera encore.

II

La prospérité a amené rapidement des changements notables dans la situation générale du métayage. Les métayers, devenus domestiques, ont demandé à redevenir métayers, ce qui leur a été généralement accordé. La plupart des propriétaires avouent, en effet, que les produits en culture directe sont actuellement supérieurs à ceux qu'ils obtiennent en

régime de métayage, mais ils doivent, dans le premier cas, exercer une surveillance si minutieuse et si pleine de soucis mesquins, qu'ils préfèrent le second mode de faire valoir. Après l'armistice, on a vu aussi des démobilisés, dont les femmes n'avaient pu continuer à maintenir l'exploitation d'une métairie pendant la guerre, reprendre leur ancien état et quelques-uns, très rares il est vrai, qui avaient fui la campagne pour l'usine, reviennent enfin à la terre. A la Saint-Martin de 1919, les domaines ont trouvé facilement des métayers.

Cette demande plus ferme de métairies a aussitôt fait varier les conditions des baux. D'abord toutes les aides accordées par le bailleur pendant la guerre, ont été supprimées ; on est revenu sur ce point au régime antérieur. Dans quelques régions l'usage s'est répandu pendant la guerre que pour le battage des grains à la machine, la location de la machine et le charbon ne seraient plus payés, comme par le passé, par moitié entre le propriétaire et le métayer, mais par le propriétaire seul, le métayer gardant à sa charge de fournir et de nourrir tout le personnel ; cette habitude tend de plus en plus à se maintenir et à se répandre.

La concurrence des métayers autour des bons domaines a rapidement amené le rétablissement de l'impôt colonique, bien souvent offert par le métayer pour évincer un autre métayer. Jusqu'ici toutefois, cet impôt est notablement inférieur à ce qu'il était avant la guerre et, dans beaucoup de baux, il n'a pas encore reparu.

Les propriétaires ont été plus tenaces pour exiger le remboursement de cheptel ou le cautionnement et compenser ainsi la charge très lourde qui leur incombe en fournissant seuls les bestiaux dont la valeur ne cesse de s'accroître. Les métayers consentent assez facilement à faire un remboursement ou un cautionnement parce qu'ils ont de l'argent ou peuvent s'en procurer facilement auprès des leurs. Ils redoutent moins la baisse du bétail et espèrent que si elle survient, elle tardera suffisamment et leur laissera le temps auparavant de réaliser de beaux bénéfices.

D'une manière générale, enfin, les rapports entre métayers et propriétaires, par suite de la prospérité commune, sont devenus plus cordiaux. Le métayer a moins tendance à se considérer comme grugé par le propriétaire ; ce dernier cherche moins à imposer une volonté exclusive et l'éducation agricole des métayers d'aujourd'hui permet d'atténuer beaucoup de clauses draconiennes qui ont eu, autrefois, leur raison d'être et étaient restées de style dans les baux à métayage.

III

Il est intéressant de rechercher quelle a été l'influence des événements de ces dernières années sur l'évolution des idées politiques et syndicales parmi les métayers en Bourbonnais. La propagande socialiste et défaitiste a été constante, dans les campagnes, pendant la guerre. Nombre de métayers sont également revenus du front aigris par les misères qu'ils ont endurées, les injustices dont ils ont été témoins, les gaspillages insensés dont ils se sont rendu compte et leurs sympathies vont à ceux qui prêchent le renversement de l'ordre actuel des choses. Mais il est certain que, dans l'ensemble, les métayers sont contraires à une révolution et ne demandent qu'à travailler en paix. Ceux-là surtout qui sont parvenus à se créer une situation aisée, ne tiennent pas à un changement de régime auquel ils n'ont rien à gagner.

Les élections législatives de 1919 ont été caractéristiques à cet égard. Deux listes sont en présence : une liste d'action républicaine et une liste socialiste. La profession de foi des candidats socialistes est beaucoup plus modérée que telles professions d'avant-guerre. Ils partent en campagne contre la guerre, provoquée par les grands capitalistes et résument leur programme en ces trois aphorismes : la paix sur la terre ; la terre au paysan ; la propriété au travailleur qu'ils opposent à ces trois maximes du régime capitaliste : la guerre sur la terre ; la terre au châtelain ; la propriété et la richesse à la confédération générale des parasites.

Les candidats d'action républicaine se présentent avec un programme de progrès assez chargé et ils brandissent le spec-

tre du bolchevisme, régime de paresse, de misère, de famine, de violence, de terreur et de sang que, d'après eux, leurs adversaires veulent imposer à la France. Cette tactique ne manquait point d'habileté et, entre ces deux alternatives, révolution ou ordre, les électeurs se prononcèrent pour l'ordre.

La liste d'action républicaine est élue toute entière par 292.340 voix contre 226.292 voix à la liste socialiste. Le scrutin de liste amène quelque surprise pour les socialistes qui ne peuvent obtenir un seul siège, mais il n'en reste pas moins qu'ils ont eu un grand nombre de voix et si l'on examine les résultats, principalement dans les communes rurales, on s'aperçoit vite que les sympathies socialistes sont encore ardentes dans les campagnes bourbonnaises. Les jeunes, les domestiques de ferme, les journaliers, leur restent dans l'ensemble fidèles ; çà et là, ils fondent des groupes d'action, rares encore cependant, où ils se réunissent et discutent les idées qui leur sont chères. Les journaux, les brochures, les livres du parti se répandent jusque dans les domaines les plus lointains et il n'est pas impossible que l'avenir n'apporte des désillusions à ceux qui jugeraient de l'état d'esprit politique des métayers bourbonnais en se basant sur ce seul fait que la liste républicaine a été élue en bloc aux élections de 1919.

Quant au mouvement syndical, il paraît oublié. Quelques rares syndicats continuent à subsister, en pratiquant uniquement la coopération et sans faire aucune propagande politique.

IV

Les fermiers généraux, surtout pendant les premières années de guerre, ont subi des charges écrasantes auxquelles ils ont fait face avec une indéniable énergie, aidés bien souvent dans leur tâche par des propriétaires qui leur consentaient bénévolement des diminutions de fermage importantes. Malgré cette aide, les fermiers dont les contrats touchaient à leur fin, hésitèrent à les renouveler et offrirent des prix de ferme très bas. Comme les métayers, ils se montrèrent plus exigeants après la hausse des cheptels qui, dans les fermes importantes, leur permettait de réaliser un bénéfice de 100 ou 200.000 francs. Quelques propriétaires acculés devant la

nécessité de faire un remboursement aussi élevé, durent accepter les conditions qui leur étaient imposées, mais beaucoup, quand ils en eurent la possibilité, préférèrent vendre leurs propriétés, les acquéreurs devant faire en leur lieu et place le remboursement au fermier sortant. Après l'armistice, lorsque la tendance à la hausse des produits agricoles se fut précisée et maintenue, les fermiers généraux se montrèrent plus conciliants en raison des gros bénéfices qu'ils réalisent et aussi par suite de la concurrence de quelques nouveaux venus, à la recherche d'une situation. Le prix des fermes augmenta alors notablement ; souvent les fermages ont doublé mais ils sont loin de correspondre à l'intérêt que le propriétaire pourrait toucher en vendant ses terres et en employant son prix de vente en placements sur l'Etat ou en valeurs de Bourse. La plupart des propriétaires qui conservent ainsi leurs terres malgré le maigre revenu qu'ils en tirent, le font par raison familiale, à cause de la sécurité du placement foncier, parce qu'enfin ils espèrent, un jour, s'occuper eux-mêmes de la propriété dont ils sont momentanément éloignés.

Certains propriétaires, cependant, devant les bénéfices actuellement réalisés par l'agriculture, n'ont pas craint de faire le remboursement de cheptel au fermier sortant et de se substituer à lui auprès des métayers. L'augmentation de rapport a vite compensé leurs déboursés. On a même vu des propriétaires n'ayant aucune notion de l'agriculture, et habitant au loin, agir de la sorte. Pour les remplacer, les seconder ou les conseiller, ils trouvent facilement dans le pays, parmi les petits propriétaires anciens ou nouveaux, un régisseur, ayant été lui-même cultivateur et ayant une sérieuse expérience professionnelle. Ces derniers sont à l'affût des places de ce genre, qui flattent leur vanité, leur permettent d'augmenter leurs relations d'affaires et de mieux écouler leurs produits personnels et leur procurent de plus un bénéfice supplémentaire.

Dans l'ensemble, le nombre des fermiers généraux paraît avoir diminué et le nombre des régisseurs augmenté. Est-ce à dire que les fermiers généraux disparaîtront en Bourbon-

nais ? Cela est peu probable, tant que des propriétaires ne pourront ou ne voudront s'occuper de leurs terres. Plutôt d'affermir chacun de leur domaine à un fermier exploitant, toujours à la merci d'une crise agricole, ils aimeront mieux s'adresser à des hommes affermant toutes leurs terres en bloc et offrant des garanties sérieuses de paiement quoiqu'il soit possible de tirer un fermage plus fort avec des fermiers exploitants qu'avec un fermier général.

Conclusion

Lorsque, pendant la guerre, les métayers bourbonnais quittaient les domaines ou devenaient domestiques, on a pu croire que le métayage disparaissait en cette province et qu'il allait être remplacé par la culture directe et le fermage. Et tandis que certains se lamentaient sur cette évolution, d'autres se réjouissaient de voir disparaître ce mode de faire valoir qui, d'après eux, ne correspond plus aux exigences modernes. Les uns et les autres se trompaient : le métayage ne souffrait en Bourbonnais que d'un malaise passager, dont il semble se relever rapidement.

Ce n'est pas en vain, en effet, que le métayage s'est implanté sur ce sol et qu'il y subsiste depuis des siècles : il répond à la nature de la terre et au caractère des habitants. Des événements peuvent surgir qui paraissent, pendant un temps, mettre à mal la vieille institution mais des remèdes nouveaux se découvrent toujours qui viennent lui infuser de nouvelles forces. Le contrat de métayage est, en effet, d'une grande souplesse et si, parfois, il paraît trop rigide, il s'adapte aussi quand il le faut se faire moins rude.

Sans doute l'avenir modifiera les conditions actuelles puisque la vie est un perpétuel changement. Bien des problèmes sont encore à résoudre, bien des conflits naîtront encore mais les épreuves par lesquelles le métayage a déjà passé permettent de bien augurer de son destin.

Ainsi qu'on l'a vu dans cette brève étude, le métayage en Bourbonnais a subi au cours du xix^e siècle un premier assaut provoqué par la dissolution des communautés familiales qui lui avaient permis aux périodes les plus sombres de l'Histoire de faire face à la misère des temps. La diffusion des idées politiques et syndicales lui donne ensuite une sorte de fièvre qui un instant, paraît devoir le mener à la mort ; la grande guerre, enfin, lui livre un dernier combat.

De toutes ces attaques proches ou lointaines, le métayage en Bourbonnais se ressent et se ressentira longtemps encore. Mais malgré tout, il résiste aux épreuves. Bien stimulé, c'est grâce à lui que cette province a changé d'aspect en un espace de temps relativement court pour devenir une des plus fertiles de France. Puise-t-elle, grâce à lui encore, maintenir sa prospérité actuelle dans le travail et dans la paix.

Pièces Justificatives

BAIL DE MÉTAIRIE (VERS 1789)

Fut présent en sa personne, X..., marchand fermier ou propriétaire, demeurant à ..., paroisse de ...

Lequel, de son gré et libre volonté, a reconnu et confessé avoir délaissé à titre de bail à métairie, à cultiver à moitié fruits tant naturels qu'industriels pour le temps de ... années entières et consécutives qui prendront leur commencement au jour et fête de Saint-Martin d'hiver prochain pour finir à pareil et semblable jour, en sus desdites ... années choix restant néanmoins respectif de résilier entre les parties le présent bail la troisième année, en par elles s'avertissant trois mois avant le jour et fête de Saint-Martin d'hiver de la dite troisième année, avec promesse de faire jouir à N ... et ses enfants, laboureurs, communs et personniers, demeurant au lieu et domaine de ..., paroisse de ..., présents et acceptant.

C'est à savoir : le lieu et domaine de ..., situé paroisse de ..., tout ainsi et de même qu'il subsiste, limite et comporte :

Et pour par les dits preneurs jouir du dit lieu en bon père de famille sans pouvoir abattre aucun arbre, chêne ou fruitier de quelque qualité et espèce que ce soit sous toutes peines. Prendront seulement du mois mort et mort bois ainsi que les retranches des arbres qui ont accoutumé d'être retranchés, tant pour clôture d'héritages, attrails de labourage que chauffage.

Tiendront les dits preneurs les prés et terres bien clos et bouchés, pour ceux qui ont accoutumé de l'être ; sortiront les bestiaux des dits prés, l'année de leur sortie à la Notre-Dame de Mars, feront les usines et ralières nécessaires à leur irrigation, couperont les renées, jarots et topins qui croîtront dans iceux.

Faucheront et faneront les foins, moissonneront les grains, dans les saisons convenables et laisseront, l'année de leur sortie, les foins et pailles bien engrangés dans la grange du dit lieu, sans les pouvoir faire dissiper sous les peines de droit.

Cultiveront les terres du dit lieu en quantité suffisante, suivant la portée du dit lieu, les ensementeront dans les saisons requises ; les semences de tous grains seront fournies par moitié.

Des pailles de gros grains, les preneurs feront deux gers, desquels le bailleur aura le choix. Pour écosser celui qu'il aura choisi, les preneurs fourniront deux hommes et le bailleur un qui sera nourri par les preneurs, à la charge par ledit bailleur de leur donner par chacune semaine qui sera composée de six jours, deux boisseaux de blé seigle pour récompense ; aux semences et menus grains les preneurs y fourniront aussi deux hommes et le bailleur un sans récompense.

Donneront les dits preneurs 400 de glui loyal et marchand par chaque année, lesquels seront employés sur les bâtimens du lieu ; monteront pour l'employer sur l'employ et aux autres endroits nécessaires sur les dits bâtimens.

Pour charges du présent bail, les preneurs donneront par chacun an au bailleur pour servines six poulets, à la Saint-Jean et six livres de beurre.

Feront les preneurs tous charrois nécessaires pour les réparations et constructions à faire au dit lieu et en récompense le bailleur donnera tous les trois ans un bois de charrette ou quaranté sols à son choix pour en tenir lieu. Feront de même les dits preneurs tous les récurages des fossés sans être forcés de faire les fossés neufs.

Se chargeront les dits preneurs des bestiaux qui garniront le dit lieu et donneront obligation avec expédition des présentes, à leurs frais, et après le principal de cheptel rempli, s'il y a du profit ou de la perte, le tout sera partagé par moitié.

Et sont les parties demeurées d'accord que les preneurs sont obligés tous et un chacun sur tous leurs biens, meubles et immeubles, présents et à venir.

————— ■■■ —————

INVENTAIRE DES BIENS APPARTENANT A UNE COMMUNAUTÉ
FAMILIALE DE MÉTAYERS. (9 NOVEMBRE 1750.)

Premièrement quinze charges de blé seigle, quinze boisseaux orge et cinquante boisseaux avoine, le tout estimé en détail et revenant, en gros, à la somme de deux cents livres 200 liv.

Plus, il s'est trouvé après le cheptel rempli qu'ils doivent à leur maître, pour la somme de cent vingt livres de profit 120 »

Plus, s'est trouvé trois lits de plume garnis de leurs couettes, en chacun lit une couverture, en chacun lit courtine de taille, les dits lits garnis de linceux, le tout estimé en détail et revenant, en gros, à la somme de quatre-vingts livres..... 80 »

Plus, s'est trouvé et a été représenté cinq coffres fermant à clef, deux mais à pétrir le pain, une table avec un tiroir et deux bancs, le tout estimé à la somme de cinquante livres..... 50 »

Plus, a été représenté deux métiers de tissés-rands avec leurs outils, le tout estimé à la somme de cinquante livres..... 50 »

Plus, s'est trouvé trente-neuf toisons de laine, vingt-cinq livres de laine blanche, quatre barils, deux fonds de poinçon, un saloir, deux quarts et une haratte à battre beurre, le tout estimé en détail et revenant en gros à la somme de quarante livres 40 »

Plus, s'est trouvé et a été représenté une chaudière avec un pot de fonte, une cuiller à pot, une pelle, une crémaillère, un poêlon, un seau, un pot de bois, le tout estimé neuf livres..... 9 »

Plus, deux charrettes un peu usées, deux her-
ses, cinq ariaux garnis, trois cognées, deux
gouyards, une serpe, deux coudoirs, deux bêches,
trois houes, trois fourches, deux pioches, trois
jouis avec leurs liens, un câble et deux coins de
fer, le tout estimé quarante livres 40 »

Plus, a été représenté huit linceulx, deux
douzaines de serviettes, deux nappes, douze livres
de lin filé, quinze livres de chanvre tillé, trois
faux et sept faucilles, le tout estimé quarante-cinq
livres 45 »



CONTRAT DE MARIAGE CONTENANT ACQUISITION DE PARTS
DE COMMUNAUTÉ ET APANAGE

Furent présents en leurs personnes :

Antoine Filiatre, laboureur, fils de Gilbert Filiatre et de Marie Priat, ses père et mère, procédant sous leur autorité, laquelle ils lui ont prêté pour la validité des présentes., d'une part ;

Et Elizabeth Guiot, procédante sous l'autorité de Jean et Jeanne Bertin, ses père et mère..., d'autre part ;

Lesquelles parties, de leur gré et libre volonté, de l'avis, conseil et délibération de plusieurs, leurs parents et amis pour ce assemblés, sont convenus des accords et conventions de mariage et association de communauté en la fortune qu'il s'en suit.

C'est à savoir que le dit Filiatre et la dite Guiot ont promis eux prendre et épouser en vrai et loyal mariage, quand l'un par l'autre en sera requis, en face de notre mère Sainte Eglise catholique, apostolique et romaine. Les formalités de l'Eglise bien et dûment observées, le mariage fait et accompli, les futurs seront communs en tous biens meubles de présent et conquêts immeubles à faire, suivant la coutume de cette province.

Sera tenu le dit futur d'aller faire sa demeure et résidence en la demeure et compagnie de Jean Guiot et Jeanne Bertin, père et mère de la future, où ils seront communs et personnels pour deux portions de six, savoir : Jean Guiot et Jeanne Bertin, père et mère pour deux portions, Antoine Guiot, Louis Guiot leurs fils pour deux portions, et finalement le futur et sa future pour les deux autres portions des six qui composeront le total de la dite communauté.

De laquelle communauté générale, le dit Jeàn Guiot, père, demeurera maître et chef, auquel les dits communs seront tenus d'obéir en tout ce qui sera de bienséance pour les revenus de la dite communauté dans laquelle tous les travaux et industries des communs seront confondus.

Et, pour le futur acquérir son droit de communauté, il sera tenu d'y conférer un métier de tisserand, icelui métier estimé la somme de trente livres, lequel métier ledit futur a entré présentement dans la dite communauté, dont le dit Guiot lui a tenu et tient pleinement quitte.

Et, de la part du dit Jean Guiot et de la dite Jeanne Bertin, ils ont institué et instituent la future leur fille, leur héritière par égale portion avec leurs fils Antoine et Louis, sans pouvoir les avantager les uns plus que les autres directement ni indirectement, étant observé que leurs filles Marie et Marguerite Guiot ont été apanées suivant leur contrat de mariage.

Ont encore les dits Guiot et Jeanne Bertin, par ces présentes, apané et apanent en la meilleure forme que apanage puisse valoir leurs deux autres filles, savoir : Françoisse et Jeanne de chacune la somme de vingt-quatre livres, un lit, un coffre, garnis de leurs menus linges, une douzaine de serviettes et quatre linceux, lesquels meubles et sommes, ils promettent payer à chacune, quand elles auront trouvé leurs partis en mariage...

RECONNAISSANCES D'AVANCES CONSENTIES AUX MÉTAYERS
PAR LES FERMES (1748)

Pardevant les notaires royaux soussignés : fut présent :

Antoine Fouraud, laboureur, demeurant au domaine Sorbier... lequel de son gré et bonne volonté, sans aucune contrainte, a reconnu et confessé devoir et promis de payer à M^e Antoine, son maître, marchand fermier ..., présent et acceptant la somme de trois cent quarante neuf livres douze sols et ce pour vrai et loyal prêt fait par le dit sieur Antoine en livraison de blé pour sa nourriture et celle de sa famille pendant qu'il a été son métayer conjointement avec Gilbert Laroble, son beau-frère, du dit domaine Sorbier, paiement de tailles ou pertes de bestiaux, déduction faite de sa part de profit, et au moyen du paiement de la dite somme de trois cent quarante neuf livres douze sols qui sera fait au dit sieur Antoine de quinze livres par quinze livres, le premier paiement échoira au jour de Pâques prochain, le second qui sera aussi de quinze livres échoira au jour de Pâques de l'année mil sept cent quarante neuf et ainsi à continuer d'année en année jusqu'à parfait paiement de la dite somme de trois cent quarante neuf livres douze sols... (13 février 1748).

N° 5

RECONNAISSANCE D'AVANCES FAITES PAR LE FERMIER
AU MÉTAYER (1760)

Fut présent en sa personne Jean-Baptiste Pinel, laboureur, lequel de son gré et libre volonté a reconnu et confessé que Pierre Larijeon, marchand fermier, son maître, présent et acceptant, lui a délivré pour faire la culture des terres du lieu de Barachy, dont il est métayer, les attraits de labourage qui suivent :

Premièrement : une charrette, pour la somme de vingt-quatre livres ; quatre chambiges, pour la somme de douze livres ; quatre jougs pour la somme de douze livres ;

Et, en outre que le dit sieur Larijeon, son maître, lui a avancé la somme de cent soixante livres pour acheter les meubles qui suivent :

Premièrement : deux lits pour la somme de quatre-vingts livres, plus quatre coffres pour la somme de quarante livres, plus deux poêles, deux poêlons pour la somme de quatre livres, une crémaillère, un pot de fer, une chaudière, une mai, une table, une mare, deux bêches, une cognée, un bigot, un gouyard, une serpe et plusieurs autres outils servant à labour, pour la somme de trente-six livres.

Tous lesquels meubles et harnois se montent à la somme totale de deux cent huit livres et lesquels, en cas de mouvement, il sera permis au dit Larijeon de les retirer ou forcer ledit Pinel à en payer le montant, sur lesquels il aura hypothèque de ce jour, pourquoi ledit Pinel y a obligé tous ses biens meubles et immeubles présents et à venir., (30 juillet 1760.)



COMPTE DE MÉTAYAGE (1749)

Aujourd'huy quatorzième juillet mil sept cent quarante neuf, entour l'heure de neuf du matin, a comparu pardevant moi, notaire royal soussigné et témoins cy-bas nommés, résidants au bourg et paroisse de Bussière-la-Grue, Louis F..., demeurant en la paroisse de Louroux-Bourbonnais, lequel nous a montré et exhibé un exploit qu'il aurait fait poser le huit du présent mois et an par Ladhuré, huissier, demeurant au bourg de Cosne, dûment contrôlé, à Antoine B..., laboureur, maître et chef de sa communauté, demeurant au village de la Moulière, paroisse dudit Bussière, cy-devant son métayer au lieu du Petit-Ditière, dite paroisse, afin par ledit B..., de venir à compte ce jourd'huy par devant le notaire soussigné heure de neuf du matin, de toutes ventes, achats qu'ils ont fait ensemble, de tous paiements de tailles et autres impositions, fournitures de farine et blé pour sa nourriture ou celle de sa famille que prêt d'argent ou perte de bestiaux pendant le temps que ledit B..., a été son métayer audit lieu et petit domaine de Ditière jusques au jour de Saint-Martin d'hiver dernier, avec protestation par ledit F... que au cas ou ledit B... serait refusant de satisfaire à la présente assignation qu'il sera procédé au compte par vertu de défaut tant en absence que présence et que le dit F... se pourvoira par les voies de droit contre ledit B., en cas qu'il se trouve redevable, et après avoir resté depuis ladite heure de neuf du matin jusqu'à celle de trois heures après-midi que ledit B..., ni personne pour lui n'ont comparu, ledit F... nous a requis acte de sa comparution et défaut contre ledit B..., faute de comparoir, que nous lui avons octroyé pour lui servir et valoir ce que de raison et avons procédé audit compte par vertu de défaut, ainsi qu'il s'ensuit et pour cet effet ledit F..., nous a représenté ses mémoires et états des ventes, achats et prêts qu'il a faits audit B..., depuis l'année 1746 temps auquel il est

entré avec lui en qualité de métayer la quantité de quarante-cinq boisseaux de blé seigle, mesure Bourbon, à raison de vingt sols le boisseau, montant quarante-cinq livres ; plus ledit F... a payé pour ledit B... ses impositions des années 1746, 1747 et 1748 qui se montent suivant qu'il en a justifié par les rôles desdites années à la somme de cent soixante et quatorze livres, plus pour sa part de l'achapt de quarante liasses de paille trois livres ; plus ledit F... a payé pour drogues ou médicaments de bestiaux pour la part dudit B... la somme de cinq livres quinze sols, plus ledit F... a payé en l'acquit dudit B... pour sa part et portions des cens qu'il doit à la chastellenie d'Herisson à cause de la portion qu'il a dans ledit lieu et petit domaine de Ditière jusque et y compris le terme de Saint-Michel mil sept cent quarante huit la somme de trois livres, plus ledit B... doit encore audit F... pour sa part et perte d'une vache vingt sols ; lesdits prêts se montant sauf erreur de calcul à la somme de deux cent trente une livres quinze sols cy 231 15

Plus ledit F... a déclaré avoir acheté deux vaches la somme de cent une livres douze sols, plus une autre vache, y compris la dépense de la somme de trente-huit livres huit sols ; total des achats, sauf erreur, montant à cent quarante livres cy 140 »

Au jour de Saint-Martin dernier, temps auquel ledit F... a affermé au sieur C..., il s'est trouvé suivant l'estimation qui a été faite en présence dudit B..., pour la somme de deux cent cinquante-deux livres de bestiaux dans ledit petit domaine de Ditière pour laquelle somme ledit C... s'est chargé envers ledit F..., cy 252 »

De façon qu'il y a cent douze livres de profit ; partant il en revient audit B... celle de cinquante-six livres, cy 56 »

Plus ledit F... accorde encore de tenir compte audit B... de la somme de trente-deux livres dix-

sept sols pour sa part et portion des portions qu'il a
dans ledit lieu et petit domaine de Ditière, de six
années de jouissance échues à la Saint-Martin
1748, cy 32 17

Plus ledit F... accorde encore de tenir compte
audit B... de la somme de vingt-quatre livres dix
sols pour profit de moutons, cy..... 24 10

Plus pour profit de bestiaux revenant audit
B... à la Saint-Martin d'hiver dernier la somme de
treize livres cinq sols, cy..... 13 05

De façon que déduction des profits dudit B... sur les prêts
faits par ledit F..., il se trouve encore redevable envers ledit
F... de la somme de cent cinq livres trois sols, sauf erreur de
calcul de tout quoi nous en avons fait le présent acte à la
réquisition dudit F...



CORVÉABLES REFUSANT DE FAIRE LA CORVÉE (1734)

Aujourd'hui cinq septembre mil sept cent trente-quatre, à l'heure de quatre après-midi, en notre étude, et pardevant nous, notaire royal soussigné, a comparu :

Gilbert Villebrière, garde de Son Altesse Sérénissime Monseigneur le duc de Bourbon, demeurant en ladite ville de Bourbon, qui nous a remontré qu'en ladite qualité de garde de S. A. S., il aurait été commandé par M. Bernard Piat, receveur de la châtelainie de Bourbon, y demeurant, de se transporter au bourg d'Ygrande, pour faire publier, à l'issue de la messe paroissiale, un à savoir où sont dénommés tous les laboureurs et colons et locataires du bourg et paroisse dudit Ygrande, afin qu'ils eussent chacun à se trouver, une partie desdits laboureurs et locataires, demain lundi six du présent, et l'autre partie mardi sept dudit présent mois, suivant qu'il est fait état au dit à savoir, sur la chaussée de l'étang du petit Briare, dépendant de la dite châtelainie de Bourbon pour voiturier des pierres et terres pour parvenir aux réparations de la dite chaussée. A quoi ledit Villebrière ayant obéi, il se seroit transporté au dit bourg d'Ygrande et auroit fait faire le dit à savoir, à l'issue de la messe par le sieur Martinat, vicaire dudit Ygrande, suivant son certificat mis au bas du dit à savoir de ce jourd'hui, duquel il nous a justifié, et qu'étant sorti de l'église, à l'issue de la messe, étant devant la grande porte, il se seroit présenté plusieurs personnes à lui inconnues, qui lui auraient dit : « B... de j... f... qu'es-tu venu faire ici. C'est pour nous commander pour aller à la corvée. Vas te faire f.... Nous nous f... de ton prince et du fermier comme de toi » avec plusieurs menaces de le maltraiter, lesquelles ils auroient effectuées s'il ne s'étoit retiré promptement dans la maison de Gabriel Boucaumond, cabaretier où ils le poursuivirent jusqu'à la porte, ce qui le mit hors d'état d'exécuter et obéir aux ordres qui lui seront remis entre les mains s'il n'y est parvenu,

pour ce à quoi parvenir il nous a fait en notre tablier la présente déclaration, en présence du dit sieur Piat et nous en ont requis acte et leur en vouloir dreser procès-verbal ce que nous leur avons octroyé pour leur servir et valoir ce que de raison...



CORVÉABLES REFUSANT DE FAIRE LA CORVÉE (1788)

Aujourd'huy quinzième jour du mois de juillet mil sept cent quatre-vingt-huit, je me suis, M^e Antoine Bergerolle, notaire royal demeurant au bourg et paroisse de Buxières, transporté à la réquisition de Pierre Lorigeon, marchand fermier de la terre et seigneurie de la Condemine, terrier en dépendant et autres droits attachés à iceluy terrier, jusqu'au même lieu et château de la Condemine, où étant le dit sieur Lorigeon nous aurait exhibé un à savoir par lui fait faire à l'issue de la messe paroissiale du dit Buxières par Berthomier, huissier royal, dûment contrôlé au Montet, par lequel à savoir, il était annoncé qu'en sa qualité de fermier du dit terrier de la seigneurie de la Condemine il lui était dû par plusieurs particuliers de la dite paroisse et autres des corvées, tant à bras qu'avec bœufs et charrettes, que pour cet effet, il commendait pour ce jourd'huy, pour l'heure accoutumée et ordinaire aux travaux journaliers, savoir : les métayers et colons du domaine de Courquiaux avec bœufs et charrette, Jean Guillot, métayer à la Sasagne, les colons et cultivateurs de Papilotière aussi avec bœufs et charrettes, le locataire habitant la locaterie de Papilotière et celui qui habite la locaterie de Courquiaux pour leurs corvées à bras, en conséquence du dit à savoir, à l'heure de sept du matin, a comparu le nommé Darson, laboureur, au domaine de Papilotière, lequel a dit être prêt de faire la corvée au désir du susdit à savoir, ce qu'il aurait effectué et nous en a requis acte et après avoir demeuré depuis la dite heure jusqu'à celle de quatre, heure de relevée à laquelle les cultivateurs et colons du village de Courquiaux, les locataires occupant la locaterie de Papilotière n'ont comparu ni personne pour eux, vu laquelle non comparution le dit Lorigeon aux qualités ci-devant dites nous a requis lui donner défaut que nous lui avons octroyé...

LIQUIDATION DE COMMUNAUTÉ FAMILIALE (1838)

Après la mort du père, chef de communauté, ses quatre fils ou gendres associés procèdent au partage des biens :

Mobilier composant la communauté :

5 lits garnis et un sixième non encore terminé, estimés	30	»
2 armoires et 1 table estimées	70	»
1 horloge avec sa boîte 1 vaisselier, 1 huche, estimés	55	»
4 coffres et 1 cassette, estimés	42	»
36 draps de lit, estimés	108	»
5 nappes et 12 sacs, estimés	22	»
Ensemble les chaises, paniers, paillasses, estimés ..	12	»
Batterie de cuisine, vaisselle, cuillers, fourchettes, estimés	12	»
1 baquet, 2 seaux, 3 barils, 1 baratte, estimés...	6	»
26 kg. de chanvre, 8 kg. de laine, 1 livre de fil, estimés	65	50
1 crible, 2 tamis, 2 fers à repasser, 1 pain de cire, estimés	11	»
3 charrettes, 3 herses, dont une à dents de fer, estimées	240	»
5 ariaux garnis, 2 brouettes et 2 échelles, estimées	33	»
2 mortiers à lessive, 1 mortière, 1 poinçon, est.	6	»
2 quarts, dont un plein de verjus, estimés	14	»
4 pioches, 3 bêches, 3 gouyards, 3 haches, estim.	16	50
3 tarières, 1 villebrequin, 1 hache, estimés	10	»
5 fourches de fer, estimées	5	»
1 selle et 1 bride, estimées	12	»
1 passe-partout, 1 scie, 14 chaînes de fer, estim.	23	»
1 van tournant, estimé	50	»
4 jougs garnis, estimés	16	»

Récoltes :

Récolte de blé de l'année courante, estimée... Fr.	530	»
Récolte d'avoine de l'année courante, estimée....	300	»
Récolte pendant par racines à prétendre pour l'année 1839, toutes chances calculées	550	»



PARTAGE DE SOCIÉTÉ DE TRAVAIL (1865)

Entre le père, chef de société, ses deux fils et son gendre, associés.

I. — *Masse active :*

1° Mobilier existant au domicile des sociétaires en lits, tables, armoires, chaises, ustensiles de cuisine, buffet et denrées diverses, estimés, ensemble, mille francs, avec les poules appartenant à la maison	1.000	»
2° Argent en deniers comptants provenant du bénéfice de cheptel appartenant à la société dans l'exploitation du domaine.....	2.000	»
3° Récoltes sur terre, ensemences, grains, voitures, outils, instruments aratoires, estimés	2.000	»
4° Deniers comptants provenant de ventes de denrées	533	»
Total.....	5.533	»

II. — *Masse passive :*

Toutes les dettes à la charge de la société s'élèvent à la somme de deux cents francs, qui seront pavés par les parties avec l'argent comptant porté sous l'article 4.....	200	»
--	-----	---

De sorte qu'il reste à partager entre les sociétaires une somme ou valeur nette de cinq mille trois cent trente-trois francs..... 5.333 »
soit treize cent trente-trois francs vingt-cinq centimes à chacun.

Il dépend, en outre de la société une pièce de toile qui est entre les mains du tisserand pour être travaillée et la laine non travaillée ni lavée provenant de la dernière tonte des moutons, qui se trouve dans la maison des sociétaires ; ces deux objets n'ont pas été compris dans l'estimation ci-dessus.

N° II

ESTIMATION DU CHEPTEL D'EPOQUES DIVERSES

1787 :

4 bœufs arables et charria- bles	260	livres
6 mères vaches et 4 sui- vants	170	—
3 taureaux ou jeunesses de 2 à 3 ans	54	—
65 moutons	310	— 12 sols 6 deniers
1 jument et son poulain..	50	—

1805 :

4 bœufs, estimés	550	fr.
5 mères vaches, estimées	285	»
4 jeunesses	180	»
2 veaux, estimés	40	»
1 jument et son suivant, estimée	51	»
5 porcs, estimés	20	»
33 moutons, estimés	239	» 25

1825 :

6 bœufs à 350 fr. la paire	1.080	fr.
4 vaches et 2 veaux, esti- més, en bloc.....	252	»
1 taure, estimée	48	»
2 taureaux, estimés	72	»
1 truie, estimée	27	»
5 porcs, estimés	50	»
34 moutons	262	»

1831 :

8 bœufs à 250 fr. pièce ..	2.000	fr.
6 mères vaches, à 72 fr....	432	»
2 taureaux à 60 fr.....	120	»

1 taure à 50 fr.	50 »
2 veaux à 30 fr.	60 »
1 jument	130 »
60 moutons	858 »
1 truie	24 »

1840 :

4 bœufs, estimés	1.080 fr.
6 vaches, estimées	480 »
1 taureau, estimé	70 »
74 moutons, estimés	592 »
5 porcs	105 »
3 veaux de lait, estimés ...	90 »

1855 :

4 bœufs, estimés	1.120 fr.
7 vaches, estimées 120 fr. chaque	840 »
5 taureaux, estimés	550 »
2 taures, estimées	170 »
8 veaux, estimés	400 »
1 jument et son suivant ...	370 »
3 jeunes porcs estimés...	54 »

1865 :

4 bœufs, estimés	1.450 fr.
5 vaches, estimées	850 »
2 taureaux, estimés	350 »
5 taureaux d'un an	700 »
2 taures, estimées	250 »
62 moutons, estimés	1.200 »
1 veaux, estimé	150 »
1 jument, estimée	450 »

1880 :

4 bœufs, estimés	2.100 fr.
6 vaches, estimées	1.380 »
1 taureau, estimé	260 »
4 jeunes veaux, estimés...	360 »
5 jeunesses d'un an, estim.	750 »
35 moutons, estimés	857 »
1 jument, estimée	610 »
1 truie et 7 petits	264 »

1900 :

4 bœufs, estimés	2.100 fr.
6 vaches, estimées	1.980 »
4 veaux, estimés	560 »
3 jeunesses, estimées	800 »
32 moutons, estimés	560 »
5 porcs, estimés	300 »
1 truie et 7 petits, estimés	140 »

1914 :

6 bœufs, estimés	4.400 fr.
6 vaches, estimées	2.600 »
2 taureaux, estimés	960 »
2 taures et 1 veau, estimés	920 »
2 veaux, estimés	350 »
5 petits porcs	110 »

1915 :

6 bœufs prisés	5.000 »
6 vaches, estimées	3.840 »
2 taureaux, estimés	1.030 »
3 jeunesses, estimées	980 »
2 veaux, estimés	520 »

1 jument, estimée	1.030 »
2 truies, estimées	600 »

1916 :

10 bœufs, prisés	8.700 fr.
12 vaches, prisées	7.680 »
12 jeunesses de 18 mois...	4.320 »
12 veaux	3.120 »
1 taureau étalon	840 »
1 jument	1.300 »
4 truies et 4 petits	1.400 »

1917 :

6 bœufs, estimés	4.450 fr.
3 vaches	1.615 »
3 autres vaches	1.570 »
6 jeunesses de 18 mois...	2.220 »
6 veaux	1.180 »
1 truie et 6 petits	600 »
1 jument	1.200 »

1918 :

8 bœufs, estimés	12.000 fr.
9 vaches	8.500 »
9 jeunesses	5.800 »
8 veaux	3.600 »
1 jument	1.200 »

1919 :

4 bœufs, estimés	8.600 »
8 vaches	11.200 »
5 jeunesses	3.500 »
6 veaux	3.000 »
1 jument	2.800 »
1 truie et 7 petits	750 »

BAIL A MÉTAYAGE VERS 1900. CLAUSES HABITUELLES

Conditions diverses. Les preneurs jouiront des dits biens en bon père de famille et y tiendront toujours... hommes forts, solides et propres à tous les travaux, ainsi que les pâtres nécessaires.

Ils entretiendront les bâtiments de réparations locatives et souffriront tous les grosses réparations, reconstructions ou constructions nouvelles que fera faire le propriétaire.

Ils s'opposeront à tous déplacements de bornes, usurpations et dégradations qui pourront être commis et en avertiront immédiatement le bailleur.

Ils donneront aux terres tous les soins et façons convenables ; ils les laboureront, fumeront et ensemeront par soles et saisons convenables.

Ils entretiendront les prés en parfait état de fauche, bien étaupés, rasés et ébuissonnés, y ouvriront et entretiendront les rigoles et usines nécessaires à leur irrigation, et ne pourront plus, l'année de leur sortie, y envoyer pacager les bestiaux à partir du...

Ils cureront les fossés par récolte ; ils ne seront pas tenus à en faire de nouveaux, mais ils entretiendront ceux que le bailleur ferait faire à ses frais.

Les preneurs tiendront constamment bien clos et bouchés les héritages qui ont coutume de l'être ; ils auront pour cela la tonte des haies vives et des pieds corniers, mais ils ne laisseront subsister aucune accrue ni dans les prés ni dans les champs. Une fois les héritages bien clos, le surplus du menu bois leur appartiendra pour les chauffages ou attrails de labourage, mais ils ne pourront abattre ni étêter aucun arbre, mort ou vif sans le consentement exprès et par écrit du bailleur, qui se réserve d'exploiter tous arbres que bon lui semblera.

Tous les foins francs, fourrages artificiels, pailles et fumiers qui se feront dans le domaine devront y être entièrement consommés.

Les preneurs feront, sans indemnité, tous les charrois que nécessiteraient toutes réparations ou constructions sur le domaine, et de plus tous ceux nécessités par le transport de la part de récoltes du bailleur dans ses greniers ou à ses acheteurs.

Il est interdit aux preneurs : 1° de faire aucun charroi pour autrui sans l'autorisation écrite du bailleur ; 2° de vendre du laitage ; 3° de chasser sur la propriété.

Entrée et sortie. Etat des lieux. A l'entrée en jouissance, il sera dressé un état des lieux du domaine. Les preneurs devront, à leur sortie, laisser les lieux en tous points conformes à cet état.

Cheptel. Les preneurs recevront, à leur entrée, un fonds de cheptel de ... francs ; le surplus sera à moitié. Si les preneurs ne peuvent effectuer le remboursement de leur part du surplus, ils devront au bailleur l'intérêt à ... pour cent par an de la somme qu'ils n'auront pu rembourser. A leur sortie, ils devront laisser un cheptel de même valeur et de même nature que celui qu'ils auront reçu.

Pailles et foins. A leur sortie, les preneurs laisseront bien rangés et engrangés tous les foins francs et (partie désignée) des fourrages artificiels, ainsi que (partie désignée), des pailles d'avoine, et toutes les grosses pailles qui seront récoltés la dernière année dans le domaine.

Graines fourragères. Ils supporteront, l'année de leur sortie, que le remplaçant vienne répandre des graines fourragères sur les récoltes.

Servines. Les preneurs livreront tous les ans au bailleur, à titre de servines ... œufs, ... paires de poulets, ... beurre, etc.

Administration et partage. La direction de la culture et de l'exploitation appartiendra exclusivement au bailleur. En conséquence, le preneur devra se conformer aux instructions du bailleur, notamment pour les ventes et achats de bétail, pour l'assolement des terres, la création des prairies naturelles

et artificielles et généralement toutes les opérations concernant l'exploitation et la mise en valeur du domaine. Le bailleur encaissera le prix de vente des bestiaux, soldera les dépenses et réglera au onze novembre les comptes de l'année.

Les preneurs seront chargés de tous les travaux concernant l'exploitation du domaine y compris la levée des récoltes, conduite et mise en meules, mais excepté l'écossage des grains. A défaut de ce faire, et en cas de retard dans les travaux, le bailleur aura le droit d'y employer des ouvriers de son choix et aux frais des preneurs.

Partage. Tous les produits se partagent par moitié entre le bailleur et les preneurs, sous la seule exception des produits du jardin et des poules et poulets à la charge de donner annuellement les servines ci-dessus. La plume des oies et la grosse volaille est à moitié.

La chaux, le fumier, les tourteaux, farines, etc..., et tous les engrais et semences, seront fournis ou payés par moitié entre le bailleur et les preneurs.

La récolte des céréales sera battue à la machine ; le bailleur fournira la machine et le charbon. Les preneurs fourniront les hommes nécessaires au fonctionnement de la machine et à la mise en meules des pailles. Ils nourriront ces hommes, ainsi que les mécaniciens et les gens envoyés par le bailleur pour le mesurage et le partage des grains.

Impôt colonique. Enfin, indépendamment des conditions ci-dessus, les preneurs promettent et s'obligent à payer au bailleur, à titre de rétribution colonique, le onze novembre, en réglant le compte de l'année, une somme de ... francs.

Les preneurs paieront les frais des présentes et ceux d'une grosse si le bailleur la requiert.

Assurances. Le bailleur aura le droit d'assurer à telle compagnie d'assurances qu'il lui plaira, les cheptels et les récoltes, et les colons lui devront la moitié des primes, tant pour la grêle que pour l'incendie.

MANIFESTE DU SYNDICAT DE BOURBON (1905) (1)
Aux Travailleurs de la Terre !

Camarades, depuis des années et des années, depuis des siècles et des siècles, nous sommes courbés du matin au soir vers la terre, sans réfléchir à notre sort, sans regarder autour de nous, persuadés d'ailleurs qu'on ne peut faire autrement que de se donner une peine immense pour manger un morceau de pain.

Si, au lieu de nous éreinter de la sorte, nous avions parfois levé la tête, si nous nous étions demandé qui profitait de notre travail et s'il était juste de se donner tant de mal pour d'autres, il y a longtemps que nous aurions trouvé le remède à notre malheureuse situation.

Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire : posons-nous donc ensemble cette question et répondons-y franchement.

Qui produit le blé, c'est-à-dire le pain pour tous ? Le paysan.

Qui fait venir l'avoine, l'orge, toutes les céréales ? Le paysan.

Qui élève le bétail pour procurer la viande ? Le paysan.

Qui élève le mouton pour procurer la laine ? Le paysan.

Qui produit le vin, le cidre, etc... ? Le paysan.

Qui nourrit le gibier ? Le paysan.

En un mot, c'est au paysan que la société est redevable de la nourriture, de la boisson, des habits. Vous produisez tout. Que produit votre fermier général ou votre propriétaire ? Rien.

Et pourtant qui mange le meilleur pain, la meilleure viande ? Qui porte les plus beaux habits ? Qui boit le Bordeaux et le Champagne ? Qui profite du gibier ? Le bourgeois !

Qui se nourrit mal ? Qui boit rarement du vin ? Qui tra-

(1) Reproduit par M. René Bazin. *Le blé qui lève*. Ch. III : La lecture en forêt.

vaillle sans discontinuer ? Qui se brûle l'été et se gèle l'hiver ? Qui a bien des misères et bien des peines ? Le paysan !

Bien plus : les travailleurs des champs sont souvent railés, insultés, tournés en ridicule par ceux-là mêmes qui vivent dans l'oisiveté et font la noce à leurs dépens. Les bourgeois, en effet, jugent les paysans sur les apparences extérieures et se moquent d'eux parce qu'ils ont de grosses mains contrefaites par le travail, gercées et crevassées l'hiver ; parce qu'ils ont souvent le dos voûté et qu'ils regardent constamment la terre, et surtout parce que, n'ayant pas l'habitude de la société, ils sont timides et s'expriment mal.

Camarades des campagnes, nous sommes petits parce que nous nous courbons devant les riches : redressons-nous une bonne fois, et nous nous apercevrons que nous sommes plus grands qu'eux ! Ayons conscience de notre force et de notre utilité ! Nos camarades des mines, des usines et des ateliers nous ont montré le chemin ; ils n'attendent que notre organisation, qui sera une force immense pour marcher de l'avant : ne les faisons pas attendre davantage ! Eux aussi souffrent, eux aussi ont des misères et des peines injustifiées, du fait des capitalistes exploiters. Le jour n'est peut-être pas éloigné où nous pourrons nous unir tous pour conquérir notre part de bien-être, notre part de bonheur.

Camarades des campagnes, réfléchissons bien à ceci :

Si demain, tous les cultivateurs disparaissaient, qu'arriverait-il infailliblement ? Une famine générale, une misère atroce, la mort probable en peu d'années d'une bonne partie des restants.

Et si demain tous les Messieurs disparaissaient... Il est bien permis de supposer que rien n'en irait plus mal et, qu'au contraire l'humanité pousserait un immense cri de soulagement. Et nous, cultivateurs, nous n'aurions plus à entretenir des oisifs menant la vie large, plus d'opresseurs pour nous tenir sous un joug de fer, plus de tyrans grossiers nous insultant sans motif. Conséquence : beaucoup plus de liberté, plus de bien-être, beaucoup moins de travail.

Et pourtant, nous ne désirons la disparition de personne, mais nous désirons ardemment voir arriver le jour où tout le

monde sera obligé de travailler pour vivre, où il n'y aura plus d'exploiteurs ni d'exploités, où l'on ne verra plus le luxe de quelques-uns échafaudé sur la misère de tous.

Cela viendra sûrement : ce sera le couronnement de notre œuvre.

En route pour le grand but, camarades, et ne nous laissons pas abattre par les difficultés qui viendront entraver notre marche.

• Vive l'émancipation des Travailleurs !



MANIFESTE SYNDICAL DE 1906

Au Paysan, notre frère de peines !

Paysan qui lira ces lignes, songe qu'elles sont écrites par la main d'hommes qui, comme toi, travaillent sans fin pour assurer le pain de leurs familles et, comme toi aussi, sont spoliés de leurs travaux. Tu dois comprendre qu'ils ne peuvent te tromper puisque leurs intérêts et les tiens sont les mêmes.

Lorsque, il y a quelques années, un mouvement syndical se dessina dans notre contrée, nous sommes persuadés qu'en toi-même, tu nous approuvais ; tu comprenais que pour faire quelque chose de bien, pour réussir dans les réformes que nous demandions, il fallait le concours de ceux qui travaillent la terre.

Si tu es des nôtres, si tu as fait ton devoir d'homme conscient comme nous, tu n'as aucun reproche à t'adresser. Mais si tu es resté en arrière, retenu peut-être par des prétextes futiles ou simplement par indifférence ou manque d'énergie, tu dois te sentir coupable.

Qui te retient. Est-ce la peur de manquer de pain ? Tu en auras toujours si tu sais le faire venir.

Est-ce parce que dans le syndicat de ta commune, quelques membres du bureau ou quelques syndiqués te déplaisent ?

Camarade, personne n'est parfait : il ne faut voir que le grand but à atteindre et faire abstraction de ses préférences personnelles.

Peut-être as-tu peur de déplaire à ton patron ?

Il ne te consulte jamais, lorsqu'il veut faire quelque chose. Peut-être t'a-t-il promis, si tu étais bien sage, quelques améliorations ; peut-être même, t'a-t-il donné de l'argent pour que tu ne te syndiques pas ; peut-être même te tient-il heureux

pour que tu lui dises tout ce que tu sais de nous et pour que tu nous combattes ?

En ce cas, prends garde, le pain gagné de cette façon doit être bien amer ; s'il en est ainsi, ta conduite est celle d'un homme indigne, et, tôt ou tard, tu la regretteras.

As-tu jamais pensé aux iniquités de la vie ; as-tu songé à comparer ton existence à celle du bourgeois ?

Ecoute ! Lorsque tu es né, aucune grande fête n'a été donnée, tu étais une charge nouvelle pour tes parents. Ils t'ont aimé certes, mais ils ont été forcés par la nécessité de t'employer à leurs travaux dès que tu as pu rendre quelques services. Malgré ton envie, ce n'est pas toujours que tu as pu t'amuser. On t'a envoyé à l'école juste assez pour que tu ne sois pas tout à fait un illettré : de faire autrement, on n'avait pas les moyens.

Le prêtre t'a pris à dix ans ; il t'a appris le catéchisme avec tous ses mystères qu'il faut croire sans discuter. Il t'a appris l'obéissance et la soumission : il t'a dit qu'il n'y avait qu'un seul but dans la vie : sauver son âme. Tout le reste, indépendance, fortune, honneurs, ne comptent aucunement. Et, cependant, tu t'es aperçu quelque temps après qu'il fallait d'abord travailler énormément pour pouvoir manger, et que la religion adule la richesse.

L'armée t'a pris à vingt ans. Tu as subi des humiliations sans nombre ; tout le monde avait le droit de t'insulter et on t'apprenait à tuer les hommes. Pourtant la religion qui prêche le pardon et la douceur et l'armée dont le rôle est brutal et sanguinaire, s'aiment et se donnent la main.

Tu es revenu, le travail t'a repris ; à peine as-tu eu le temps de songer à l'amour et de créer toi-même une famille, il t'a fallu lutter sans trêve pour n'être pas terrassé par la misère.

A dix ans, on t'apprenait à obéir et à souffrir sans murmurer. A vingt ans, on t'apprenait à défendre ce que tu ne possèdes pas. Et après, tu as fait fructifier pour d'autres cette terre qu'il t'est défendu d'appeler tienne, sans pouvoir même

y gagner la moindre sécurité pour tes vieux ans.

Et regarde tous ceux qui se sont intitulés tes maîtres, les uns vivent dans une douce paresse ; les autres dans les plaisirs et l'opulence. Ils ont des valets et des maîtresses et dépensent sans compter l'argent que tu gagnes pour eux..

Camarade, veux-tu une amélioration dans ta vie ? Veux-tu ta place au soleil, ta part de joie ?

Sois des nôtres, viens faire ton devoir et défendre tes droits.

Qui que tu sois, ouvrier, métayer, petit fermier ou même petit propriétaire, tu es du peuple, tu appartiens à la grande famille des prolétaires. Tu souffres de la misère et du manque de repos, tu es notre frère.

Camarade, aie le courage de vouloir ; la réussite est à ce prix.

Le Comité général.



MANIFESTE SYNDICAL A PROPOS DU BAIL MODÈLE

Aux Paysans !

Malgré l'accablement du labeur quotidien, il est des heures où l'on descend au fond de soi-même et où l'on regarde d'un œil attristé la vie, pour nous sans beauté et sans joie.

Sitôt après l'enfance insouciante, dès l'âge de douze ans, c'est le travail pénible, brutal, continu.

Aux années de jeunesse, des espoirs nous souriaient, on a cru qu'un jour viendrait où l'on sortirait de la misère, où l'on arriverait sinon à la richesse, du moins à l'aisance. Puis peu à peu, ces dernières espérances se sont envolées ; on a compris que le travailleur honnête n'avait pas le droit de posséder, puisque dans notre société si bien organisée, on ne peut s'enrichir sans exploiter les autres.

Les preuves viennent en foule nous confirmer dans cette idée. Voici un gros propriétaire terrien ; d'où vient sa fortune ? Il l'a héritée de son père allez-vous dire. Oui, mais son père ? Les anciens disent qu'il avait commencé avec peu de choses ; il a affermé quelques domaines ; il s'est montré « débrouillard » et surtout très dur pour les métayers ; puis il a épousé, sans amour, une vieille fille revêche, apportant une grosse dot. Et la fortune s'est accrue vite, parce que l'eau va toujours à la rivière.

Les ancêtres de cet autre se sont enrichis dans le désarroi d'une révolution, à moins que ce ne soit pendant une guerre désastreuse pour le pays.

Et cet autre encore ? Ah ! celui-là, son père a fait plusieurs faillites et ruiné nombre de pauvres gens qui avaient confiance en lui.

Ainsi l'origine des fortunes que vous connaissez est toujours trouble ou foncièrement malhonnête ; toujours établie,

en tout cas, sur l'exploitation des travailleurs.

Alors on se sent pris de découragement et d'un peu de dégoût.

On se dit : « A quoi bon tant de peines ? Mes aïeux ont travaillé sans répit, j'ai fait de même toute ma vie ; de tant d'efforts il ne nous reste rien ; pourquoi continuer ? » Et l'on souhaiterait volontiers s'étendre là, à même la terre ingrate, fermer les yeux, s'endormir à jamais dans le grand repos de la fin...

Puis le nuage se dissipe, on est repris par les nécessités urgentes de la vie, et avec un reste d'amertume, on reprend l'outil, non sans avoir formulé quelques blasphèmes ou bien une exclamation de ce genre : « Chienne de vie dureras-tu toujours ainsi ? »

Donc, camarades, vous n'êtes pas heureux. Vous débâterez souvent contre votre situation. Vous jalousez vos maîtres et aussi les autres travailleurs, vos collègues. Mais, trop faibles pour vous attaquer aux premiers, c'est sur les seconds que votre colère se passe.

Vous recherchez les occasions de leur nuire, de leur jouer quelques mauvais tours. Et lorsque vous réussissez, vous savourez votre inutile vengeance dans des clabauderies sans fin.

Insensés que vous êtes ! Vous vous coupez les bras vous-mêmes : vous vous enlevez à plaisir la seule chance qui vous restait de pouvoir un jour profiter de votre travail. Les vilénies faites à vos camarades, les calomnies que vous débitez sur leur compte, retombent sur vous et vous accablent. Le puissant, le riche, forts de votre désunion, de votre guerre fratricide, en profitent pour vous exploiter un peu plus, toujours un peu plus.

Des charges nouvelles viennent s'ajouter à vos charges déjà lourdes, et, inconscients, vous continuez de vous courber devant celui qui vous accable.

« Mettez plusieurs petits chats dans un sac — a dit Sébastien Faure — fermez et secouez-le, qu'arrivera-t-il ? Les chats se plaindront et se mordront entre eux ; mais aucun ne son-

gera à mordre la main qui tient le sac. »

Il en est ainsi de nous, chacun rend responsables de sa misère ses voisins, ses égaux, et personne n'ose attaquer le mal à sa source même.

Nous sommes cependant nombreux, très nombreux, et entre nous l'union féconde serait facile si nous le voulions bien. Mais non ! Des habitudes, des routines séculaires nous retiennent. Nous aimons mieux souffrir que de faire un effort salutaire. L'effort qui briserait sans peine la volonté de quelques privilégiés.

Quelques-uns pourtant se sont groupés en ces dernières années, et ceux-là veulent tenter l'effort libérateur !

Eh bien, Camarades paysans, il est temps encore : si vous voulez que les syndiqués réussissent, venez avec eux. Ils ont pour eux la Conscience et le Droit ; s'ils sont le nombre, le succès est certain. Votre indifférence seule peut les faire échouer.

Entre votre intérêt, votre bonheur, le bonheur de vos descendants, et la peur de déplaire à votre patron : choisissez !

Nous avons confiance, nous espérons que vous vous joindrez à nous et que pas un ne reculera pour demander aux propriétaires d'accepter les clauses adoptées par la Fédération, clauses que vous avez reçues ou que vous recevrez bientôt.

La Commission de Propagande.



BAIL MODÈLE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

M. X..., propriétaire, demeurant à, commune de, d'une part;

Et M. Z..., cultivateur, demeurant à, commune de, d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

M. X... donne à titre de bail, à moitié fruits, pour une durée de (6, 9, 12) années consécutives, qui commenceront le onze novembre mil neuf cent....., pour finir à pareille époque de l'année mil neuf cent....., le domaine de....., situé commune de...../consistant en bâtiments d'habitation et d'exploitation, jardin, prés, terres et cheptel de bestiaux — cela sans aucune réserve; — le tout d'une contenance de hectares.

CONDITIONS GÉNÉRALES

1^o M. X..., propriétaire, apporte à l'association le domaine avec toutes ses dépendances, comme il est stipulé plus haut. Il a la charge d'entretenir en bon état d'hygiène et de confortables les bâtiments d'habitation et d'exploitation.

Sont également à sa charge tous les amendements, drainage et irrigations nécessaires au bon entretien de fertilité des terres et des prés.

Les impôts fonciers en principal et généralement toutes taxes ordinaires et extraordinaires dont les biens ci-dessus sont ou pourraient être grevés, seront payés par le propriétaire;

2^o M. Z..., cultivateur, apporte de son côté à l'association, ses outils dont l'entretien reste complètement à sa charge, et le travail que nécessite la bonne culture du domaine.

Pour toutes réparations, reconstructions ou constructions neuves que nécessitera le bon entretien des bâtiments d'habitation et d'exploitation, il sera tenu de fournir attelages et conducteurs pour les matériaux nécessaires et distants de moins de trois kilomètres. Il sera exonéré de cette charge, la dernière année de jouissance. Il fournira, même cette dernière année, attelage conduit pour le transport des grains appartenant au propriétaire et provenant de la ferme. La nourriture du ou des conducteurs ou l'indemnité équivalente lui sera due pour cette besogne;

3^o Tous les produits du domaine seront partagés par moitié et les comptes réglés, chaque année, au onze novembre. Néanmoins, le propriétaire sera tenu de fournir, chaque trimestre, des acomptes sur les ventes, si le métayer l'exige.

Cependant, et pour indemniser M. Z... de la plus-value de son outillage et de son travail, il lui sera laissé la jouissance entière du jardin.

Les œufs ainsi que le lait, après l'allaitement des veaux, seront également sa propriété. Le bois mort et mort bois lui appartiendront.

Les grains et graines nécessaires aux ensemencements ainsi que les engrais chimiques, seront fournis par moitié.

Par moitié également, tous les frais de nourriture du bétail, autres que les produits du domaine;

4^o La direction, le mode de culture, les achats et les ventes ne pourront se faire qu'avec l'assentiment des deux parties;

5^o Pour les battages à la machine, le propriétaire fournira le matériel et le charbon; le métayer, les ouvriers nécessaires et leur nourriture;

6° Les assurances, autres que celles des bâtiments restant à la charge du propriétaire, se paieront par moitié;

7° L'année de la sortie, le cultivateur-métayer devra laisser engrangés foin et pailles dans les mêmes conditions qu'il les aura pris à sa rentrée. Il laissera également tous les animaux composant le cheptel; celui-ci sera estimé, s'il y a plus-value, le propriétaire devra lui rembourser la moitié de cette plus-value; dans le cas où l'estimation donnerait un prix plus bas que lors de la rentrée, le métayer tiendra compte au propriétaire de la moitié de la différence;

8° L'état des lieux est obligatoire pour chaque changement de métayer. Il devra se faire au gré du sortant. Dans cet état des lieux, il sera tenu compte aussi bien des améliorations que des dégradations et les premières viendront en déduction des secondes;

9° Toutes contestations, entre propriétaires et cultivateurs seront portées devant un conseil communal d'arbitres, composé de six membres : trois propriétaires et trois cultivateurs, jugeant en dernier ressort jusqu'à concurrence de 500 fangs;

10° Les frais du présent bail seront supportés par moitié.

Fait à....., le.....19 .. en double original.

—————1998—————

INTERPELLATION BRIZON

Chambre des Députés. Séance du 13 juin 1910

M. LE PRÉSIDENT. L'ordre du jour appelle la discussion des interpellations ... 2° de M. Brizon, sur les intentions du Gouvernement à l'égard de la classe paysanne et, particulièrement, sur l'attitude qu'il compte prendre en face des fermiers généraux parasites et de l'impôt colonique, ruineux pour les métayers...

M. BRIZON... D'ailleurs, messieurs, je suis ici poussé par une force nouvelle et irrésistible. C'est le flot paysan tout entier qui m'a porté à la tribune (*très bien, très bien à l'extrême-gauche*) pour clamer et proclamer, face à face avec la bourgeoisie possédante et gouvernante, les souffrances, les misères du prolétariat agraire, avec ses espoirs, ses droits et ses revendications. (*Applaudissements à l'extrême-gauche*)...

Au moment même où commence pour les paysans de France une dure période de travaux qui, débutant pour les foins, continuée par les moissons et les battages, se terminera par les semailles d'automne, il est vraiment extraordinaire et stupéfiant que le Gouvernement n'ait pour ses paysans ni un mot d'espoir, ni une promesse précise, ni un geste d'encouragement...

Vous croyez avoir fait votre devoir à l'égard de la classe paysanne lorsque vous avez voté les droits de douane qui ne profitent qu'aux grands propriétaires, à ces seigneurs féodaux (*exclamations au centre et à droite*) qui, malgré la Révolution de 1789 et de 1793, sont encore là, dans nos campagnes, avec la dîme, avec les corvées, avec leurs châteaux qui étendent leur ombre socialement mortelle sur les paysans qui se tuent pour eux. (*Bruit à droite*)...

Mais, messieurs, prenez garde, car c'en est fini aujourd'hui de la longue patience des paysans et lorsque les impa-

tiences doucement révolutionnaires qui frémissent en eux feront explosion, vous, messieurs du Gouvernement, vous, messieurs de la Chambre et du Parlement, vous serez étonnés, surpris, car vous n'avez rien prévu...

Je ne vous demanderai pas, vous le pensez bien, le partage des terres. Non, nous ne sommes pas des « partageux ».

Je ne vous demande pas non plus la socialisation des grands domaines... la socialisation des grands domaines est dans le programme du parti socialiste. Mais vous me prendriez pour plus jeune et plus naïf que je ne suis, si je demandais à un gouvernement bourgeois...

Non, cette chose juste, c'est nous qui la réaliserons quand nous serons constitués en parti de classe assez organisé...

Je disais que pour cette socialisation de la terre, pour donner la terre aux paysans, nous n'avons rien à inventer ; nous n'avons qu'à puiser dans l'arsenal de la bourgeoisie elle-même les moyens qu'elle-même a utilisés.

En 1789, par le célèbre décret du 2 novembre, la grande bourgeoisie révolutionnaire n'a-t-elle pas déclaré propriété nationale, biens nationaux, huit milliards de biens appartenant à l'Eglise de France...

Vos ancêtres, messieurs de la gauche radicale, n'ont-ils pas aussi nationalisé cinq à six milliards de biens appartenant aux émigrés, à ceux de l'armée de Condé, dont les descendants prétendent nous donner des leçons de patriotisme.

Ainsi, vous avez nationalisé, sous la Révolution, treize ou quatorze milliards. Il n'y a là qu'une question de plus ou de moins, une simple petite opération arithmétique. Vous les avez nationalisés pour les personnaliser et les individualiser ensuite.

Au nom de la classe paysanne qui souffre depuis tant de siècles, nous avons le droit de nationaliser, de socialiser la terre de France. Il ne s'agit que de soixante-dix milliards et vous, vous en avez nationalisé treize ou quatorze. Vous avez tracé le chemin, construit le pont, nous passerons dessus. Et ce ne sont pas vos fusils, vos baïonnettes, vos juges et vos prisons qui nous en empêcheront...

Lorsque, avec la classe paysanne qui s'organise, nous aurons conquis la terre, après avoir pris le pouvoir et conquis l'armée qui, au lieu de tourner ses fusils et baïonnettes contre nous, montera la garde autour des droits du prolétariat, à ce moment le paysan de France, le semeur de blé s'installera sur la terre non plus comme un serf et comme un esclave, mais comme un copropriétaire, mais comme un producteur libre enfin, partageant dans la grande ruche humaine l'universel travail, mais aussi l'universel bien-être et buvant enfin, lui aussi, aux inépuisables sources de l'art et de la pensée. (*Applaudissements à l'extrême-gauche*).

Voilà donc ce que je ne demande ni au Gouvernement, ni à la Chambre et voici ce que je leur demande immédiatement. Je leur demande :

1° La suppression des fermiers généraux parasites ;

2° La suppression de l'impôt colonique, ruineux pour les métayers...

Mais je réponds à la question de l'honorable M. Charles Benoist : « Qu'est-ce donc qu'un fermier général ? »...

Eh bien, je vais vous le dire...

Le fermier général est un intermédiaire capitaliste ; c'est un monsieur qui vient vous dire : « Vous avez dix, vingt fermes ; cédez-moi ces dix, vingt fermes à tel prix. Avec moi, qui ai de la fortune, vous ne courez aucun risque. Je vous paierai à la Saint-Martin prochaine, tandis que si vous donnez vos dix ou vingt fermes à dix ou vingt métayers différents, vous n'êtes pas sûrs d'en toucher le revenu pour aller ensuite le dépenser dans les villes d'eaux et vos châteaux. »

Alors les propriétaires donnent à ce fermier toutes les fermes et voilà pourquoi nous les appelons fermiers généraux...

Voulez-vous faire plus ample connaissance avec les fermiers généraux ? Ils jouissent dans notre pays, dans toutes nos campagnes du Centre, d'une bien mauvaise réputation, et vous comprendrez pourquoi quand je vous aurai lu, d'après le *Travailleur rural*, organe de la Fédération des Syndicats de cultivateurs de la région bourbonnaise, les hauts faits de

MM. les fermiers généraux, vampires, parasites de nos campagnes. En voici un exemple : il ne manque pas d'un certain sel, monsieur Charles Benoist, vous qui l'aimez :

« Il y a peu de temps, dans une commune voisine de Bourbon-l'Archambault, un métayer, le 11 novembre, devait régler avec le fermier général. Celui-ci a, paraît-il, l'habitude de ne jamais régler... »

J'interromps cette lecture pour vous montrer que c'est une habitude générale chez les fermiers généraux de ne jamais régler et de faire de singulières opérations d'arithmétique, additions et surtout soustractions, aux dépens des malheureux métayers. En voici la preuve. Cette méthode, du reste, est employée non seulement par les fermiers généraux, mais parfois par les propriétaires de nos campagnes.

« Un riche propriétaire, voisin du premier, disait ces jours derniers à ses ouvriers de ne pas se syndiquer, que c'était très mal faire, que les syndicats étaient tous des syndicats rouges, des syndicats du diable.

« En effet, les métayers de monsieur, qu'ils soient syndiqués ou non, c'est bien de pauvres diables. Plusieurs d'entre eux, voilà de 25 à 30 ans qu'ils sont sous sa direction ; ils ont pris des fonds de cheptel de 7.000 à 8.000 fr. et fait des remboursements de 2.000 à 2.500 fr. Depuis cette époque, ils ont réglé une ou deux fois, tout au plus. Chaque fois qu'ils demandent un règlement de comptes, il leur dit qu'ils lui doivent encore 3.000 ou 4.000 fr. Or, ces métayers font généralement de 8.000 à 9.000 fr. de ventes par an et leurs cheptels valent bien de 15.000 à 18.000 fr.

« Monsieur est archimillionnaire, mais ses métayers n'ont jamais peur des voleurs. »

Ils n'ont pas peur des voleurs, parce qu'ils ne possèdent rien.

Quant aux fermiers généraux, j'y reviens.

Le fait auquel j'ai fait allusion se passait à Bourbon-l'Archambault. Il fallait régler avec un fermier. Or, celui-ci a, paraît-il, l'habitude de ne jamais établir de comptes ; le métayer avait les siens ; mais ne connaissant pas... — prenez

bien garde, messieurs, au mécanisme de l'exploitation que le fermier général fait peser sur les malheureux métayers — mais ne connaissant pas le prix des marchandises achetées, il n'avait pu faire le total des dépenses. « Attendez, dit ce fermier, je vais arranger cela. » Et ajoutant ici, rognant là, il fit si bien qu'il ne donna rien ou presque rien au métayer.

Dans un autre de ces domaines qu'un métayer cultive avec sa famille, le même fermier général s'y prend de telle façon qu'il contente à peu près tout le monde, sans jamais payer personne. Tous les ans, il paie des habits aux garçons, des robes à leurs femmes — oh ! il n'y met pas un gros prix, vous le pensez bien : c'est pour des ouvriers — et donne quelques sous de poche aux jeunes, lorsqu'ils font mine de se rebeller quelque peu.

Dans l'obscurité qui résulte de cette perpétuelle absence de comptes, le métayer est toujours dupé, toujours exploité, et si vous me le permettez, je dirai même, toujours volé...

Mais, voici un fait :

« C'était un jour de foire de Moulins — mars 1902 — si j'ai bonne mémoire. La distance qui sépare la petite commune de Franchesse du chef-lieu nécessite, lorsqu'on y conduit du bétail, au moins huit heures de marche. Et les foires de Moulins, de cette époque, s'ouvraient à huit heures. Il fallait donc partir à minuit.

Il était exactement 7 heures 45 lorsque M... arriva au champ de foire. A cette heure-là, les cultivateurs des communes environnantes ont presque tous emplacé leurs bestiaux, de sorte que les survenants sont obligés de prendre les places qui restent.

Au moment précis où M... attachait son châtron à la barre, arrive son exploiteur qui lui dit d'un air autoritaire et brutal :

— Ce n'est pas ici ta place, tu vas enlever ce taureau et le conduire ailleurs.

— Mais, répliqua timidement M..., je ne puis le changer de place à présent, toutes les barrasc sont au complet.

Messieurs, excusez le langage dont je vais me servir, c'est le langage d'un fermier général :

« Je m'en f... ! enlevez-le quand même... S'il n'y a plus de place vous en chercherez ; il fallait arriver plus tôt, fainéant que vous êtes. »

Sans mot dire, avec seulement un haussement d'épaules, le pauvre martyr de la glèbe détacha son châtron et chercha une autre place. (*Travailleur rural, n° 3.*)

Et c'est le métayer, c'est celui qui produit et qui peine, qui est traité de fainéant par le fermier général parasite. (*Applaudissements à l'extrême-gauche.*)

M. l'amiral BIENAIMÉ. C'est un paysan qui a écrit cela ?

M. BRIZON. Parfaitement.

M. l'amiral BIENAIMÉ. On l'a écrit pour lui.

M. BRIZON. Non, parce que les paysans de mon pays, bien que très exploités, et en raison de cette exploitation même, ont assez de cœur et d'intelligence pour préparer, en s'organisant en parti de classe, en syndicats, l'expropriation des grands capitalistes que vous êtes et la socialisation de la terre. (*Applaudissements à l'extrême-gauche.*)
ral, je vous le garantis. (*Applaudissements à droite.*)

M. l'amiral BIENAIMÉ. Alors ce ne sont pas des esclaves !

M. BRIZON. Du reste, vous défendrez moins les fermiers généraux que je dénonce, quand vous saurez — et peut-être le savez-vous déjà — qu'ils sont condamnés par le Musée Social lui-même.

M. PATUREAU-MIRAND. Ils sont condamnés aussi par les propriétaires, dont ils lèsent les intérêts. Quand les propriétaires de l'Allier, que je connais très bien, s'adressent au petit fermier et au métayer lui-même qui devient fermier, ils touchent des loyers beaucoup plus élevés que lorsqu'ils ont affaire au fermier général qui, lui, exploite à la fois et le métayer et le propriétaire. (*Très bien, très bien.*) Dans la partie de l'Allier que je connais, si un fermier général osait traiter un métayer de fainéant, il se ferait sortir, ce fermier général, je vous le garantis. (*Applaudissement à droite.*)

M. Charles DUMAS (Allier). Si les métayers agissaient ainsi, ils mourraient de faim parce que les fermiers géné-

raux se donneraient le mot d'ordre pour leur refuser tout travail...

M. BRIZON. ...J'arrive à l'impôt colonique, à la dîme et à la corvée ; car aussi extraordinaire que cela puisse paraître, il y a encore aujourd'hui, dans nos campagnes, malgré 1789 et 1793, à côté du seigneur et du château féodal, la corvée, la dîme, la redevance. Certains de mes collègues de la gauche me font des signes d'assentiment. Ils le savent et les socialistes ne sont pas seuls à avoir dit, ici, que le paysan de France souffre de la moderne féodalité avec ses meutes, avec son gibier dévorant, avec ses dîmes et avec ses corvées.

Pour l'établir, je n'aurai qu'à vous donner lecture... (Exclamations). Cette citation sera très courte. (Lisez, lisez.)

Je l'extrais d'un article qui va paraître dans le numéro de juin 1910 du *Travailleur rural*, organe de la Fédération des syndicats de cultivateurs de la région bourbonnaise ; les épreuves me sont parvenues ce matin, et je suis heureux de vous en donner la primeur.

« Un propriétaire de la contrée a fait effectuer, cette année... » Ah, je sais bien que ce n'est pas un propriétaire qu'approuvera l'honorable collègue qui m'a interrompu tout à l'heure et que je remercie, car mon collègue est un paysan distingué, habitant sans doute un château... (*Mouvements divers.*)

M. PATUREAU-MIRAND. Non, je n'habite pas un château. Cela viendra peut-être. (*On rit.*)

M. BRIZON. Ce propriétaire a fait effectuer, en pleine moisson, des roulages pour son agrément personnel...

M. Jules DELAHAYE. Dans quelle commune ?

M. BRIZON. Dans la commune de Thionne (Allier).

Voici encore des réclamations des paysans du Centre concernant le métayage, l'impôt colonique et la corvée. Je réunis ces trois questions dans la même formule.

Des paysans de la commune de Gennetines (Allier) disent, en réponse aux questions posées par le *Travailleur rural* : « Je condamne résolument le métayage : il a pu être bon jusqu'à ce jour, mais jamais les cultivateurs ne s'émanciperont complètement avec ce mode de culture. Si encore comme nous

l'avons demandé, les métayers étaient vraiment associés ! mais je ne crois pas que les propriétaires y consentent jamais... Peut-être, à la rigueur, admettraient-ils la suppression de l'impôt colonique, des corvées et des redevances, mais que leurs métayers soient égaux en droit dans la direction du domaine, non ; ce serait leur enlever trop d'autorité, ce serait les abaisser trop. Quant aux fermiers généraux, ils ont pu être utiles à une époque, mais ils n'ont plus actuellement leur raison d'être, et leur disparition s'impose.

M. Jules DELAHAYE. Il n'y en a plus !

M. BRIZON. Erreur ! demandez avec moi l'enquête, et vous saurez enfin qu'il y en a encore.

M. Jules DELAHAYE. Je vous défie de dire le nombre de fermiers généraux qui existent dans l'Allier.

M. BRIZON. Je ne peux pas le dire d'une façon certaine, précisément parce que l'enquête n'est pas faite (*Exclamations au centre et à droite*), mais je peux le savoir...

Messieurs, je ne saurais mieux répondre à vos questions qu'en vous indiquant très brièvement les principaux articles d'un bail qui date du mois de février 1899 et qui est relatif à la commune de Franchesse... Voici un article qui a été écrit dans la revue *Pages Libres*, par M. Daniel Halévy, le fils même de l'académicien que pleurent les lettres françaises...

Voici ce qu'il écrit à propos de l'impôt colonique, de la corvée et de la dîme :

« Lisez ce bail. Il est de la commune de Franchesse et de date récente, février 1899. Il en est de plus favorables, il en est aussi de plus durs. » D'ailleurs, il se ressemblent tous, favorables ou durs, et vous pourrez, d'après celui-ci, juger l'institution.

Lisons. Premier point : une réserve, deux réserves. Le bailleur garde son droit de chasse sous peine de renvoi immédiat. Il garde aussi le grenier régnant sur une partie de la maison.

Poursuivons. Voici les conditions générales : « Les preneurs s'engagent à ne réclamer aucune réparation en cours de

bail. » — « Le bailleur se réserve le droit, et sans rétribution, d'envoyer deux vaches dans les prés ou champs du domaine pour lui ou les gens de sa réserve. »

Sans doute, vous ne comprenez pas ce dernier mot. On appelle en Bourbonnais, réserve du maître la terre qu'il ne loue pas, mais retient pour son usage personnel, en la faisant cultiver gratuitement par ses métayers et leurs gens. Or, suivons :

« *Impôt colonique.* Les preneurs paieront avec toute solidarité entre eux à titre d'impôt colonique, la somme de 800 francs par an au bailleur.

« *Charrois.* Ils devront faire pour les besoins du bailleur, sans aucune indemnité ni nourriture, tous les charrois qui seront nécessaires pour les constructions, même nouvelles, que le bailleur ferait faire sur la propriété ainsi que tous les charrois qu'il demanderait pour son usage personnel et les besoins de sa réserve. Ils laboureront et donneront aux terres de sa réserve toutes les façons d'usage. Ils devront fournir un homme pour les foins, sans aucune indemnité ni nourriture.

« *Servines.* Ils donneront chaque année au bailleur dix-huit poulets et quatre kg. de beurre ; toutes les autres volailles et même la plume des oies seront partagées par moitié. Ils donneront aussi 200 kg. de pommes de terre ainsi que 1.000 kg. de paille de froment, sans pouvoir réclamer le fumier à en provenir. »

Voilà une partie du bail. J'ai le droit de dire que, dans ces conditions, le contrat n'est pas un métayage. En effet, que signifie ce mot ? Il veut dire partage par moitié.

M. CHARLES BENOIST. Nous le savons. Nous demandons ce qu'est l'impôt colonique.

M. BRIZON. Je viens de le dire... Voici l'impôt colonique dans ce bail, monsieur Charles Benoist : « Les preneurs paieront avec toute solidarité entre eux, à titre d'impôt colonique... (*Interruptions sur divers banes*).

M. Guillaume CHASTENET. Cela n'a pas de sens.

M. Jules DELAHAYE. L'impôt colonique, c'est le loyer.

M. BRIZON. On me dit que cela n'a pas de sens. Je suis de cet avis et les paysans de chez nous pensent, en effet, que l'impôt colonique n'a pas de sens social ni de bon sens et c'est pour cela qu'ils veulent le voir supprimer.

Vous comprenez bien, monsieur Charles Benoist : « Vous avez un domaine, je suis votre métayer... Vous me donnez votre domaine. J'apporte mon travail, vous apportez le capital. D'après la formule même du métayage, nous devrions partager à moitié fruits.

M. Charles BENOIST. Parfaitement.

M. BRIZON. Ce serait alors vraiment, étymologiquement le métayage. Mais, avant tout prélèvement, le fermier général ou le propriétaire demande au métayer 500, 600, 800, 1.000, 1.200 ou 1.500 francs, que nous appelons, dans le Centre, l'impôt colonique...

M. Jules DELAHAYE. C'est le loyer sous la forme de l'impôt. Voilà tout !

M. BRIZON. On me dit que c'est le loyer. Mais je réponds...

M. Adolphe SIMONNET (Creuse). C'est la participation aux impôts.

M. Lucien MILLEVOYE. C'est le prélèvement sur le partage.

M. BRIZON. C'est avant tout partage, monsieur Millevoye. Un de nos collègues de droite me dit : « C'est le loyer. » Non, ce n'est pas le loyer ; laissez-moi aller jusqu'au fond de la question...

M. André HESSE. C'est l'intérêt de l'argent.

M. BRIZON. Pas du tout !... On me dit : « L'impôt colonique, c'est le loyer. » Non, ce n'est pas le loyer. Lorsque vous prenez un domestique attaché à la personne, n'êtes-vous pas obligé de le loger ? N'êtes-vous pas de même obligé de loger

le métayer qui, en somme — et c'est précisément là que j'atteinds le fond même de la question — ...n'est qu'un salarié.

A droite. Mais c'est une erreur. C'est un associé.

M. BRIZON. Je vais même plus loin : je dis — vous vérifierez mes assertions — que le métayer est un salarié soumis au jeu de cette loi inexorable qui rabaisse au minimum le salaire de l'ouvrier industriel.

M. Jules DELAHAYE. Non, puisqu'il partage.

M. BRIZON. Et la preuve, c'est que l'impôt colonique varie suivant la valeur des domaines. Dans les bons, il est plus élevé...

M. Jules DELAHAYE. Evidemment. Il faut bien qu'il varie avec le nombre d'hectares ! Il ne peut être le même pour 40 hectares ou pour 60 hectares...

M. BRIZON. Vous voyez que le métayer de nos pays n'est qu'un salarié, un salarié déguisé, soumis à la loi d'airain des salaires de misère et presque de famine.

Je vous mettrai prochainement, messieurs, — et nous pourrons alors reprendre la discussion en toute loyauté, mais il faudrait que l'enquête fût commencée — je vous mettrai prochainement en présence d'une proposition de loi modifiant la loi de 1889 sur le métayage par la suppression : 1° de l'impôt colonique qui est ruineux pour le métayer ; 2° de la corvée ; 3° des dîmes qui sont encore perçues, en 1910, comme elles l'étaient avant 1789, sous forme de beurre, de poulets, de légumes, etc..., etc..., comme si jamais la Révolution n'avait été faite...

Et maintenant, je voudrais m'adresser en particulier à M. le ministre de la Prévoyance sociale — il n'est pas ministre de la prévoyance agraire — pour lui rapporter une parole également douloureuse de nos paysans du Centre.

Je ne sais pas, monsieur le ministre, ce qu'ont pu vous dire, vos nouveaux électeurs, vos paysans de la Creuse. Je sais que mes paysans, à moi, les semeurs de blé, les serfs, les esclaves... (*Exclamations*). Ces mots ne sont pas exagérés, messieurs ; ce sont ceux qu'emploient les paysans eux-mêmes ; ces

paysans, dis-je, m'ont déclaré : « Nous remercions beaucoup M. le ministre du Travail d'avoir fait voter la loi des retraites, mais nous refusons son cadeau.

« Nous ne paierons pas l'impôt des retraites parce que nous ne le pouvons pas. Si l'on avait supprimé le fermier général, l'impôt colonique...

A droite. Il n'existe plus !

M. BRIZON... la dîme, la corvée, nous pourrions peut-être payer l'impôt des retraites. Les paysans du Centre se disant que tous les paysans de France produisent 18 milliards de richesse — je crois que c'est le chiffre de la statistique officielle — et que, sur ces 18 milliards produits par les travailleurs du sol, la société doit prélever la somme nécessaire pour assurer le fonctionnement des retraites paysannes sans que le fisc mette sa main dans les bas de laine vides et dans les poches percées des travailleurs du sol. (*Bruit*)...

M. JULES DELAHAYE. La moitié de vos électeurs sont réactionnaires, monsieur Brizon. Moi-même, j'ai fait voter pour vous. (*Mouvements divers*)...

M. BRIZON. Comment ! je le disais tout à l'heure en m'adressant à l'honorable M. Camille Pelletan, on prétend attribuer à des combinaisons de parti mesquines et étroites ce qui, encore une fois, est le fruit de toute une évolution économique et sociale !

A droite. A la question.

M. BRIZON. Parfaitement ! C'est la question même. Quand je suis allé dans nos campagnes du Centre, j'ai montré le seigneur féodal dans son château... (*Exclamations à droite*).

M. JULES DELAHAYE. Il n'y en a pas ! Les seuls féodaux, c'étaient les députés qui ont été battus, et c'est ainsi que vous êtes élu.

M. BRIZON... et à côté le serf cultivateur dans sa chaumière... (*Interruptions sur divers bancs*).

Je regrette cet incident, mais puisqu'on me pose une question personnelle, je suis obligé d'y répondre.

M. JULES DELAHAYE. Je ne vous pose pas une question,

j'affirme que j'ai fait voter pour vous, et c'est pourquoi vous avez eu 180 voix de majorité dans ma commune...

M. BRIZON. Un de mes collègues de la droite reprend les assertions fausses que j'ai reprochées, chiffres en mains, à M. Camille Pelletan — que je regrette de ne pas voir à son banc — prétend qu'il a fait voter pour moi. Je me borne à lui répondre : « Je n'ai jamais sollicité vos suffrages. »

M. Jules DELAHAYE. Je n'avais pas besoin de votre demande.

M. BRIZON. Vous ne pourrez jamais citer de moi ni une ligne, ni une parole dans lesquelles j'aurais fait appel aux voix de la droite. Au contraire, vos amis de l'Allier sont tous des seigneurs féodaux. (*Exclamations et rires à droite*).

M. Jules DELAHAYE. Vous avez fort adouci la note anticléricale, c'est ce qui vous a fait passer.

M. BRIZON. Non seulement je n'ai pas sollicité vos amis, mais j'ai mené contre eux une lutte — courtoise d'ailleurs — car je ne rends pas les hommes responsables de la méchanceté des institutions (*Très bien, très bien à l'extrême-gauche*). Mais j'ai mené une campagne à fond en dénonçant l'antithèse sociale et économique qui existe entre le château féodal et la chaumière, entre métayers d'une part, les fermiers généraux et les propriétaires, d'autre-part.

Je disais ce que je répète à cette tribune : il n'y a qu'un seul moyen d'émanciper les semeurs de blé, c'est de faire de la terre la propriété sociale et des châteaux des seigneurs modernes, les maisons du peuple des travailleurs des champs. (*Mouvements divers*)...

M. Jules DELAHAYE. Vous nous avez promis aussi de ne plus manger du curé. Il faut le demander aussi aux ministres (*Très bien, très bien à droite*). C'est pour cela que nous vous avons élu et non pas pour parler contre l'impôt colonial. (*On rit*)...

M. BRIZON... Voici quelle a été, au point de vue cléricale,

mon attitude au cours de la campagne électorale dernière (*Bruit à droite*)... J'ai dit aux paysans de chez moi, qui sont encore catholiques, ou qui, du moins croient encore à un être suprême et pratiquent encore, mais sous l'empire de l'habitude...

A l'extrême-gauche. C'est leur droit.

M. BRIZON... Je leur ai dit : « Camarades, vous me demandez ce que je pense de la question religieuse ? » — on m'a posé deux fois cette question au cours de la campagne électorale. — « Pour ma part, je suis libre penseur ; j'ai fait des actes publics de libre pensée. Mais la religion, au point de vue socialiste, est une affaire privée. » (*Applaudissements à l'extrême-gauche. Mouvements divers*).

M. BRIZON... J'ai dit : « Je vous demande le droit d'être libre penseur et de faire des actes publics de libre pensée, ce que vous n'obtiendrez pas de certains anticléricaux qui sont anticléricaux à la tribune de la Chambre et qui ne le sont pas chez eux. » (*Applaudissements à l'extrême-gauche*)...

M. Jules DELAHAYE. C'est pour cela que nous vous avons élu, M. Brizon. (*Rires et applaudissements à gauche*)...

M. BRIZON. Voulez-vous, messieurs, le fond même de ma pensée ? (*Oui, oui.*) Le voici : mes préférences vont à la libre pensée, c'est entendu. Mais de deux hommes, l'un catholique, même pratiquant, mais qui est un métaver misérable, l'autre libre penseur, anticléric, mangeant du curé, M. Delahaye, mais qui est un bourgeois, un gros fermier général, un de nos seigneurs féodaux faisant souffrir le paysan, de ces deux hommes, moi socialiste, moi homme du peuple, moi paysan du Danube, savez-vous celui que je préfère ? Ce n'est pas le libre penseur, parce que c'est un bourgeois qui exploite, mais c'est le travailleur catholique, parce qu'il est misérable. (*Vifs applaudissements à l'extrême-gauche et sur divers bancs*).

M. BRIZON... (au Gouvernement). Pratiquez la politique agraire : faites voter les réformes que je vous demande au nom des paysans qui travaillent ; alors vous aurez trouvé un idéal et une orientation et vous serez aimé des paysans ; ce qui est la meilleure manière d'être aimé, quand on est au Gouvernement.

Ou bien alors, prenez garde. (*Bruit*)... prenez garde, vous serez engloutis.

On a pendant longtemps prêché aux paysans de nos campagnes, surtout aux paysans catholiques, le paradis derrière les nuages. Eh bien, savez-vous, monsieur Delahaye, ce qu'ils m'ont dit, les paysans dupés ?

Ils m'ont dit : « Nous sommes trop malheureux : la terre pour nous c'est l'enfer. Le paradis, nous le voulons, oui ; mais nous le voulons d'abord, nous le voulons aussi, nous le voulons surtout ici sur la terre, nous voulons le paradis terrestre. Et si nous en trouvons un autre quand nous serons morts, là-bas, derrière les nuages, cela nous en fera deux ; nous les méritons bien. » (*Mouvements divers*).

M. JULES DELAHAYE. Vous leur prêtez un langage qu'ils n'ont pas songé à vous tenir.

M. BRIZON. — Je vous demande pardon ; ce langage ils me l'ont tenu. Les paysans de France considèrent que la terre est pour eux un enfer... Leur pensée a mûri comme leurs blés ; ils s'organisent, ils fondent des syndicats, ils entrent dans les comités du parti socialiste.

Ils s'organisent, par conséquent, syndicalement et politiquement. Ce mouvement qui vient du fond même de l'histoire — rappelez-vous les Jacques d'autrefois — ce mouvement prend conscience de lui-même. Le prolétariat des champs est maintenant uni, comme le disait tout à l'heure mon ami Albert Thomas, dans la vaste et puissante unité prolétarienne et ouvrière avec le prolétariat des villes. Du creux des sillons comme du pavé des villes se lèvent des légions de prolétaires qui s'en iront bientôt non par centaines de milliers, mais par millions, à la conquête du bien-être et de la liberté, au renversement de votre société capitaliste et à l'organisation de la société socialiste où, au lieu d'être des serfs et des esclaves, ils seront des producteurs libres, réconciliés dans le bonheur. (*Applaudissements à l'extrême-gauche*).

Messieurs, je termine. J'ai montré, je l'espère, quoiqu'en termes très rapides, à mes honorables collègues, représentants de la bourgeoisie, la révolution qui monte et que vous n'éviterez pas... Tous si puissants que vous soyez, armés de

la police, de vos tribunaux, de vos prisons, de vos juges, de l'armée qui, aujourd'hui encore vous défend, mais qui, demain, lorsque nous l'aurons conquise — oh ! pacifiquement par notre propagande d'idées — montera la garde, non comme aujourd'hui, autour des coffres-forts du capitaliste, mais autour des droits du peuple enfin près d'être reconnus, à ce moment-là, vous serez complètement désarmés vous-mêmes ; et vous serez obligés de laisser déferler sur vous le flot prolétarien.

Vous êtes absolument impuissants à empêcher la révolution qui monte, parce que vous, messieurs les bourgeois, d'après un calcul que j'ai fait, vous êtes en France à peine 500.000 à avoir intérêt au maintien de la société injuste d'aujourd'hui. Sur 40 millions de Français, 39 millions et demi, ont, au contraire, un intérêt de premier ordre, un intérêt de famille — pour que leurs fils ne souffrent pas ce qu'eux-mêmes ont souffert — à la démolition de cette société inique. Vous n'êtes donc qu'un contre soixante-dix-neuf ; il vous sera donc impossible d'opposer une résistance efficace au flot qui vous submergera et qui, je le répète, abattra votre vieille société de larmes et de misères. (*Applaudissements à l'extrême-gauche. Interruptions sur divers bancs.*)

Messieurs, cette révolution (*Interruptions*) — si le mot « révolution » vous chagrine et vous épouvante, je dirai « transformation sociale ». Qu'importe le mot pourvu qu'on ait la chose ! — Cette révolution inéluctable, nous autres socialistes qui ne sommes pas si méchants que vous le pensez, nous la voulons sans qu'une goutte de sang soit répandue et même sans qu'une larme soit versée.

Mais mettez-y du vôtre, bourgeoisie ; faites votre nuit du 4 août. (*Mouvements divers*). J'ai communiqué, il y a quelques années, à M. Aulard, l'historien de la Révolution française, un document démontrant que la noblesse et l'Eglise ont été, bien avant le 4 août, dépossédées par la force, en présence du peuple assemblé ; et la nuit du 4 août n'est, pour l'historien averti et critique, qu'un geste intéressé de comédie par lequel la classe noble et la classe cléricale faisaient abandon en apparence de leurs privilèges, sachant bien que si elles

ne les abandonnaient pas solennellement en un geste théâtral, à la tribune de l'Assemblée nationale, le peuple les démettrait lui-même.

Eh bien, messieurs de la bourgeoisie, faites votre nuit du 4 août, votez les projets dont j'ai donné la courte liste au Gouvernement. Vous aurez ainsi aplani les difficultés et préparé une révolution qui sera indulgente pour vous en ce sens qu'elle vous accordera peut-être— je dis peut-être, parce que je réserve l'opinion de mes amis de l'extrême-gauche. (*Mouvements divers*)... l'indemnité que les bourgeois de 1789 et 1793 ont refusée à ceux qu'ils dépossédaient et qu'ils expropriaient. Et je pose au Gouvernement cette question finale : les paysans attendent depuis le commencement du monde ; allez-vous les faire attendre encore ? (*Applaudissements à l'extrême-gauche. Mouvements divers*).

Bibliographie

- ACHILLE ALLIER. — *L'Ancien Bourbonnais*. — Moulins. Desrosiers, 1833.
- AUROUX DES POMMIERS. — *Coutumes générales et locales du Pays et Duché de Bourbonnais*, avec le Commentaire. — Riom. Martin Dégoutte, 1780.
- LÉOPOLD BERNARD. — *Les Idées Révolutionnaires dans les Campagnes du Bourbonnais*. — Montluçon. Herbin, 1911.
- M. BERNARD. — *Le syndicalisme paysan dans l'Allier*. — Montluçon. Deneuvy, 1910.
- LOUIS BIERNANSKI. — *Un Département sous la Révolution française*. — (L'Allier de 1789 à l'an III). — Moulins. Grégoire, 1909.
- JULES BOIS. — *A travers les Campagnes bourbonnaises*. — *Le Temps*, des 14, 18, 29 novembre ; 17, 24, 30 décembre 1910 ; 2 et 5 janvier 1911.
- DU BROC DE SEGANGE. — *Les anciennes Communautés de cultivateurs dans le Centre de la France*. — Moulins. Etienne Auclair, 1898.
- J. CORNILLON. — *Le Bourbonnais sous la Révolution française*. — 5 vol. — Vichy. Bougarel, 1888.
Transmission de la Propriété dans l'Allier sous la Révolution française. Vente des biens nationaux. — 3 vol. — Moulins. Grégoire, 1911-1914.
Le Bourbonnais en Décembre 1851. Le Coup d'Etat. — Cusset. Fumoux, 1903.

E. DEMOLINS. — *Les Français d'Aujourd'hui et les Types sociaux du Midi et du Centre de la France.* — Paris. Didot, 1898.

J. DE DREUILLE. — *Du Métayage et des Moyens de le remplacer.* — Paris. Maison Rustique, 1865.

DEUX AGRICULTEURS. — *Notice sur MM. Paul et Franz de Vault.* — Moulins. Durond, 1895.

PIERRE DUBOST. — *Le Métayage en Bourbonnais pendant la Guerre et son Avenir.* — Thèse. Paris, 1920.

P. DE FRAIX DE FIGON. — *Le Métayage en Bourbonnais au point de vue économique et social.* — Thèse. Paris, 1911.

EMILE GUILLAUMIN. — *En Bourbonnais. (La Propriété et l'Agriculture. Les Mœurs. Les diverses Catégories de Travailleurs.)* Paris. Pages Libres, 1902.

La Vie d'un Simple (Mémoires d'un Métayer). — Paris. Stock, 1904.

Près du Sol, roman. — Paris. Calmann-Lévy.

Rose et sa Parisienne, roman. — Paris. Calmann-Lévy.

Baptiste et sa Femme, roman. — Paris. Fasquelle, 1910.

Le Syndicat de Baugnoux, roman. — Paris. Fasquelle, 1912.

Un Syndicat de Cultivateurs en Bourbonnais. — Pages Libres, 2 septembre 1905.

La Terre délaissée. — *Revue Hebdomadaire*, 8 octobre 1910.

J. DE GARIDEL. — *Lettres sur la pratique du Métayage dans le département de l'Allier avec monographies de six domaines exploités à moitié fruits.* — Moulins. Ducroux et Gourjon-Dulac, 1881.

DANIEL HALÉVY. — *Visites aux Paysans du Centre (Union pour la Vérité. Correspondance 1910-1911. N° 7.)*

Lettres du Bourbonnais. — Pages Libres, 31 août 1907.

G. JOUFFROY, professeur départemental d'agriculture. — *L'Agriculture dans le département de l'Allier.* — Moulins. Durond, 1891.

LUCIEN LAMOUREUX. — *Les Syndicats agricoles, leur œuvre coopérative et la Mutualité agricole dans le Bourbonnais.* — Thèse. Paris, 1914.

L. DE LARMINAT. — *Etude sur le Métayage dans le département de l'Allier.* — Moulins. Ducroux et Gourjon-Dulac, 1881.

S.-E. LASSIMONE. — *Correspondance sur le Métayage en Bourbonnais.* — Montluçon. Démocratie du Centre, 1897.

EUGÈNE LE BRUN. — *Une petite ville bourbonnaise : Le Veudre* (p. 191, le chapitre intitulé : *Les Communautés de Cultivateurs*). — Paris. Champion. — Moulins. Grégoire, 1913.

X. DE MARESCHAL. — *Etude sur le Bail à Colontage partiaire.* (Origines romaines et Droits français moderne). — Thèse. Paris, 1893.

MARTIN-DESBOUDETS. — *Le Métayage en Bourbonnais.* — Thèse. Paris, 1897.

R.-E. MATILLON. — *Les Syndicats ouvriers dans l'Agriculture.* — Thèse. Paris, 1908.

E. MAUVE. — *Le Bourbonnais sous la Seconde République (1848-1851).* — Moulins. Progrès Social, 1913.

A. MÉPLAIN. — *Dialogue sur le Métayage.* — Moulins. Crepin-Leblond, 1887.

E. MÉPLAIN. — *Traité du Bail à portion de Fruits ou Colontage partiaire.* — Moulins. Desrosiers, 1850.

Essai sur la Condition sociale des Métayers et les Conséquences de la Législation par rapport à la Culture à portion de Fruits. — Moulins. Desrosiers, 1846.

MÉPLAIN ET TAIZY. — *Histoire d'un Domaine du Département de l'Allier et du grand Jacquet, métayer.* — Paris, Maison Rustique, 1869.

Le Fils du grand Jacquet. — Paris. Maison Rustique, 1872.

B. RAMBAUD. — *La Question des Fermiers généraux en France et à l'Etranger.* — Thèse. Paris, 1913.

RAYEUR ET VAYSSIÈRE. — *Le Bourbonnais : le Sol, les Habitants.* — Moulins. Etienne Auclaire, 1888.

H. SAYET. — *Du Colonage partiaire en Droit français.* — Thèse. Paris, 1881.

F. SEUILLET. — *Le Métayage.* — Thèse. Paris, 1905.
Statistique Agricole 1887-88. — Paris. Imprimerie Nationale, 2 vol.

H. TAINÉ. — *Les Origines de la France contemporaine.* — Paris. Hachette, 1907. Vol. 1, 2 et 4.

M. VACHER. — *Le Métayage dans l'Allier. L'Agriculture et la Main-d'Œuvre.* — Paris. Masson, 1892.

J. LE VAYER. — *Mémoire de la Généralité de Moulins par l'intendant J. Le Vayer*, publié avec une introduction et des notes par Pierre Flament, archiviste de l'Allier. — Moulins. Grégoire, 1906.

P. VERNAISON. — *Le Métayage en France.* — Thèse. Paris. 1902.

Lettre aux Métayers sur l'Impôt colonique. — Digoin. Blondeau, 1911.

JOSÉPH VIPLE. — *Enquête sur la Dépopulation dans l'Arrondissement de Gannat (Allier).* — *Cahiers du Centre.* Novembre 1911.

ARTHUR YOUNG. — *Voyages en France pendant les années 1787, 1788, 1789.* — (Traduction Lesage.) — Paris. Guillaumin et C^{ie}, 1882. — 2 vol.

JOURNAUX ET PÉRIODIQUES :

L'Agriculteur Bourbonnais.

Annales et Bulletin de la Société d'Agriculture de l'Allier.

Le Travailleur rural.

Le Peuple, La Démocratie, L'Indépendant de l'Allier, Le Radical de l'Allier, Le Progrès Social, républicains ou radicaux.

Le Mémorial de l'Allier, Le Messenger Mémorial, Le Courrier de l'Allier, Le Bourbonnais, conservateurs.

Le Combat Social, socialiste.

La Vague, socialiste.

Vu :

Le Doyen :

F. LARNAUDE.

Vu :

Le Président de la Thèse,

SOUCHON.

Vu

et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS.

Pour le Recteur :

L'INSPECTEUR D'ACADÉMIE.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

La Fin de l'Ancien Régime. La Révolution et ses Conséquences (1789-1820)	
---	--

CHAPITRE I. <i>La Terre et les Hommes à la Fin de l'Ancien Régime</i>	7
---	---

CHAPITRE II. <i>Les Conséquences de la Révolution</i>	34
---	----

SECONDE PARTIE

L'Ere des Grandes Améliorations (1820-1870)	
---	--

CHAPITRE I. <i>Les Améliorations Agricoles</i>	43
--	----

CHAPITRE II. <i>La Dissolution des Communautés familiales</i>	57
---	----

TROISIEME PARTIE

Les Luittes politiques et syndicales (1870-1914)	
--	--

CHAPITRE I. <i>Les Idées républicaines chez les Métayers</i>	73
--	----

CHAPITRE II. <i>Le Mouvement syndical et la Diffusion des Idées socialistes</i>	89
---	----

QUATRIEME PARTIE

La Guerre et ses Conséquences (1914-1920)	
---	--

CHAPITRE I. <i>Le Métayage pendant la Guerre</i>	109
--	-----

CHAPITRE II. <i>La Période actuelle</i>	118
---	-----

CONCLUSION

PIÈCES JUSTIFICATIVES :

<i>Bail de métairie</i> (vers 1789)	131
<i>Inventaire des biens appartenant à une communauté familiale de métayers</i> (1750)	134

<i>Contrat de mariage contenant acquisition de part de communauté et apanage (1750)</i>	136
<i>Reconnaisances d'avances consenties aux métayers par les fermiers (1748 et 1760)</i>	138
<i>Compte de métayage (1749)</i>	140
<i>Corvéables refusant de faire la corvée (1734 et 1788)</i>	143
<i>Liquidation de communauté familiale (1838)</i>	146
<i>Partage de société de travail (1865)</i>	148
<i>Estimation de cheptel d'époques diverses</i>	149
<i>Bail à métayage vers 1900 : clauses habituelles</i>	153
<i>Manifeste du syndicat de Bourbon (1905)</i>	156
<i>Manifeste syndical de 1906</i>	159
<i>Manifeste syndical à propos du bail modèle</i>	162
<i>Bail modèle</i>	165
<i>Interpellation Brizon (13 juin 1910)</i>	167



